

LOGEMENT VILLES TERRITOIRES

Le fonciascope de l'immobilier – janvier 2017

http://www.bva.fr/fr/sondages/le_fonciascope_de_l_immobilier_-_janvier_2017.html

Bva – janvier 2017

En dépit de la hausse des taux d'emprunt récemment annoncée, les Français sont toujours plus optimistes concernant l'évolution du marché de l'immobilier

Selon 58 % des Français, l'année à venir constituera une bonne période pour l'investissement immobilier : un niveau d'optimisme qui n'a eu de cesse de progresser ces dernières années (+ 13 points depuis juillet 2014).

Comme un écho aux annonces répétées en 2016 de « taux historiquement bas » : le coût du crédit reste vu comme le principal levier à l'investissement ; la facilité à en obtenir un est l'élément qui progresse le plus

8 % des sondés estiment que le coût du crédit est favorable à un investissement immobilier (contre 73 % en mars 2016 : + 5 points). 8 % pensent qu'il est facile d'obtenir un crédit (contre 46 % en mars 2016 : + 12 points).

Mais si les Français se montrent optimistes en matière d'immobilier, ils font preuve de plus de réserves lorsqu'ils évoquent l'évolution de leur propre situation économique

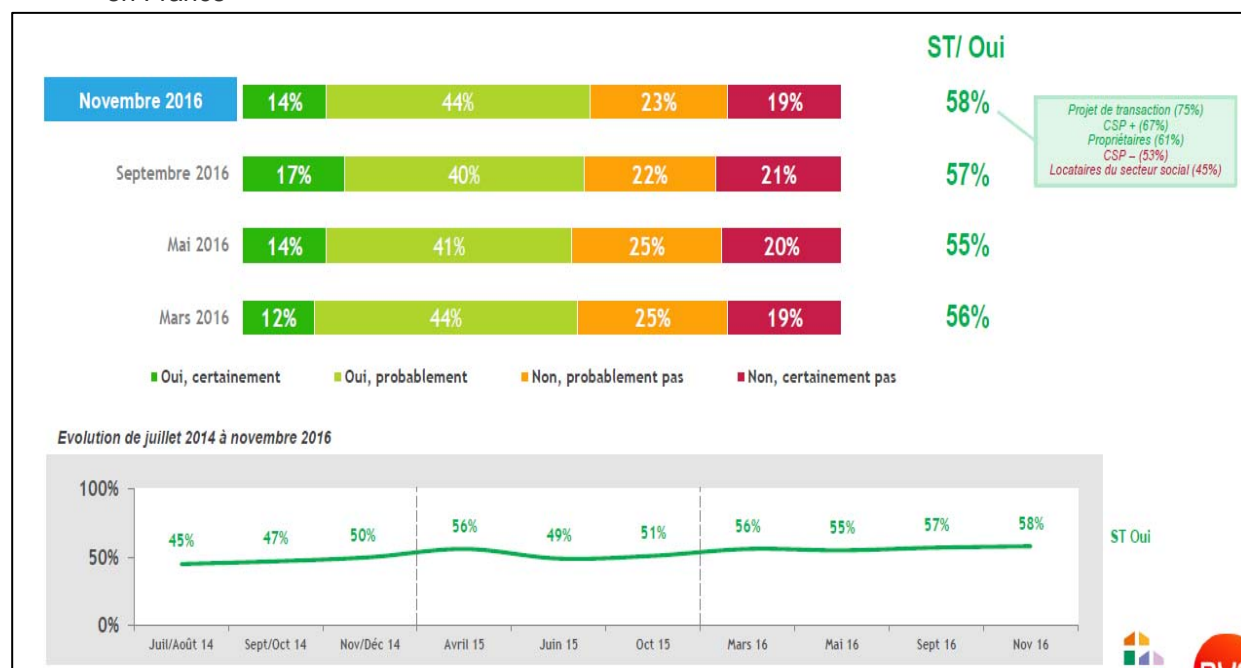
- 62 % anticipent une augmentation de leurs coûts pour se loger ;
- 31 % envisagent une dégradation de leur situation financière et 49 % une stabilisation.

Au final, la part de Français souhaitant réaliser un projet immobilier ne progresse pas

Un Français sur dix en viron serait prêt à acheter ou à louer un nouveau logement pour l'occuper (respectivement 16 % et 13 %).

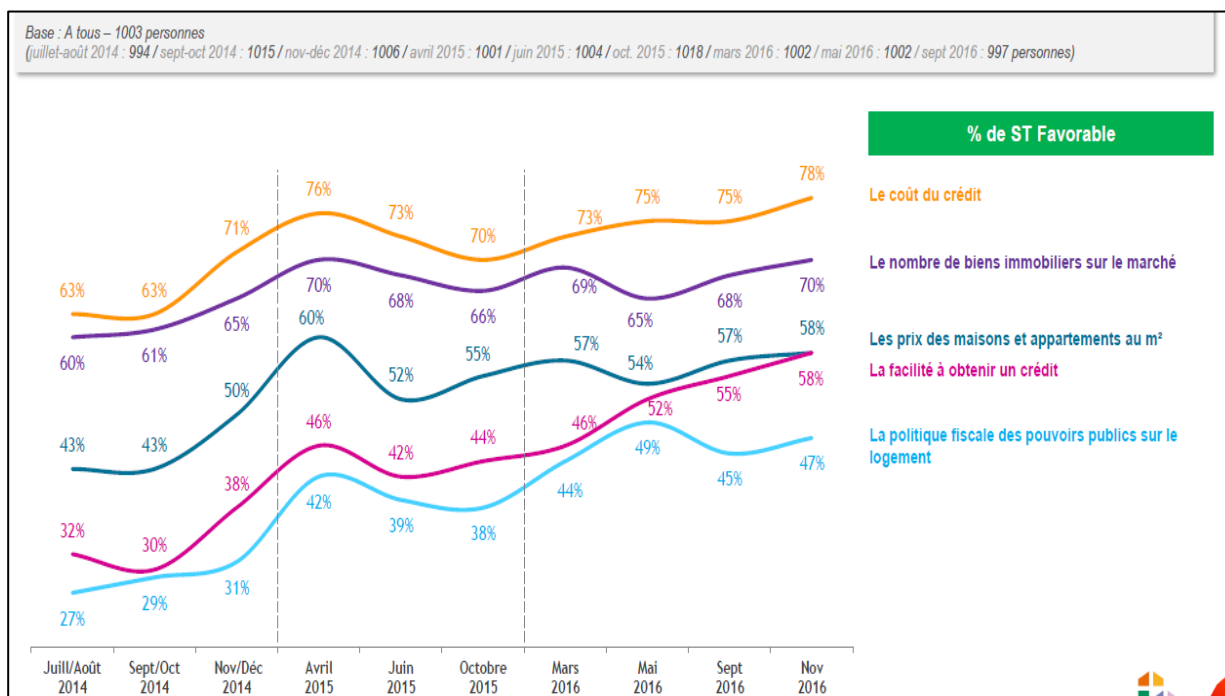
Avec 58 % de réponses positives, les Français confirment leur optimisme grandissant quant à l'évolution du marché de l'immobilier : un niveau globalement supérieur à 2015 ou 2014

- Pensez-vous que les douze prochains mois soient une bonne période pour investir dans l'immobilier en France

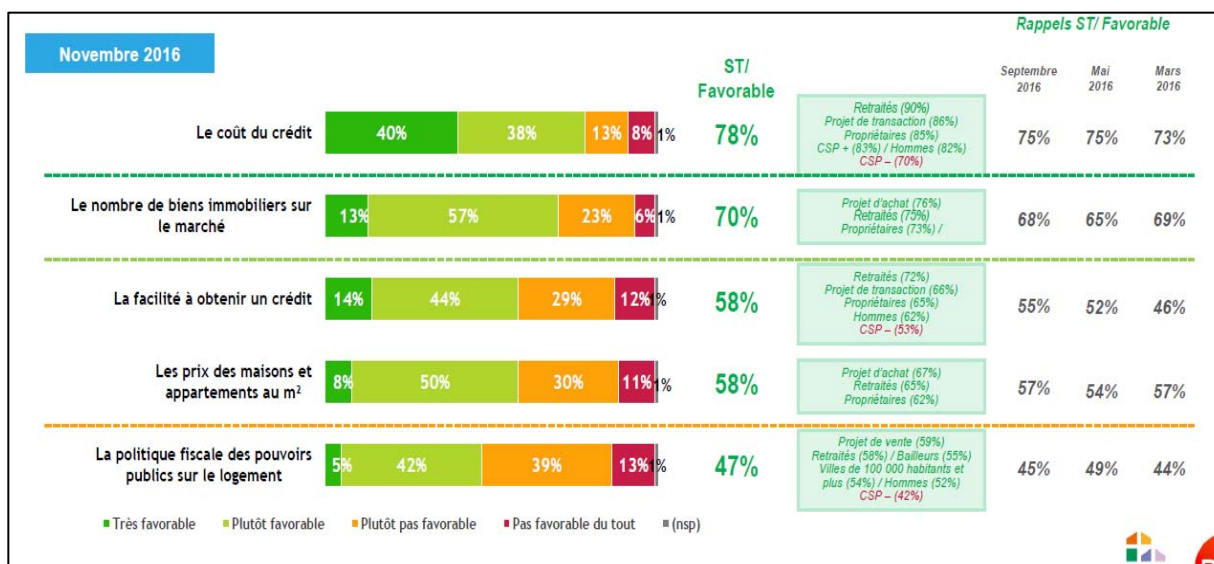


De plus, à la différence du nombre de biens sur le marché ou de leur prix au m², cette année, les conditions relatives à l'emprunt sont mieux perçues qu'auparavant

- Pour chacun des points suivants, pouvez-vous indiquer si vous pensez qu'il est très favorable, plutôt favorable, plutôt peu favorable ou pas favorable du tout pour effectuer aujourd'hui un investissement immobilier ?

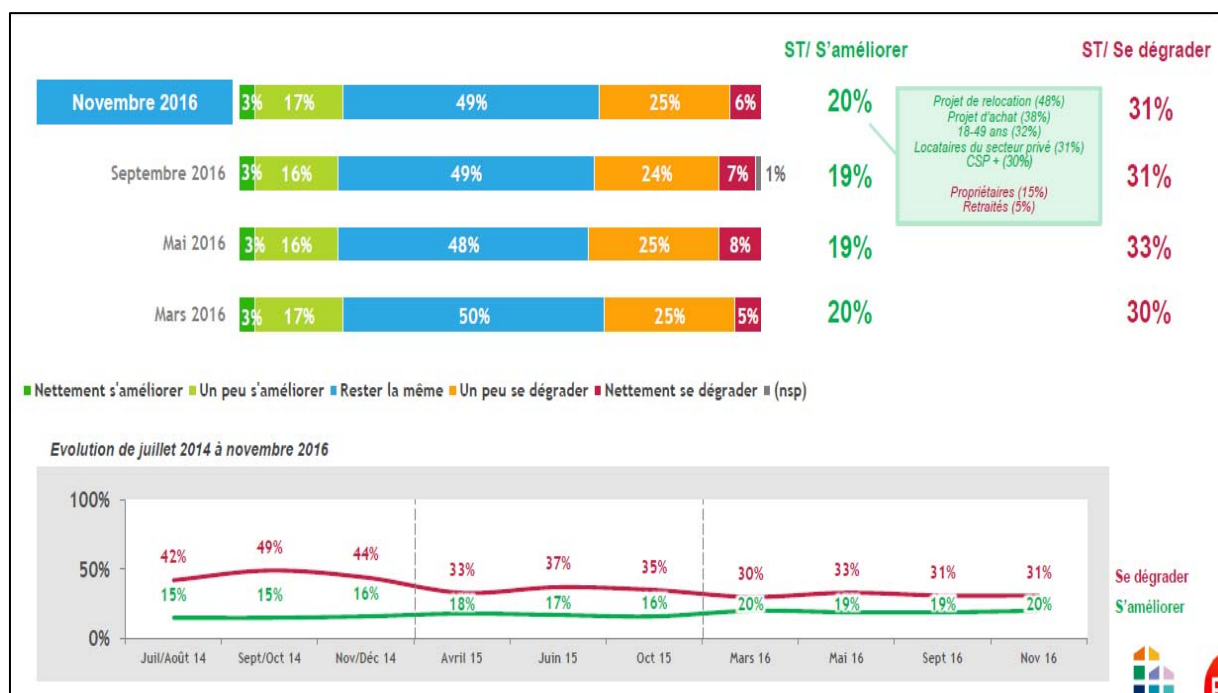


- En dépit des hausses annoncées depuis novembre, pour les Français le coût du crédit reste le principal levier à l'investissement immobilier



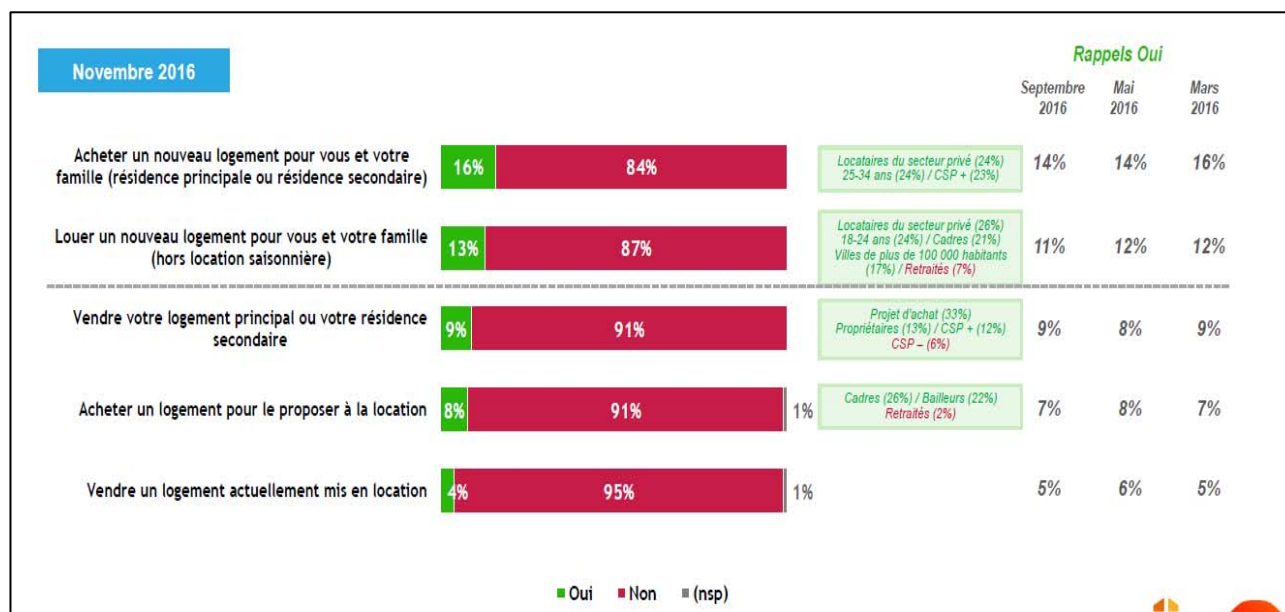
Et de manière plus globale, les ménages restent très prudents concernant l'évolution de leur situation financière

- Pensez-vous qu'au cours des douze prochains mois, la situation financière de votre foyer va...



Au final, les intentions déclarées en matière de projets immobiliers ne progressent pas

- Au cours des douze prochains mois, votre foyer a-t-il l'intention de réaliser un ou plusieurs des projets immobiliers suivants ?



Fiche technique

Enquêtes réalisées par l'Institut Bva par Internet du 2 au 18 septembre 2016 pour l'avant dernière vague et du 14 au 25 novembre 2016 pour la dernière vague, auprès de deux échantillons représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. Pour chacune des vagues, respectivement 997 et 1 003 personnes âgées de 18 ans et plus ont répondu à l'enquête. La représentativité des échantillons a été assurée par la méthode des quotas, appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille et statut d'occupation du logement principal après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Français et les incidents en banlieue

<http://www.bva-group.com/sondages/francais-incidents-banlieue/>

Bva – février 2017

Les Français très partagés sur le récépissé de contrôle d'identité : 48 % y sont favorables, 50 % défavorables

48 % des Français se déclarent favorables à la mise en place de la délivrance d'un récépissé par la police lorsqu'elle effectue un contrôle d'identité contre 50 % qui y sont défavorables (2 % ne se sont pas prononcés). Si l'opinion nationale apparaît très partagée, il est important de souligner que les résultats sont très clivés selon les positions politiques. Si 70 % des sympathisants de la gauche se déclarent favorables au récépissé de contrôle d'identité, ils ne sont que 39 % chez les sympathisants de la droite et 23 % chez ceux du Fn.

Les raisons des incidents : la volonté de casser et les mauvaises relations entre les jeunes et la police

Pour 44 % des Français, c'est la volonté de casser pour casser qui explique les récents incidents en banlieue alors que pour 36 % d'entre eux, ces incidents trouvent leur origine dans les mauvaises relations entre les jeunes et la police. Ces explications sont très différentes selon les positions politiques, 52 % des sympathisants de la droite mettent en avant la volonté de casser pour casser (28 % des sympathisants de la gauche) et 56 % des sympathisants de la gauche abordent les mauvaises relations entre les jeunes et la police (27 % de ceux de la droite).

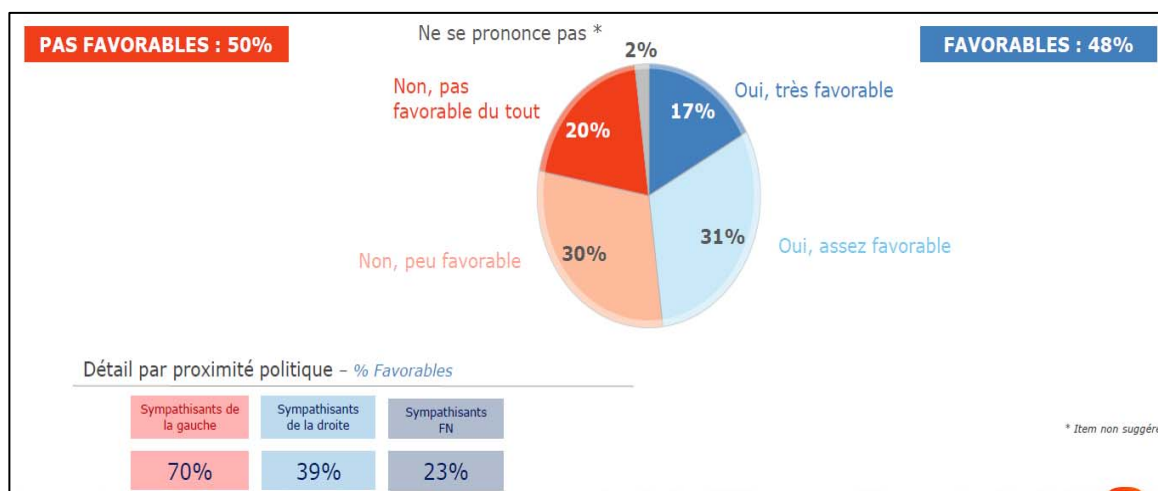
Pour neuf Français sur dix, les pouvoirs publics n'ont pas pris de mesures significatives depuis les émeutes de 2005

Alors que les dernières semaines ont été marquées par un débat sur la prise en compte des quartiers populaires, les Français semblent reconnaître un net délaissement de la part des pouvoirs publics. Pour 89 % d'entre eux, depuis 2005, les pouvoirs publics n'ont pas pris de mesures significatives.

Pour limiter les incidents, des attentes d'amélioration de la situation économique et sociale et de développement de la police de proximité. Pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent, les Français ont cité en premier lieu la nécessité de développer la police de proximité (53 %) et d'améliorer la situation économique et sociale (51 %, et 66 % chez les sympathisants de la gauche).

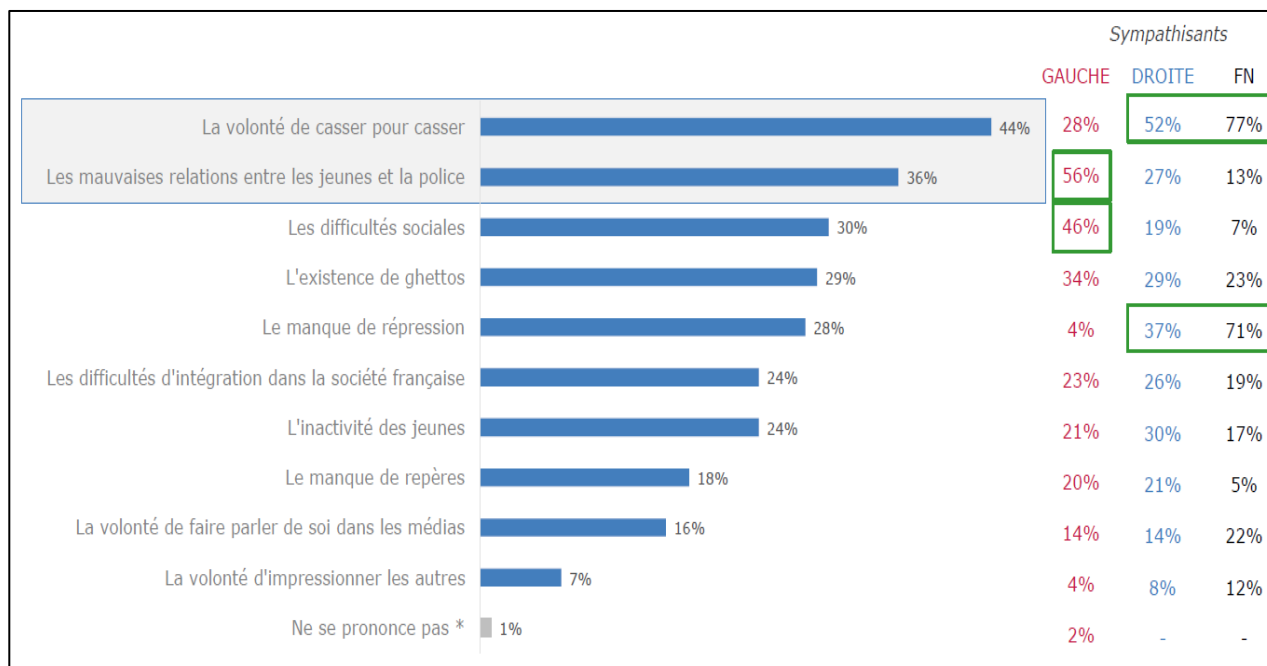
Des Français partagés sur la délivrance d'un récépissé par la police lors des contrôles d'identité : 48 % y sont favorables, 50 % défavorables

- Pour normaliser les relations entre la police et les citoyens, certains observateurs évoquent la possibilité que la police délivre un récépissé lorsqu'elle effectue un contrôle d'identité. En ce qui vous concerne diriez-vous que vous êtes favorable à la mise en place de cette mesure ? *Base à tous.*



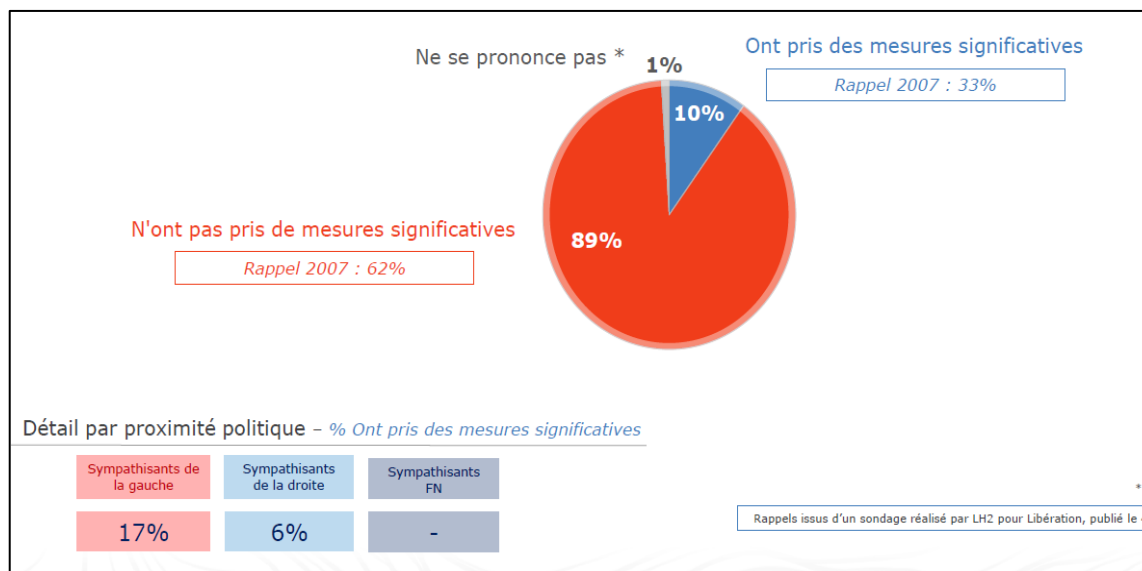
Les raisons des incidents : la volonté de casser et les mauvaises relations entre les jeunes et la police

- Ces derniers jours, des incidents ont eu lieu dans les banlieues. D'après vous, qu'est-ce qui explique ces incidents dans les banlieues ? Base : à tous



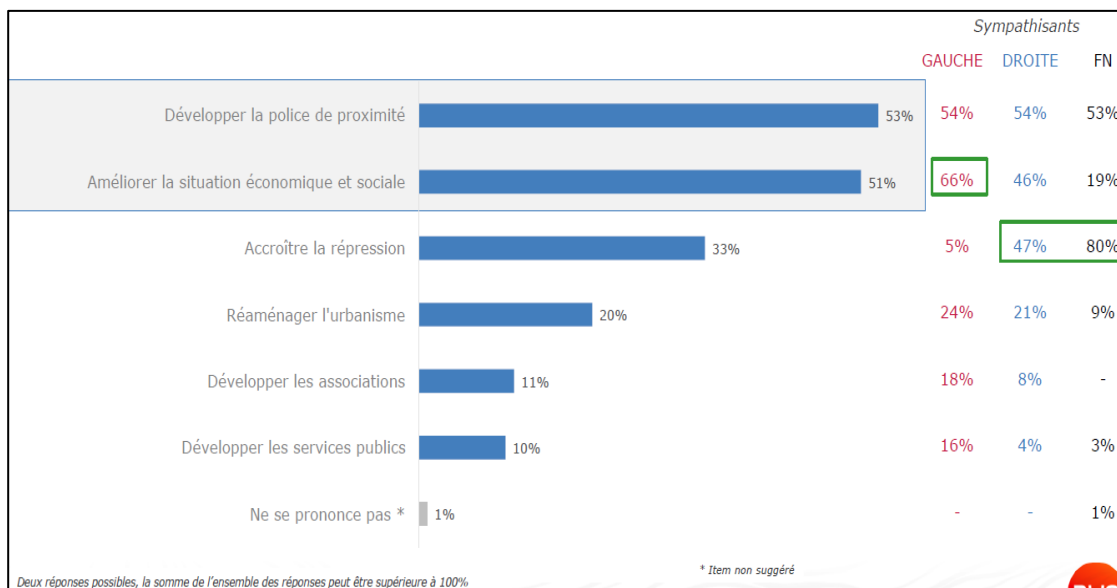
Seul un Français sur dix estime que les pouvoirs publics ont pris des mesures significatives depuis 2005, contre un sur trois en 2007

- Depuis l'automne 2005, où de nombreuses émeutes avaient eu lieu, diriez-vous que les pouvoirs publics...



Pour éviter les incidents, développer la police de proximité mais aussi améliorer la situation économique

- A votre avis, quels types d'action faudrait-il réaliser en priorité dans les quartiers populaires pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent ? Base : à tous.



Fiche technique

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français recrutés par téléphone puis interrogés par Internet du 15 au 16 février 2017. Échantillon de 1 179 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus dont 384 sympathisants de la gauche, 370 sympathisants de la droite et 157 sympathisants du Front national. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

L'achat immobilier pour les couples

<https://www.opinion-way.com/fr/component/edocman/?task=document.viewdoc&id=1530&Itemid=0>

Opinion Way - février 2017

Au sein d'un couple, certains actes marquent la volonté d'un engagement plus important entre les deux personnes. Interrogés à ce sujet, sur ce qu'ils estiment être l'acte le plus engageant, les Français se montrent très partagés. 50 % des personnes interrogées considèrent le mariage comme plus engageant, quand 47 % estiment qu'il s'agit de l'achat d'un bien immobilier.

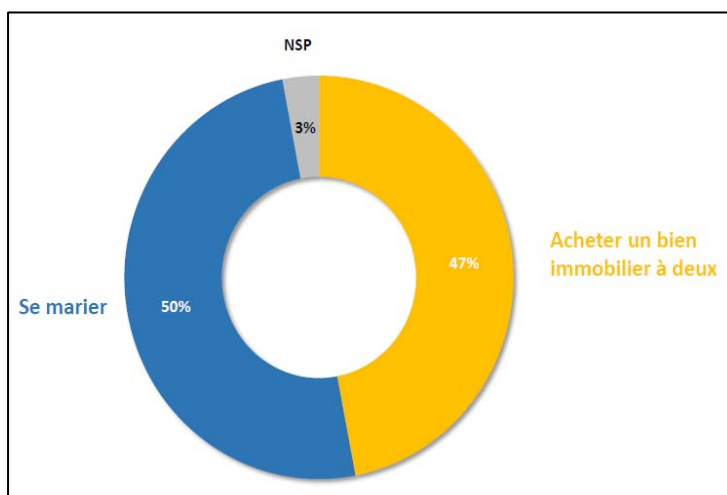
Des écarts importants existent selon les différentes catégories. Les hommes placent une importance plus grande dans le fait de se marier que les femmes (58 % considèrent qu'il s'agit de l'acte le plus engageant, contre 43 % pour les femmes). De même, 55 % des personnes âgées de 50 ans et plus placent le mariage comme acte le plus engageant, contre 42 % des personnes âgées de moins de 35 ans, signe d'un déclin de la valeur mariage chez les jeunes.

La situation maritale influe, sans surprise, sur la perception du mariage dans l'engagement d'un couple. Les personnes en couple, et notamment les personnes mariées ou pacsées, considèrent le mariage comme l'acte le plus engageant (respectivement 54 % et 56 %). C'est également le cas pour les personnes ayant été mariées mais ne l'étant plus (51 %). Les personnes célibataires, à l'inverse, marquent une nette préférence pour l'achat immobilier, 54 % estimant qu'il s'agit de l'acte le plus engageant, contre 41 % estimant qu'il s'agit du mariage.

Les propriétaires de leur logement n'affichent pas de préférence entre les deux actes proposés, les jugeant d'égale importance. Cependant, une différence s'observe entre les propriétaires ayant fini de payer leur résidence principale (53 % considèrent le mariage comme plus engageant), et les propriétaires en cours d'acquisition, qui sont 56 % à estimer que l'achat d'un bien immobilier à deux est plus engageant que le fait de se marier. Gérer actuellement l'achat d'un bien immobilier a donc pour effet d'accorder une importance particulière à ce dernier dans sa vie de couple. A l'inverse, les locataires estiment à hauteur de 51 % que le mariage est l'acte le plus engageant pour un couple, contre 44 % qui estiment qu'il s'agit de l'achat d'un bien immobilier à deux.

L'acte le plus engageant au sein d'un couple

- Selon vous, quel est l'acte le plus engageant lorsque l'on est en couple?



Fiche technique

Echantillon de 1 007 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie professionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système Cawi (computer assisted web interview). Les interviews ont été réalisées les 25 et 26 janvier. Opinion way a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme Iso 20252. Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 1,5 à 3 points au plus pour un échantillon de 1 000 répondants.

Les Français et la situation dans les banlieues

http://www.ifop.fr/?option=com_publication&type=poll&id=3659

Ifop – février 2017

Le Figaro

Un peu plus de quatre Français sur cinq estiment que, dans le contexte actuel, la banlieue est un territoire plus violent que le reste du pays (82%, +7 points par rapport à octobre 2015), un sentiment que les sympathisants des partis Les Républicains (96%) et Front National (89%) partagent davantage que la moyenne. La présence de bandes organisées et de trafic de drogue est la première source de violences en banlieue identifiée par les interviewés (52%, -4 points par rapport à octobre 2015) – et notamment par les sympathisants Les Républicains (63%) et Front National (62%) -, bien avant la démission des parents (30%) ou le chômage des jeunes (27%). Il est intéressant de constater que les tensions entre les jeunes et la police ne sont pas plus pointées du doigt en ce mois de février (10%) que lors des vagues passées (+1 point par rapport à octobre 2015).

En dépit de ce constat, trois quarts des Français s'accordent autour de l'idée que « la banlieue regorge de multiples talents dont le pays aurait tort de se priver » (74%). L'adhésion à cette affirmation n'est toutefois pas partagée par tous : les sympathisants Les Républicains (62%) sont plus en retrait et ceux du Front National rejettent même cette idée (39%).

Six Français sur dix souhaiteraient que l'ordonnance de 1945 favorisant l'éducation et le recours à l'emprisonnement dans des quartiers pénitentiaires spécialisés pour les mineurs de plus de 13 ans uniquement pour les faits graves soit réformée grâce à un abaissement de la majorité pénale à 16 ans (61%). Assez logiquement, les sympathisants Les Républicains (83%) et Front National (81%) appellent davantage cette réforme de leurs vœux.

La perception du niveau de violence en banlieue par rapport au reste du pays

- Dans le contexte actuel, pensez-vous que la banlieue soit un territoire plus violent que le reste du pays ?

	Ensemble des Français 26-28 Oct. 2015 ¹ (%)	Ensemble des Français 16-17 Fév. 2017 (%)	Proximité politique		
			TOTAL Gauche	Les Républicains	Front National
TOTAL Oui	75	82	78	96	89
• Oui, tout à fait	25	36	20	56	64
• Oui, plutôt	50	46	58	40	25
TOTAL Non	25	18	22	4	11
• Non, plutôt pas	21	15	19	4	9
• Non, pas du tout	4	3	3	-	2
TOTAL	100	100	100	100	100

Les facteurs explicatifs des violences en banlieue

- Parmi les raisons suivantes, quelles sont les deux qui, selon vous, peuvent le plus expliquer les violences en banlieue ? (deux réponses possibles)

	Rappel Oct. 2006 ² <i>11 mois après les émeutes de Clichy- sous-Bois</i> (%)	Rappel Fév. 2008 ³ <i>2 mois après les émeutes de Villiers-le- Bel</i> (%)	Rappel Juil. 2013 ⁴ <i>2 semaines après les événements de Trappes</i> (%)	Rappel Jan. 2015 ⁵	Rappel Oct. 2015	Ensemble des Français 16-17 Fév. 2017 (%)
• La présence de bandes organisées et le trafic de drogue	29	37	46	40	56	52
• La démission des parents	44	42	35	35	27	30
• Le chômage des jeunes	33	25	28	27	30	27
• La présence d'un nombre important d'immigrés dans ces villes ou quartiers	23	22	32	29	26	25
• Les discriminations vécues par les habitants de ces quartiers	11	14	6	12	14	15
• Les défaillances du système éducatif	14	14	14	17	10	12
• Le manque de mixité sociale		9	7	9	10	11
• Les tensions entre les jeunes et la police	11	13	7	3	9	10
• Le logement et l'urbanisme des quartiers concernés	7	8	5	5	5	7
• Le manque de moyens alloués aux associations et la présence insuffisante de travailleurs sociaux	10	10	6	6	5	4
TOTAL.....	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

² Sondage Ifop pour la Délégation Interministérielle à la Ville réalisé par téléphone du 28 septembre au 5 octobre 2006 auprès d'un échantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

³ Sondage Ifop pour Le Figaro réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 4 au 5 février 2008 auprès d'un échantillon de 1 023 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

⁴ Sondage Ifop pour Atlantico réalisé par question auto-administré du 29 au 31 juillet 2013 auprès d'un échantillon de 1 005 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

⁵ Sondage Ifop pour Atlantico réalisé par question auto-administré du 28 au 30 janvier 2015 auprès d'un échantillon de 1 927 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Le regard sur le potentiel que représentent les banlieues

- Voici différentes opinions que l'on entend parfois sur les banlieues et les quartiers sensibles. Pour chacune d'entre elles, vous me direz si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ?

- Réponses « Plutôt d'accord » -

	Ensemble des Français 26-28 Oct. 2015 (%)	Ensemble des Français 16-17 Fév. 2017 (%)	Proximité politique		
			TOTAL Gauche	Les Républicains	Front National
• La banlieue regorge de multiples talents dont le pays aurait tort de se priver	72	74	91	62	39
• Les banlieues sont des territoires perdus de la République	57	58	46	68	83
TOTAL	100	100	100	100	100

Le regard sur le potentiel que représentent les banlieues

- Voici différentes opinions que l'on entend parfois sur les banlieues et les quartiers sensibles. Pour chacune d'entre elles, vous me direz si vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord ?

	Plutôt d'accord (%)	Plutôt pas d'accord (%)	TOTAL (%)
• La banlieue regorge de multiples talents dont le pays aurait tort de se priver	74	26	100
• Les banlieues sont des territoires perdus de la République	58	42	100

Le souhait de réforme de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à la justice pénale des mineurs

La justice pénale des mineurs est régie par l'ordonnance du 2 février 1945. Ce texte favorise l'éducation et ne prévoit le recours à l'emprisonnement dans des quartiers pénitentiaires spécialisés pour les mineurs de plus de 13 ans que pour les faits les plus graves.

- Selon vous, doit-on ?

	Ensemble des Français Janvier 2006 ⁶ (%)	Ensemble des Français Décembre 2011 ⁷ (%)	Ensemble des Français 16-17 Fév. 2017 (%)
• Réformer cette ordonnance pour renforcer les possibilités d'emprisonnement des mineurs délinquants en abaissant la majorité pénale à 16 ans	51	70	61
• Garder cette ordonnance telle qu'elle est	48	30	39
- Ne se prononcent pas	1	-	-
TOTAL	100	100	100

⁶ Sondage Ifop réalisé pour Acteurs Publics par questionnaire auto-administré en ligne du 21 au 23 juin 2011 auprès d'un échantillon de 965 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. En 2006, l'item était « Réformer cette ordonnance pour renforcer les possibilités d'emprisonnement des mineurs délinquants ».

⁷ Sondage Ifop pour La Lettre de l'opinion réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 29 novembre au 1er décembre 2011 auprès d'un échantillon de 1 005 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Fiche technique

Echantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 16 au 17 février 2017.

Les Français et les incidents en banlieue

<http://www.bva-group.com/sondages/francais-incidents-banlieue/>

Bva – février 2017

Les Français très partagés sur le récépissé de contrôle d'identité : 48 % y sont favorables, 50 % défavorables

48 % des Français se déclarent favorables à la mise en place de la délivrance d'un récépissé par la police lorsqu'elle effectue un contrôle d'identité contre 50 % qui y sont défavorables (2 % ne se sont pas prononcés). Si l'opinion nationale apparaît très partagée, il est important de souligner que les résultats sont très clivés selon les positions politiques. Si 70 % des sympathisants de la gauche se déclarent favorables au récépissé de contrôle d'identité, ils ne sont que 39 % chez les sympathisants de la droite et 23 % chez ceux du Fn.

Les raisons des incidents : la volonté de casser et les mauvaises relations entre les jeunes et la police. Pour 44 % des Français, c'est la volonté de casser pour casser qui explique les récents incidents en banlieue alors que pour 36 % d'entre eux, ces incidents trouvent leur origine dans les mauvaises relations entre les jeunes et la police. Ces explications sont très différentes selon les positions politiques, 52 % des sympathisants de la droite mettent en avant la volonté de casser pour casser (28 % des sympathisants de la gauche) et 56 % des sympathisants de la gauche abordent les mauvaises relations entre les jeunes et la police (27 % de ceux de la droite).

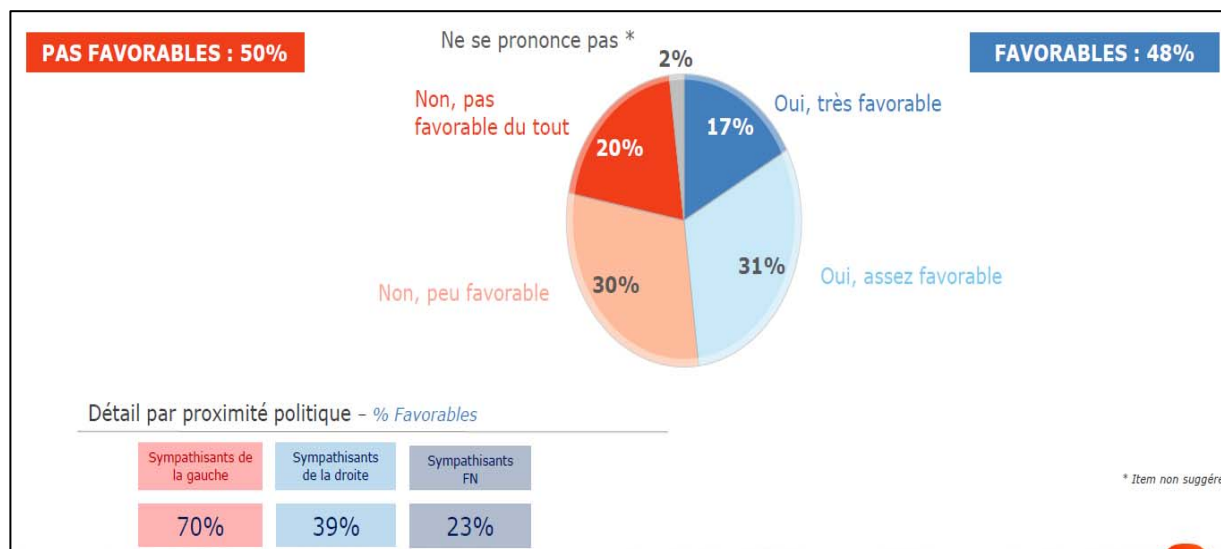
Pour neuf Français sur dix, les pouvoirs publics n'ont pas pris de mesures significatives depuis les émeutes de 2005. Alors que les dernières semaines ont été marquées par un débat sur la prise en compte des quartiers populaires, les Français semblent reconnaître un net délaissement de la part des pouvoirs publics. Pour 89 % d'entre eux, depuis 2005, les pouvoirs publics n'ont pas pris de mesures significatives.

Pour limiter les incidents, des attentes d'amélioration de la situation économique et sociale et de développement de la police de proximité

Pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent, les Français ont cité en premier lieu la nécessité de développer la police de proximité (53 %) et d'améliorer la situation économique et sociale (51 %, et 66 % chez les sympathisants de la gauche).

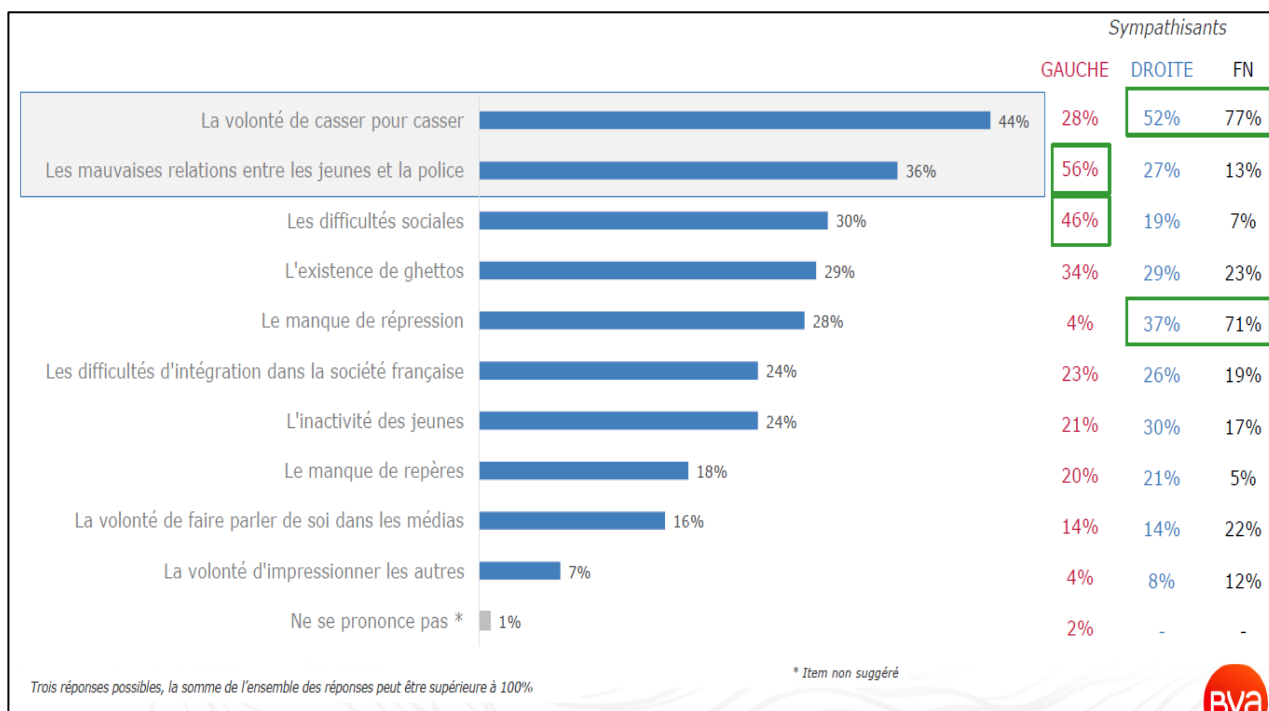
Des Français partagés sur la délivrance d'un récépissé par la notice lors des contrôles d'identité : 48 % y sont favorables, 50 % défavorables

- Pour normaliser les relations entre la police et les citoyens, certains observateurs évoquent la possibilité que la police délivre un récépissé lorsqu'elle effectue un contrôle d'identité. En ce qui vous concerne, diriez-vous que vous êtes favorable à la mise en place de cette mesure ?



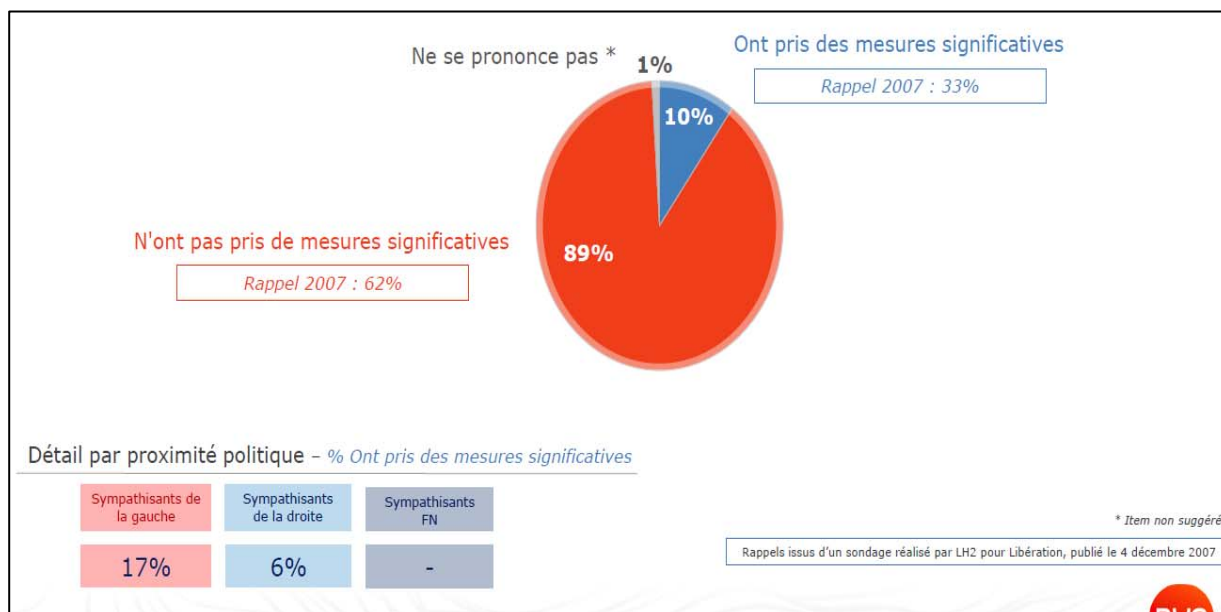
Les raisons des incidents : la volonté de casser et les mauvaises relations entre les jeunes et la police

- Ces derniers jours, des incidents ont eu lieu dans les banlieues. D'après vous, qu'est-ce qui explique ces incidents dans les banlieues ?



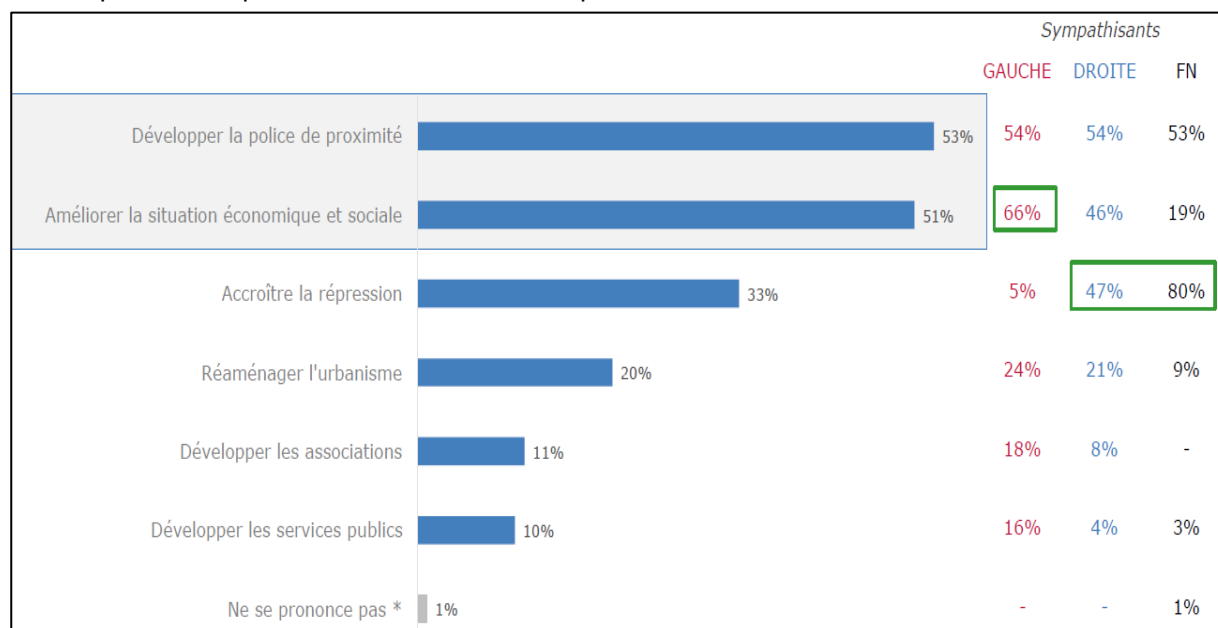
Seul un Français sur dix estime que les pouvoirs publics ont pris des mesures significatives depuis 2005, contre un sur trois en 2007

- Depuis l'automne 2005, où de nombreuses émeutes avaient eu lieu, diriez-vous que les pouvoirs publics...



Pour éviter les incidents, développer la police de proximité mais aussi améliorer la situation économique et sociale

- A votre avis, quels types d'action faudrait-il réaliser en priorité dans les quartiers populaires, pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent ?



Fiche technique

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français recrutés par téléphone puis interrogés par Internet du 15 au 16 février 2017. Échantillon de 1 179 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus dont 384 sympathisants de la gauche, 370 sympathisants de la droite et 157 sympathisants du Front national. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession du chef de famille et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les Européens et la vulnérabilité énergétique des logements

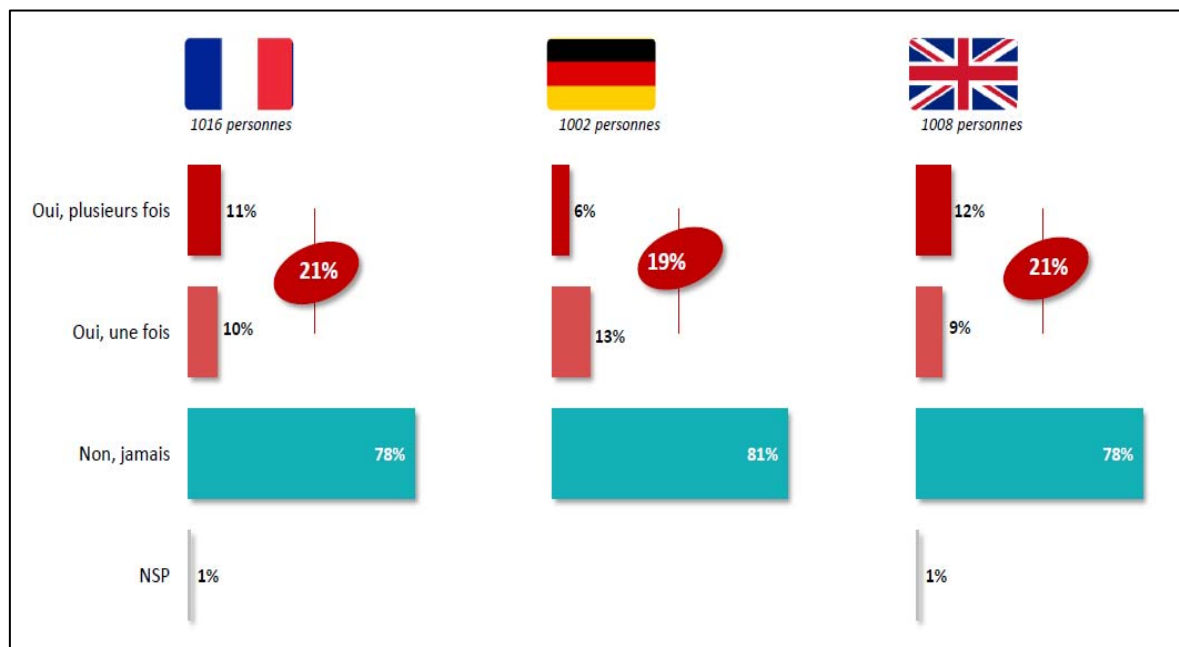
<https://www.opinion-way.com/fr/component/edocman/?task=document.viewdoc&id=1511&Itemid=0>

Opinion way – janvier 2017

Prime énergie

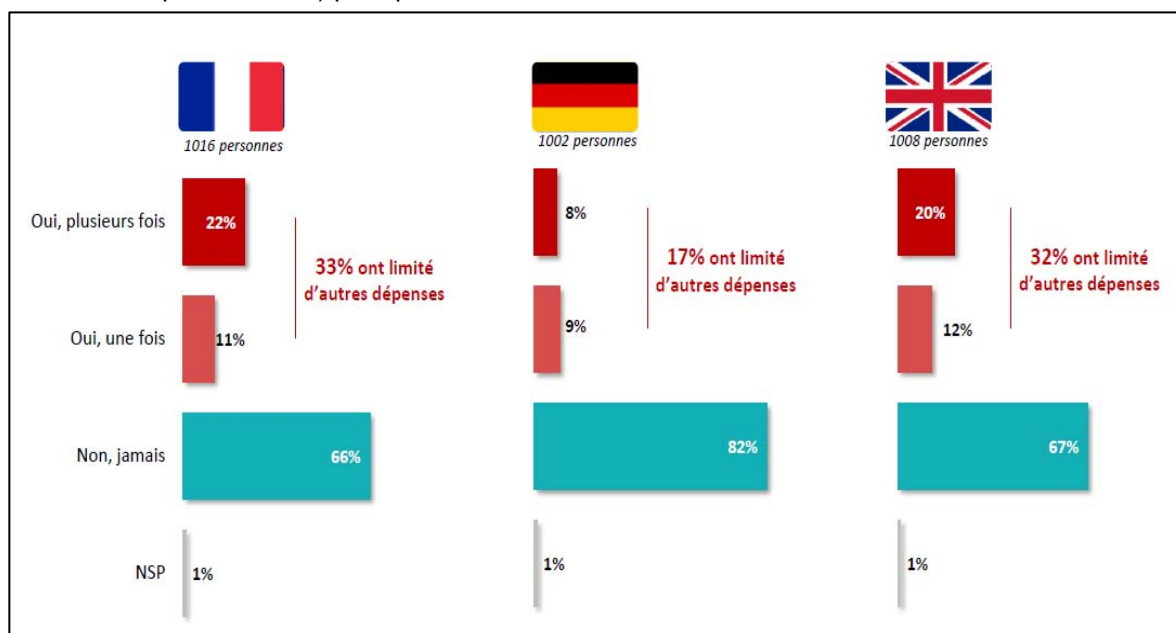
Les difficultés à payer sa facture de chauffage

- Avez-vous déjà rencontré des difficultés pour payer votre facture de chauffage?



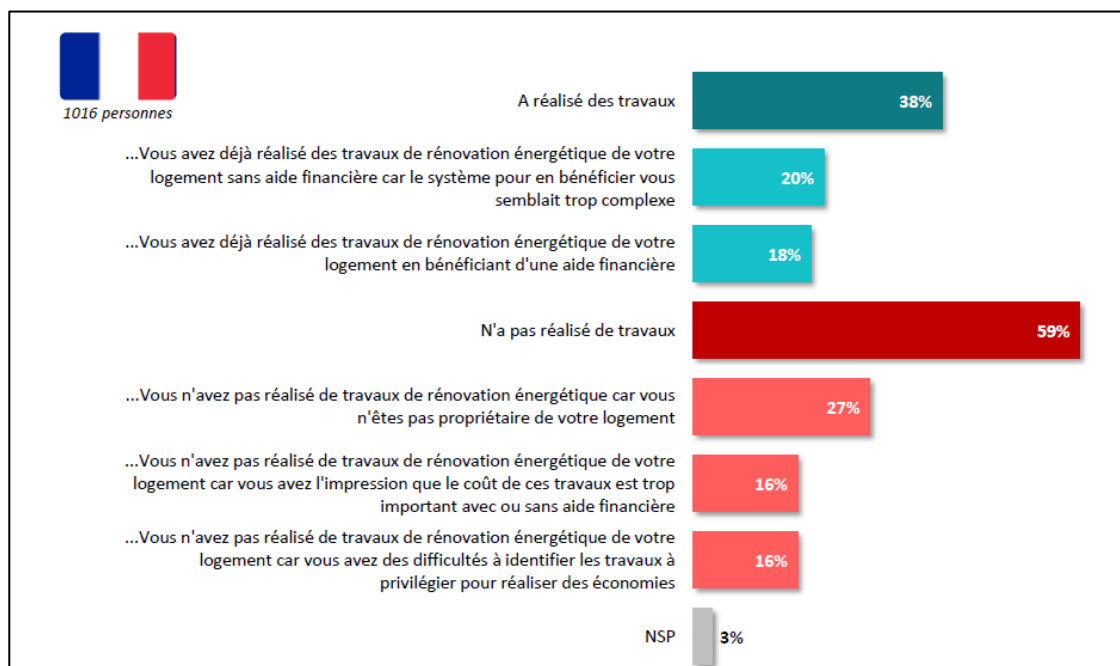
Le fait de limiter ses dépenses pour pouvoir se chauffer

- Avez-vous déjà limité tout ou partie de vos autres dépenses (alimentation, loisirs, habillement, transport, santé,...) pour pouvoir vous chauffer?



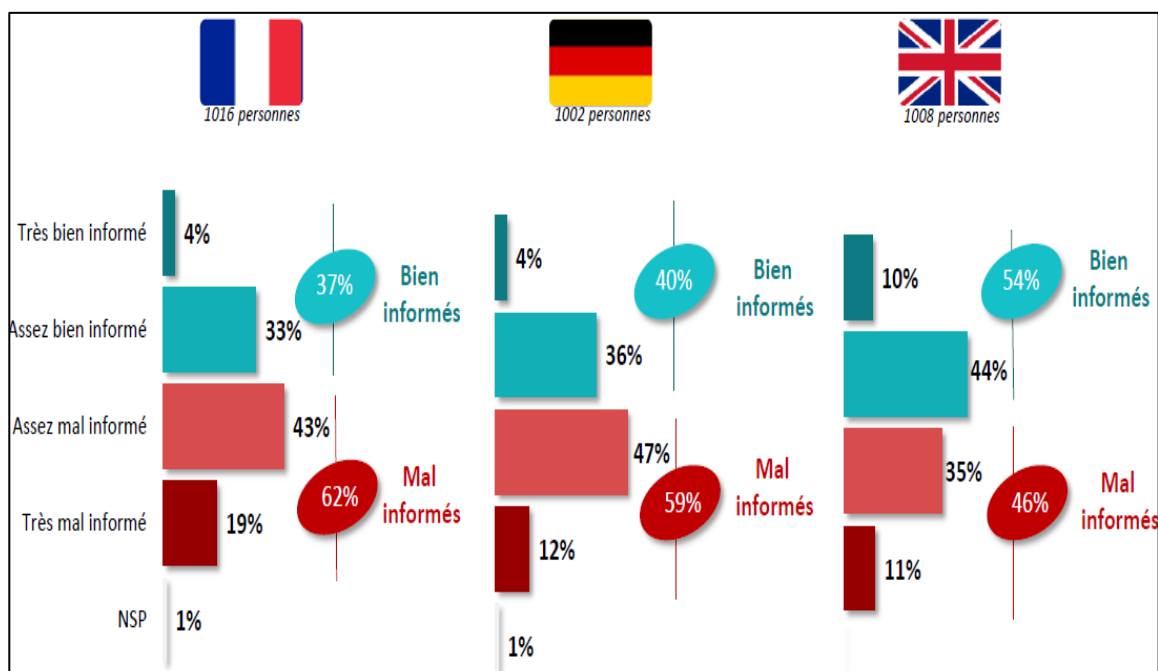
La réalisation de travaux de rénovation énergétique

- Laquelle des affirmations suivantes vous correspond le mieux?



Le niveau d'information sur les aides à la rénovation énergétique

- Diriez-vous que vous êtes bien ou mal informé sur les aides financières disponibles pour réaliser des travaux de rénovation énergétique?



Fiche technique

Echantillon de 1 016 personnes âgées de 18 ans et plus représentatives de la population française ; échantillon de 1 002 personnes âgées de 18 ans et plus représentatives de la population allemande ; échantillon de 1 008 personnes âgées de 18 ans et plus représentatives de la population britannique. Les échantillons ont été constitués selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle et de région de résidence. Les échantillons ont été interrogés par questionnaire auto-administré en ligne sur système Cawi (computer assisted web interview). Les interviews ont été réalisées du 9 au 13 janvier 2017. Opinion way a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme Iso 20252. Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : 1,5 à 3 points au plus pour un échantillon de 1 000 répondants.

Les Français et l'accession à la propriété

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3678

Ifop – mars 2017

Un pessimisme qui s'atténue vis-à-vis du contexte économique.

Si plus de la moitié (57 %) des Français âgés de 25 à 65 ans se montrent toujours pessimistes sur la situation économique actuelle estimant que « nous sommes toujours en pleine crise », la proportion de personnes partageant ce constat enregistre une baisse significative de 7 points en un an (65 %). Il faut remonter à avril 2011 (où l'enquête était menée auprès des 18 ans et plus) pour retrouver un score plus faible (47 %). Inversement, les indicateurs moins anxiogènes sont en hausse : 27 % considèrent que « la crise demeure préoccupante même si le pire est derrière nous » (+ 5 points) et 15 % que la situation est difficile mais qu'elle s'améliore progressivement (+3 points). Enfin, à l'instar des autres années, quasiment personne (1 %) ne considère que « la crise est derrière nous ».

Dans le détail, les hommes, les plus jeunes (25-34 ans) et les cadres se montrent sensiblement moins pessimistes puisque 51 % de chacun d'entre eux considèrent que nous sommes toujours en pleine crise (contre 57 % dans l'ensemble).

Un état d'esprit général moins anxiogène.

Corollaire à ce moindre pessimisme lié au contexte économique, le moral des 25-65 ans se stabilise. Une majorité (56 %) considère désormais que son état d'esprit n'a pas changé en un an contre 49 % en 2016.

Si un tiers des personnes interrogées affirment que leur état d'esprit est pire qu'il y a un an, cela représente néanmoins une baisse notable vis-à-vis des résultats de l'année précédente (32 % ; - 8 points). Enfin, 12% jugent que leur moral s'est amélioré (+1 point), proportion qui s'élève à 16 % chez les 25-34 ans et les cadres et à 17% chez les personnes envisageant de devenir propriétaires dans les 5 ans.

Une facilité à devenir propriétaire davantage reconnue.

En lien avec la baisse du pessimisme ambiant des années passées et la stabilisation de leur moral, les 25-65 ans sont plus nombreux à considérer qu'il est aujourd'hui facile de devenir propriétaire (40 % ; + 5 points vs 2016 et + 6 points vs 2015).

Dans les faits, un tiers des Français (32 %) envisagent de devenir propriétaire dans les 5 ans d'une résidence principale (+ 2 points vs 2016), 13 % un bien immobilier locatif (- 1 point) et 6 % une résidence secondaire (stable).

Une majorité de jeunes aspire à devenir propriétaire.

En dépit d'une entrée récente sur le marché du travail et d'une situation familiale pas encore pérenne pour beaucoup d'entre eux, 53 % des 25-34 ans affichent en effet leur intention de devenir propriétaires d'une résidence principale.

Fiche technique

Echantillon de 2006 personnes représentatif de la population française âgée de 25 à 65 ans. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (raisonnée sur les critères suivants : Le secteur d'activité de l'entreprise, la taille de l'entreprise, la région d'implantation de l'entreprise). Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 10 février au 16 février.

La vie immobilière des Français

http://www.bva.fr/fr/sondages/la_vie_immobiliere_des_francais.html

Bva – mars 2017

Foncia – Presse régionale

Bva et Foncia, en partenariat avec la Presse Régionale, se sont intéressés à la question de l'immobilier selon les cycles de vie des Français.

Des Français peu nomades et assez conservateurs dans leur conception de la vie immobilière

Loin de vouloir expérimenter divers lieux de vie, les Français aspirent dans leur majorité (79 %) à s'installer dans un endroit et à y rester le plus longtemps possible. Dans les faits, ils habitent dans près de 3 départements différents et déménagent cinq fois au cours de leur vie.

L'idéal de vie poursuivi par les Français reste classique : accéder à la propriété (84 %) et habiter une maison (78 %), si possible en bord de mer (50 %). A l'encontre des idées reçues, les jeunes n'ont pas une conception différente des autres générations.

Un idéal de vie impossible à atteindre ?

Habiter une maison est un rêve relativement accessible : si 78 % des Français ont cette aspiration, 62 % l'ont concrétisée. Mais recherchée par 84 % des Français, l'accession à la propriété ne concerne que 58 % d'entre eux (51 % en Ile-de-France).

Le lieu de vie peut aussi être objet de frustrations

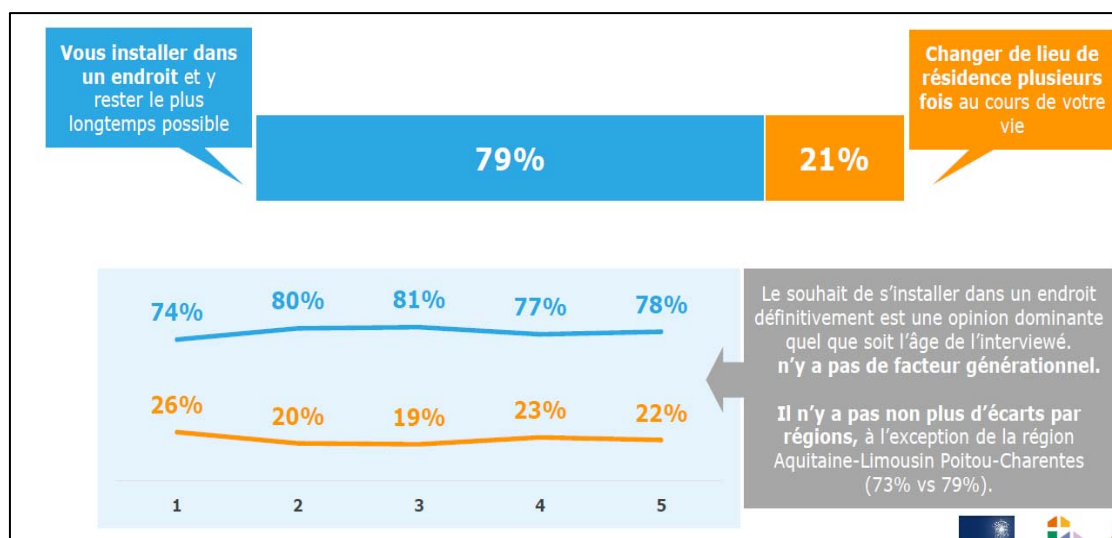
Si les Français aimeraient vivre de préférence en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Occitanie ou Nouvelle Aquitaine, le top3 de leurs régions préférées, ils résident le plus souvent en Ile-de-France ou en Auvergne-Rhône-Alpes. Au final, 62 % des Français vivent actuellement dans leur région idéale (84 % chez les Bretons). Ils sont également plus urbains qu'ils ne le souhaiteraient.

Le déroulé de la vie immobilière, fortement influencé par la vie de couple

Lorsque les Français déménagent, c'est avant tout suite à un mariage/concubinage (pour 43 % des personnes interrogées), puis suite à un changement professionnel (40 %) ou à la naissance d'un enfant (33 %). L'union est également le premier événement de vie venant concrétiser l'achat du premier logement.

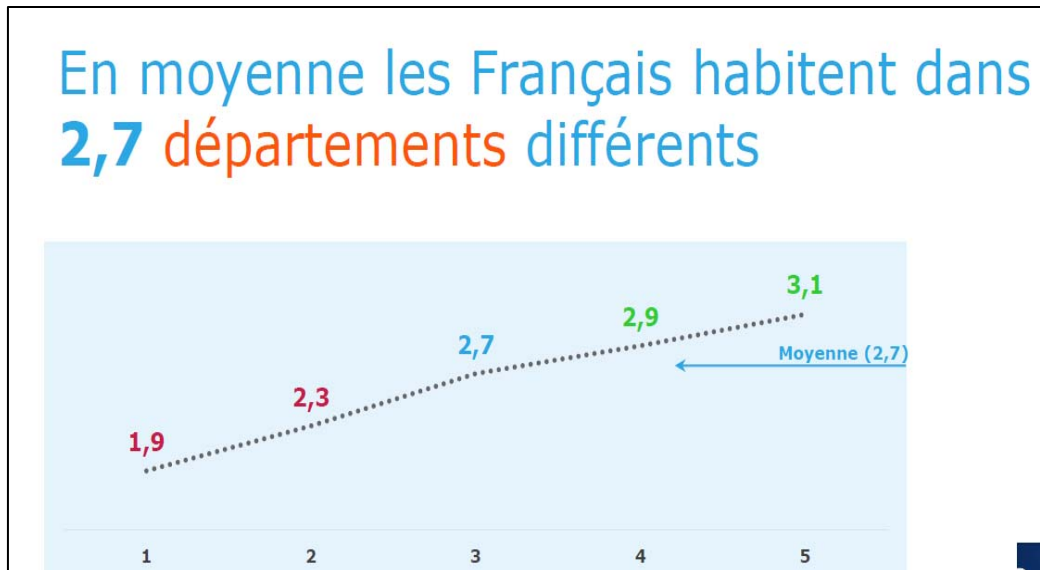
Un idéal de vie axé sur la sédentarité : près de huit Français sur dix rêvent de s'installer dans un endroit pour y rester le plus longtemps possible

- Dans l'idéal, vous préféreriez... ?



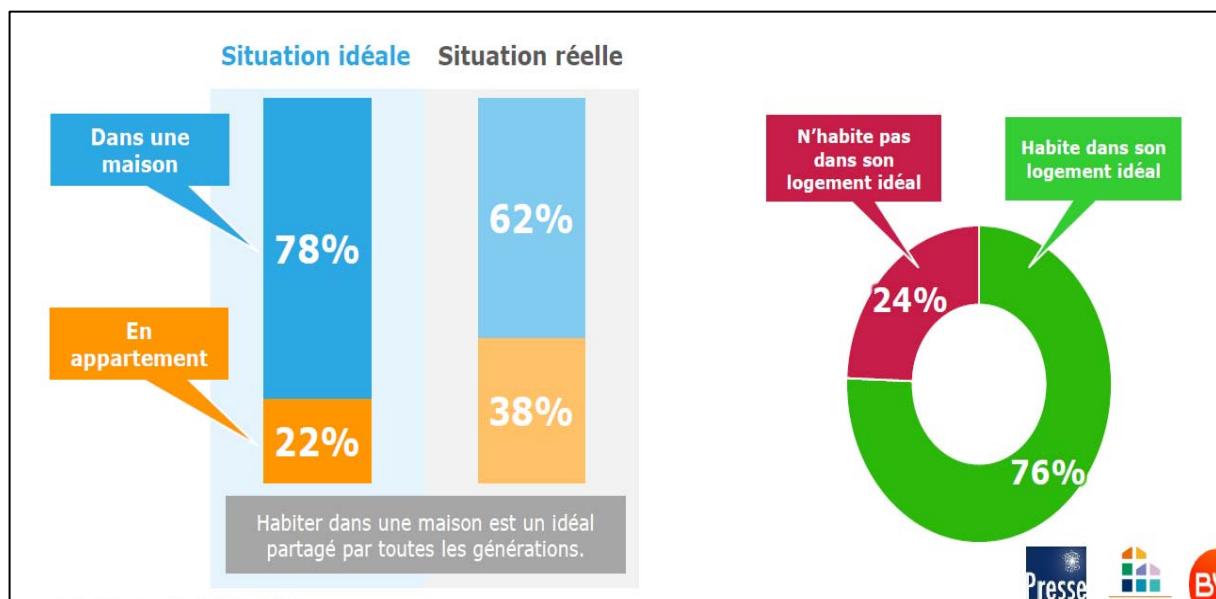
La maison reste un idéal de vie immobilière, y compris chez les jeunes générations

- Dans quel type de logement préféreriez-vous habiter ?



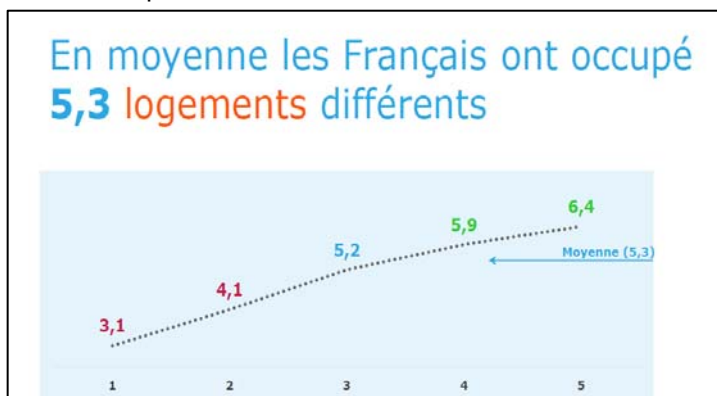
La maison reste un idéal de vie immobilière, y compris chez les jeunes générations

- Dans quel type de logement préféreriez-vous habiter ?



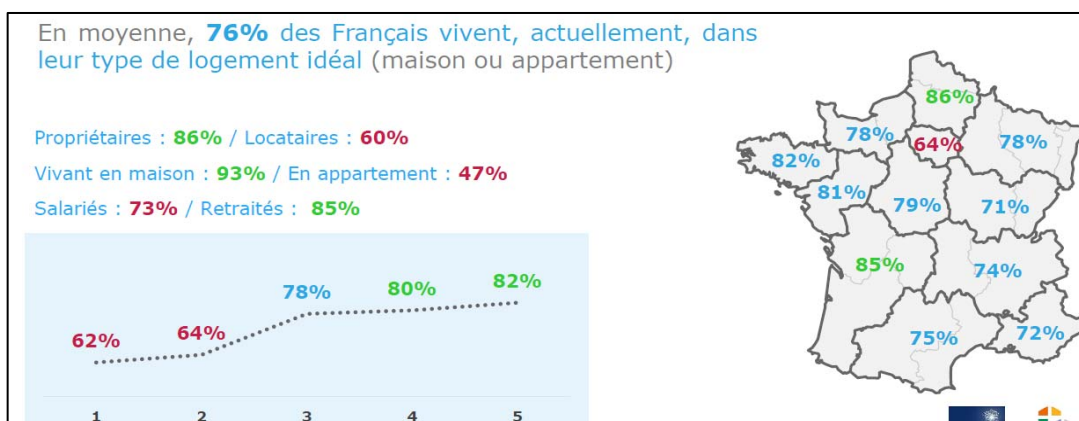
...et déménagent en moyenne 5 fois

- Depuis que vous avez quitté le domicile parental, combien de logements différents avez-vous occupés ?



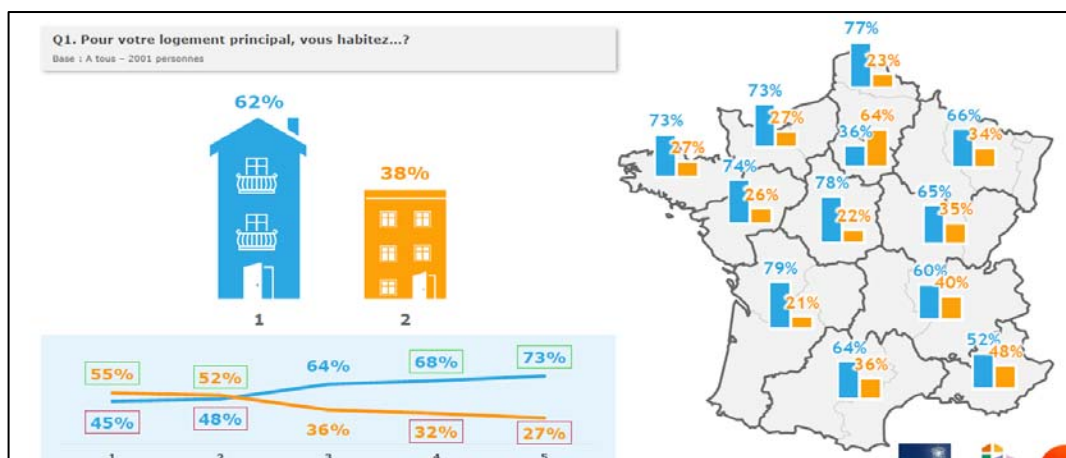
Focus sur la part de Français vivant actuellement dans leur type de logement idéal

- Dans quel type de logement préféreriez-vous habiter ?



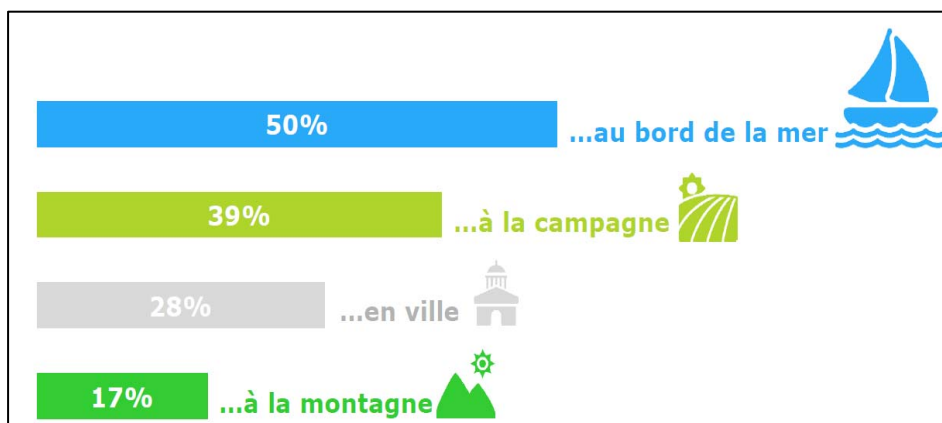
Six Français sur dix habitent réellement en maison. La résidence en maison devient majoritaire à partir de 35 ans

- Pour votre logement principal, vous habitez... ?



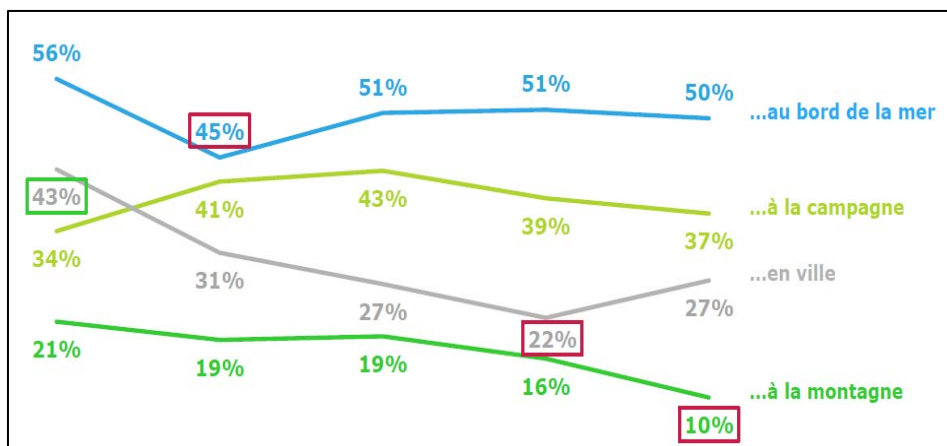
La mer, un cadre de vie qui fait rêver

- Dans l'idéal, vous préféreriez habiter... ?

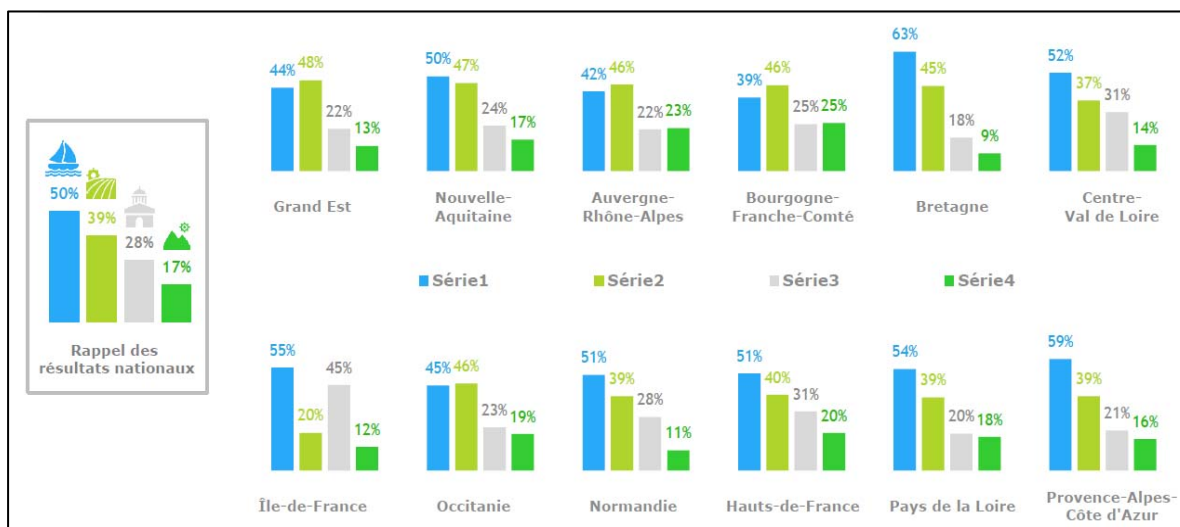


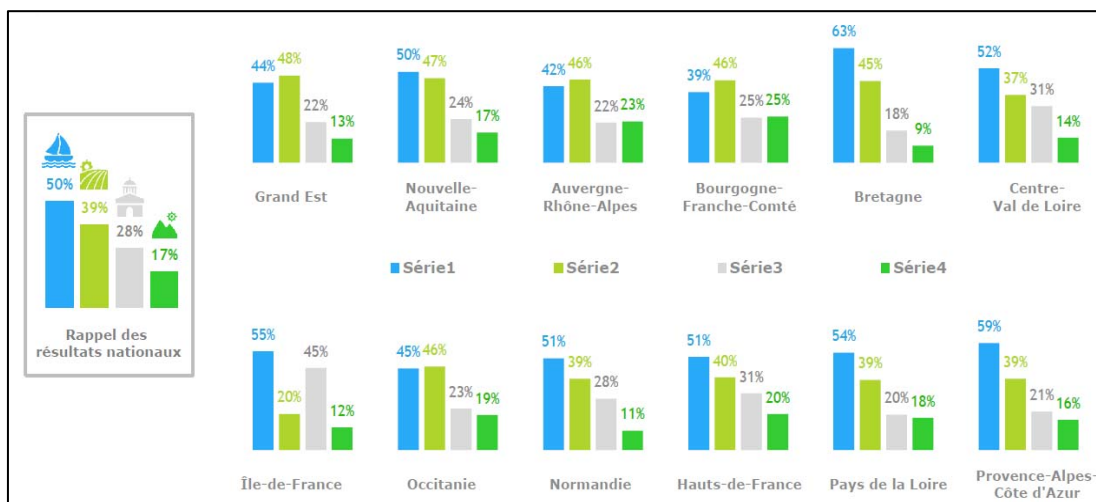
La ville, particulièrement attractive pour les jeunes, perd de son attrait avec le temps ; le bord de mer reste le lieu de vie idéal quelle que soit la génération

- Dans l'idéal, vous préféreriez habiter... ?



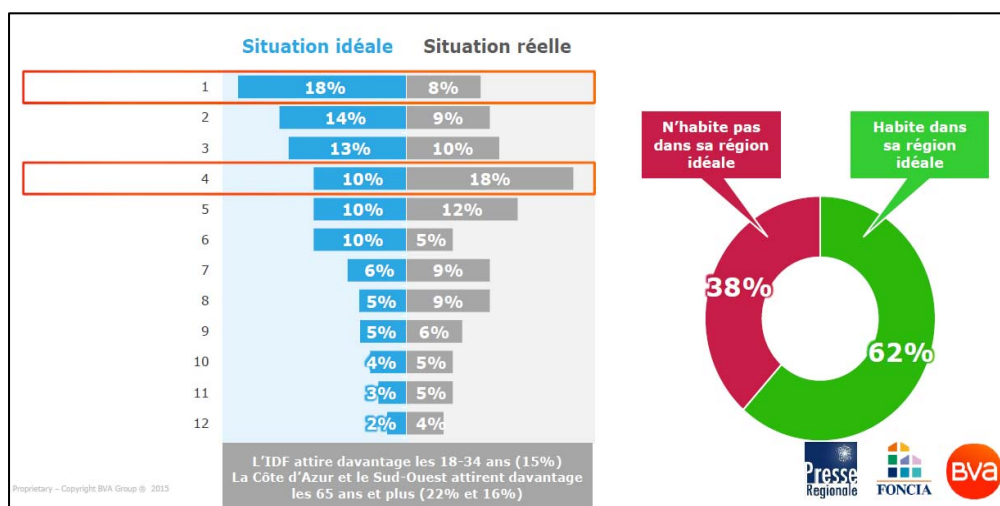
Le lieu d'habitation idéal par région





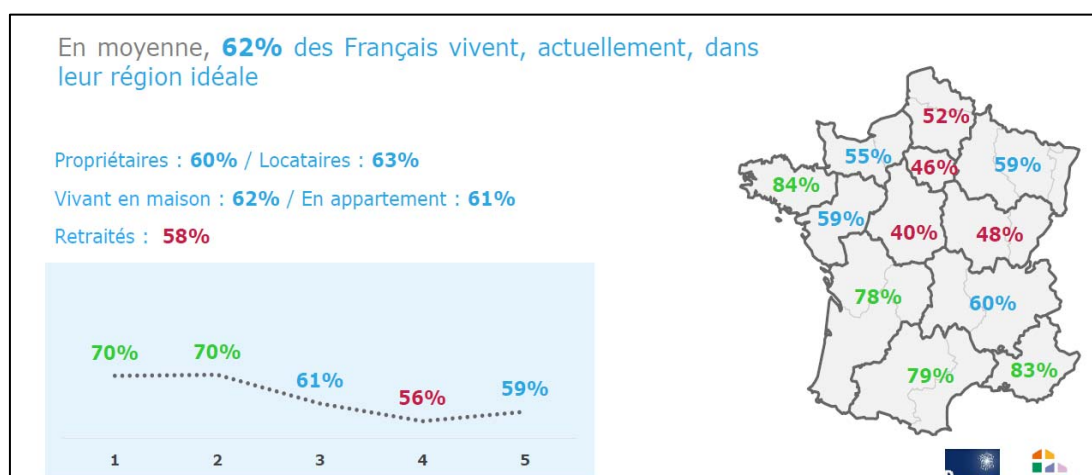
En phase avec l'attrance de la mer, les régions côtières du Sud et de l'Ouest sont plébiscitées. Près d'un Français sur quatre n'habite pas dans la région qu'il souhaite

- Dans quelle région préféreriez-vous habiter ?



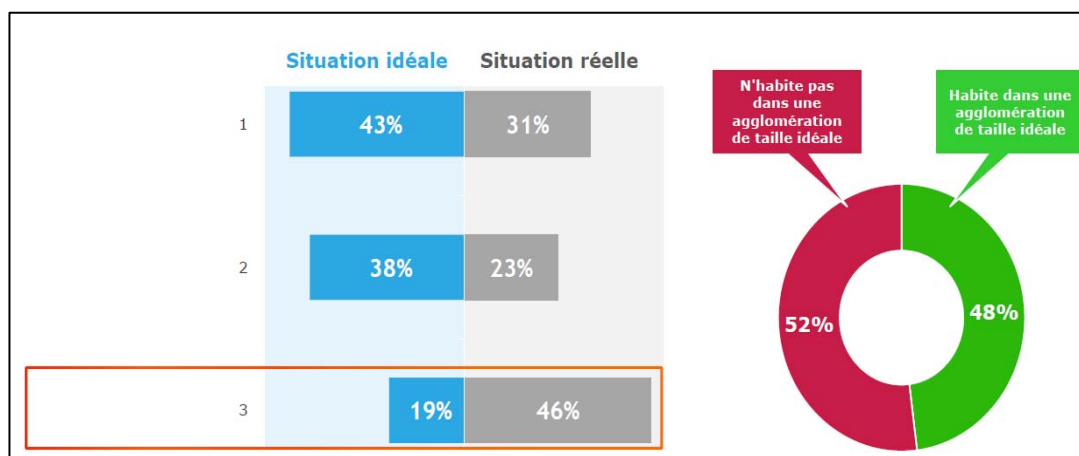
Focus sur la part de Français vivant actuellement dans leur région idéale

- Dans quelle région préféreriez-vous habiter ?



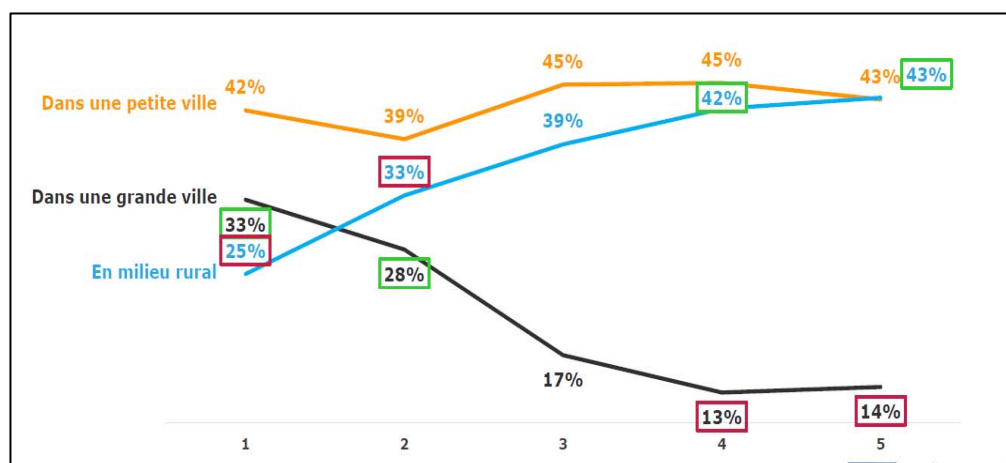
Alors que les Français préféreraient habiter dans une petite ville, ils sont majoritaires à vivre dans un grand pôle urbain.

- Vous préféreriez habiter... ?



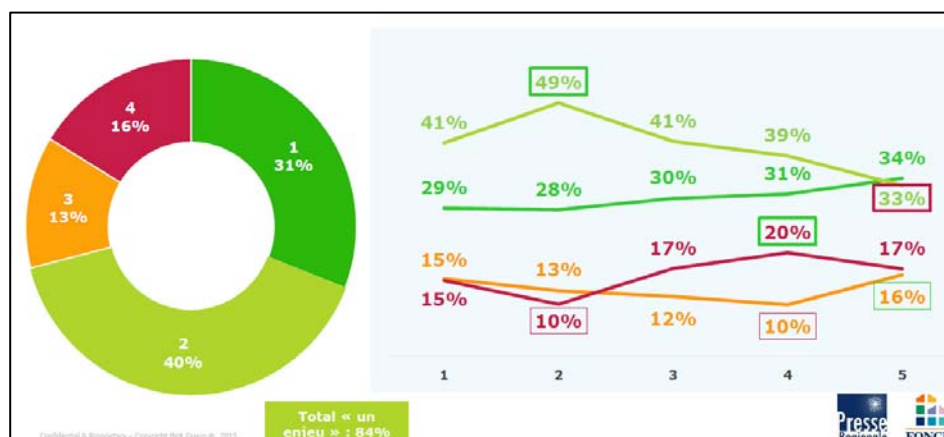
Ce souhait de vivre à l'écart des grandes agglomérations croît avec l'âge

- Et vous préféreriez habiter... ?



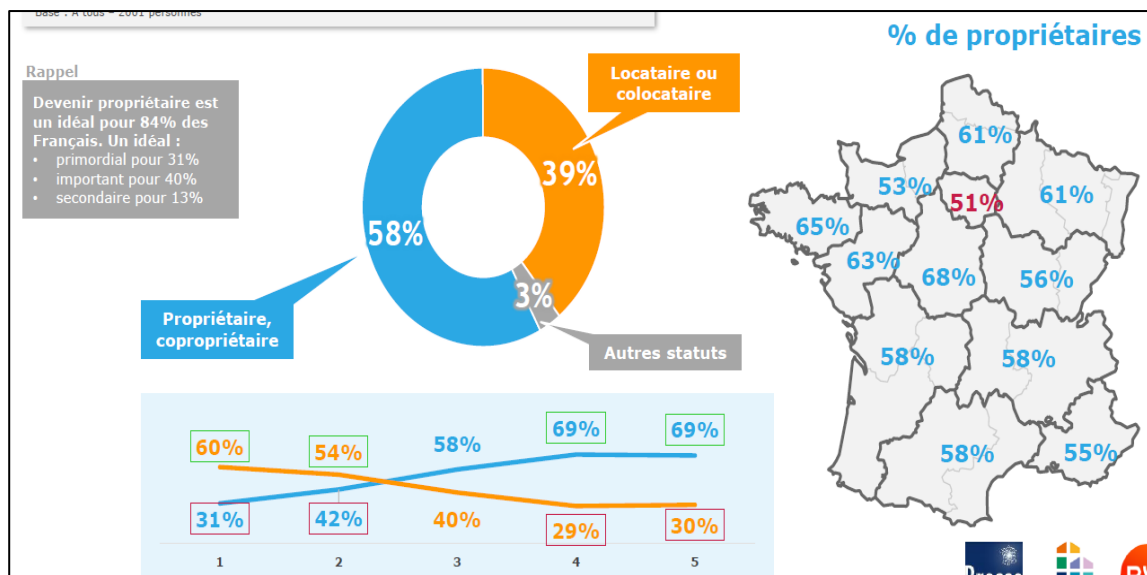
L'accession à la propriété demeure un idéal de vie, y compris chez les jeunes mais son importance s'atténue au fil des années

- Le fait d'être ou de devenir propriétaire est-il dans votre vie un enjeu primordial, important ou secondaire ?



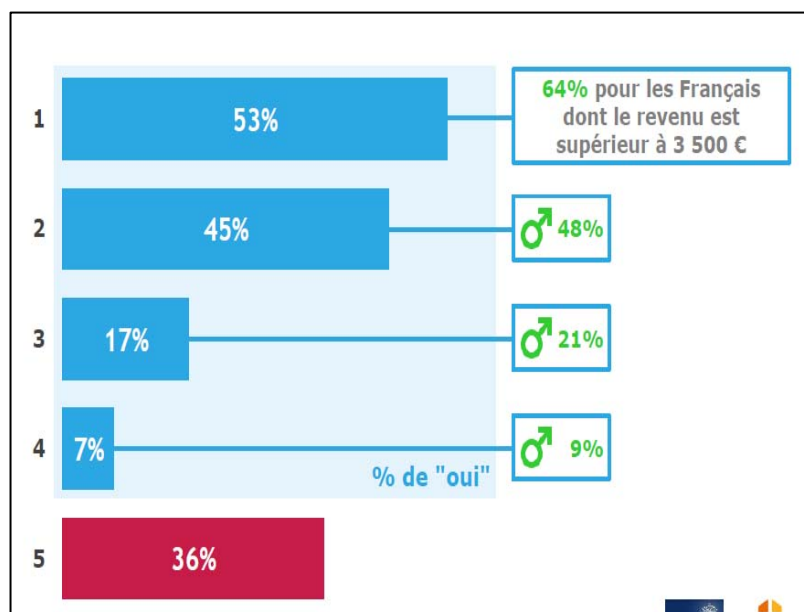
Dans les faits, près de six millions sur dix sont propriétaires de leur logement principal ; une part plus faible en Ile-de-France

- En ce qui concerne votre logement principal, votre foyer en est-il ?



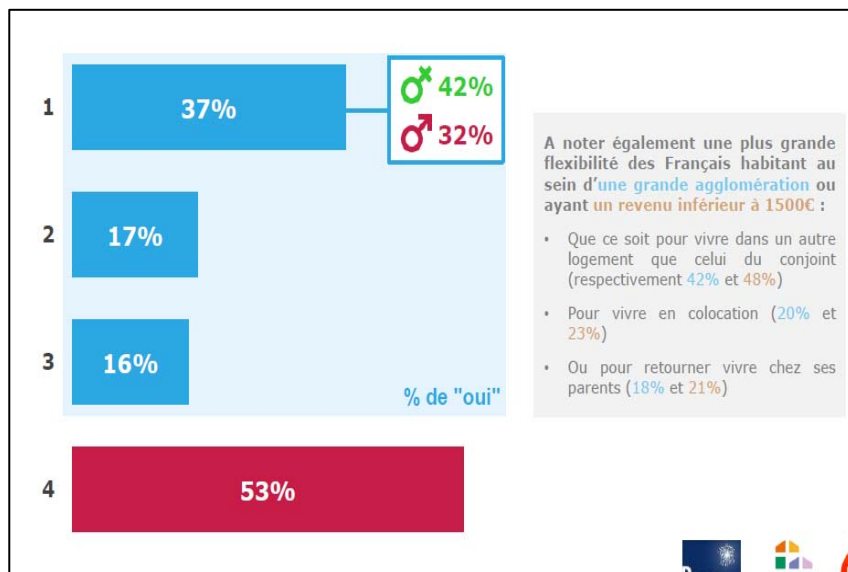
L'achat reste un acte engageant qu'on restreint au cadre familial. L'appétence des Français pour effectuer un achat immobilier avec et/ou pour un tiers est plus prononcée chez les hommes

- Pourriez-vous envisager au cours de votre vie ?



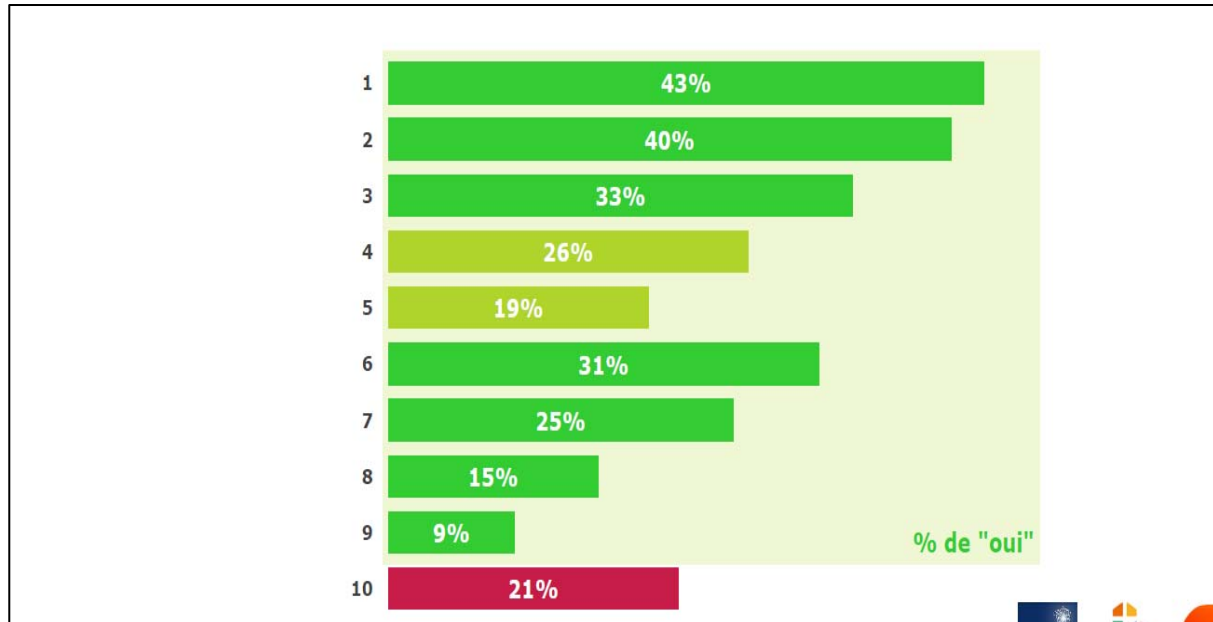
En revanche, ils se montrent plus réservés que les femmes à l'idée d'habiter dans un logement autre que celui de leur conjoint

- Et pourriez-vous envisager au cours de votre vie les changements suivants ?

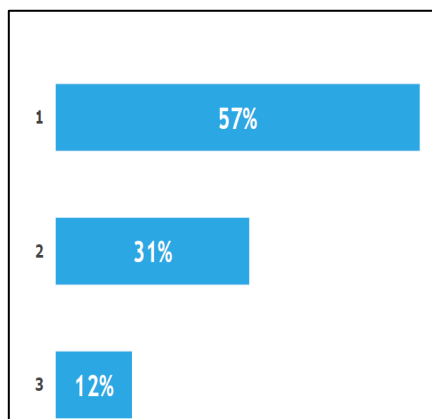


L'union maritale et les évolutions professionnelles sont les deux évènements les plus susceptibles d'entraîner un changement de logement

- Les évènements de vie suivants vous ont-ils déjà amené à changer de logement ? Plusieurs réponses possibles

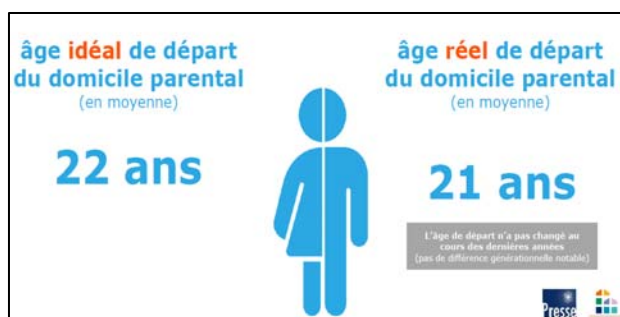


Si pour 57 % des 18-34 ans, l'autonomie est un idéal de vie lorsqu'on est jeune, près d'un tiers préférerait tout de même rester chez ses parents pour profiter du confort que cette situation apporte



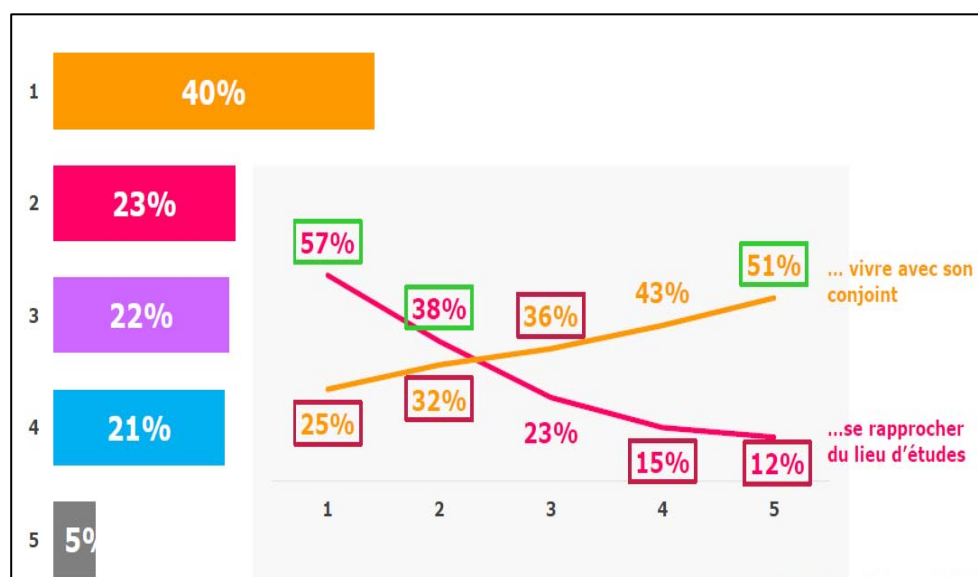
22 ans serait l'âge idéal pour quitter le domicile parental ; un idéal en phase avec la réalité

- D'après vous, quel est l'âge pour quitter le domicile parental ?
- Vous-même (si vous avez quitté le domicile parental), à quel âge avez-vous quitté le domicile parental ?



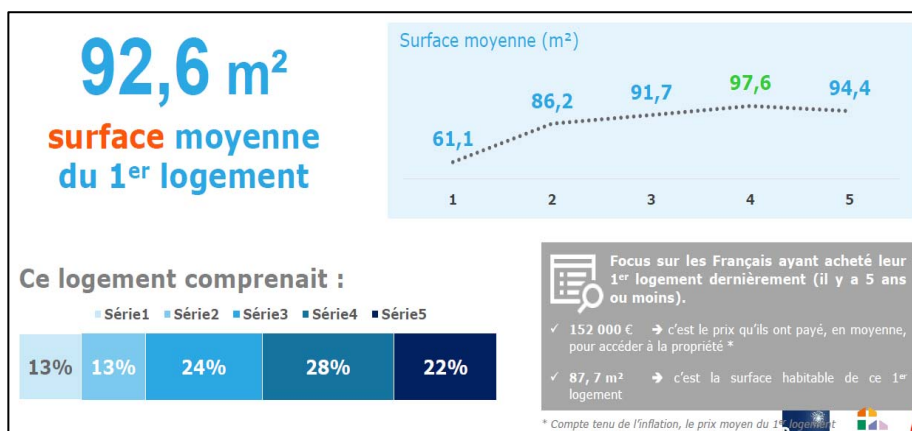
Les études, un facteur de mobilité de plus en plus influent

- Parlons de votre premier logement. Pour quelles raisons avez-vous quitté le domicile parental ? *Plusieurs réponses possibles*



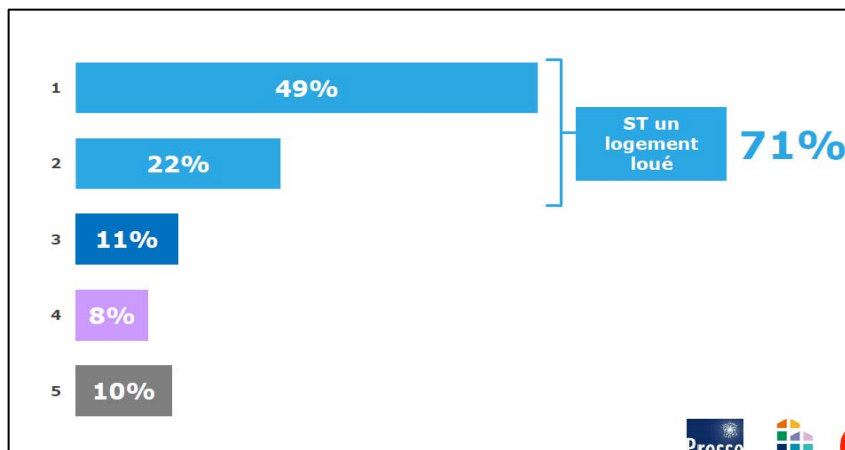
Le premier logement se composait majoritairement de 3 à 4 pièces pour une surface moyenne habitable de 92,6 m²

- Et en m², quelle était sa surface habitable ? En ne comptant que le salon et les chambres, de combien de pièces se composait ce logement ? En dehors des frais annexes (hors frais de notaire...) quel était le prix, en euros, de ce premier achat immobilier ?



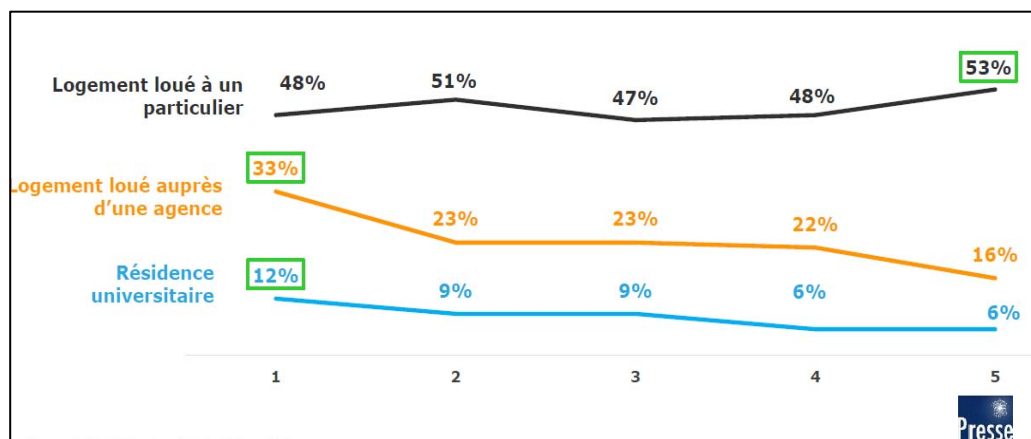
Un Français sur deux loue son premier logement à un particulier ; un sur cinq auprès d'une agence immobilière

- Quelles étaient les caractéristiques de ce premier logement ? Il s'agissait...



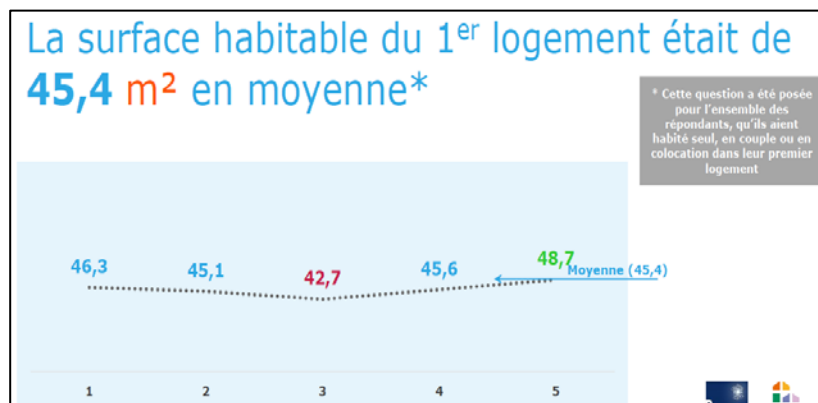
Les agences et résidences universitaires sont de plus gros pourvoyeurs de premiers logements qu'auparavant

- Quelles étaient les caractéristiques de ce premier logement ? Il s'agissait...



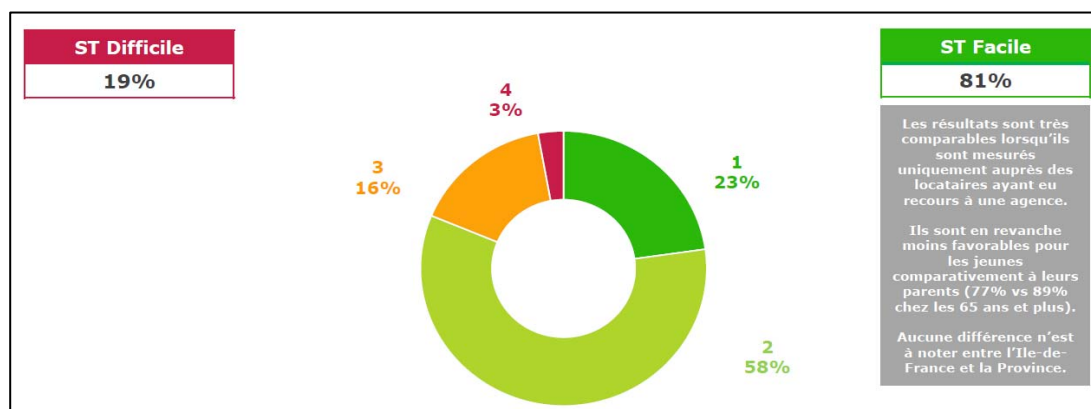
La surface du premier logement est relativement stable dans le temps

- En m², quelle était sa surface habitable ?



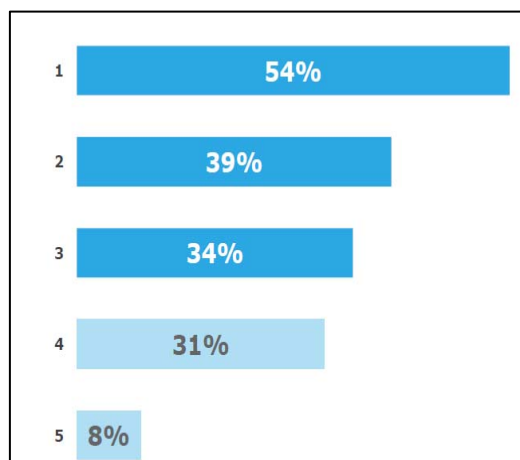
Pour huit locataires sur dix, la recherche de ce logement a été globalement facile

- De la lecture des annonces de location jusqu'à l'entrée dans le bien, la recherche de votre premier logement a-t-elle été...



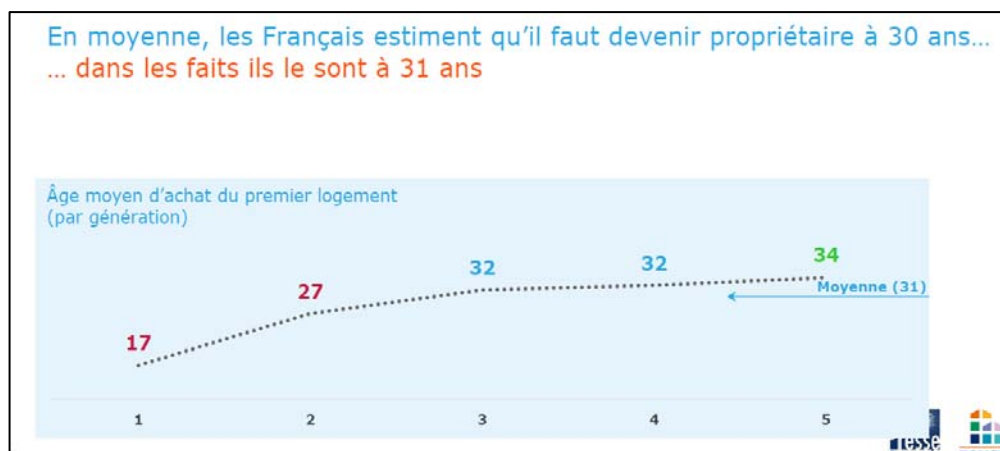
Aujourd'hui, si un jeune sur deux travaille pour payer son loyer, une part non négligeable bénéficie également d'aides (qu'elles soient sociales ou familiales)

- Pour payer ce loyer.... ?



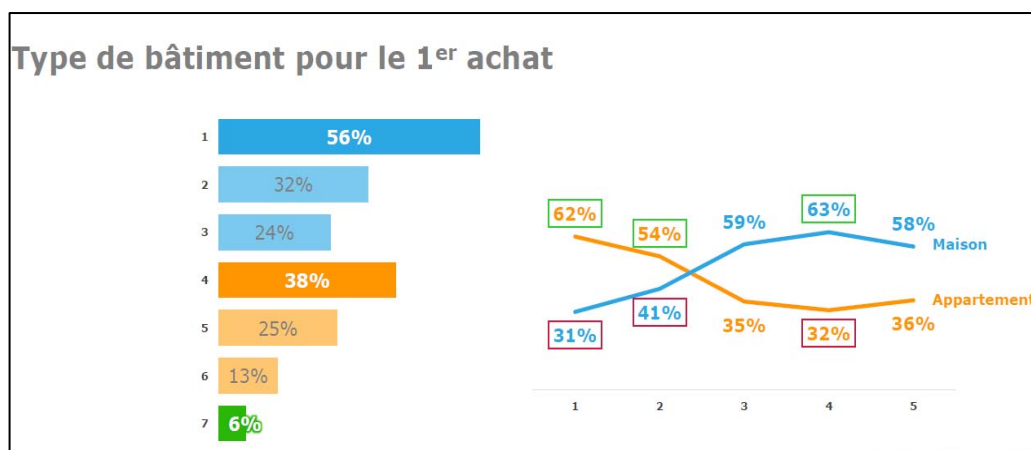
Les Français estiment que l'âge idéal pour accéder à la propriété est de 30 ans ; dans les faits, les propriétaires ont acheté leur premier logement à 31 ans

- D'après vous, quel est l'âge pour devenir propriétaire de son premier logement ?
- Vous-même, à quel âge êtes-vous devenu propriétaire de votre logement ?



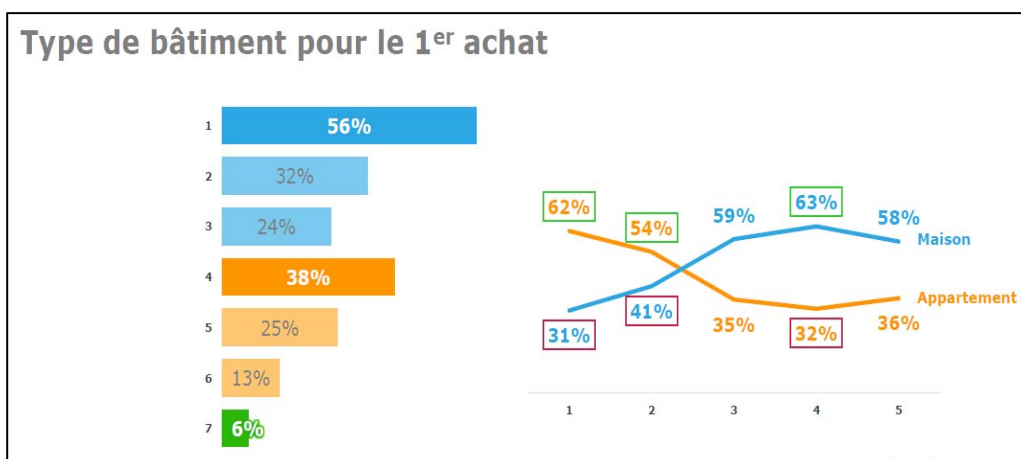
Près de six fois sur dix, le premier logement acheté était une maison. Les jeunes privilégient l'appartement, ainsi que les Franciliens

- L'achat de votre logement concernait... ?



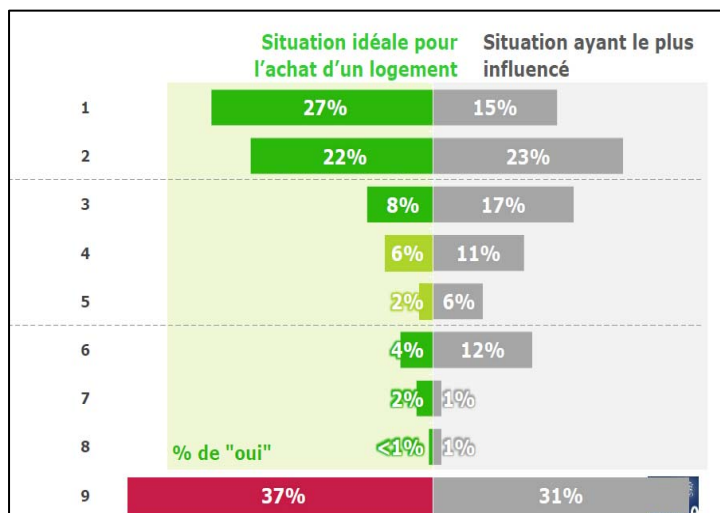
Près de six fois sur dix, le premier logement acheté était une maison. Les jeunes privilégient l'appartement, ainsi que les Franciliens

- L'achat de votre premier logement concernait... ?



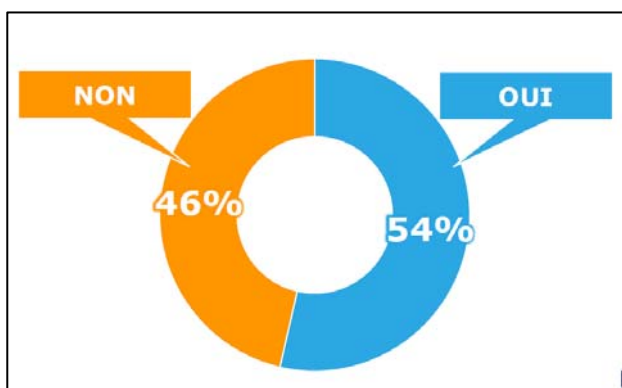
Si 27 % estiment que l'obtention d'un premier emploi est le moment le plus opportun pour devenir propriétaire, en réalité seuls 15 % ont été particulièrement influencés par ce changement de situation

- Et selon vous, quel est le meilleur moment pour acheter son premier logement ?
- Quel évènement de vie a le plus influencé l'achat de votre premier logement ?



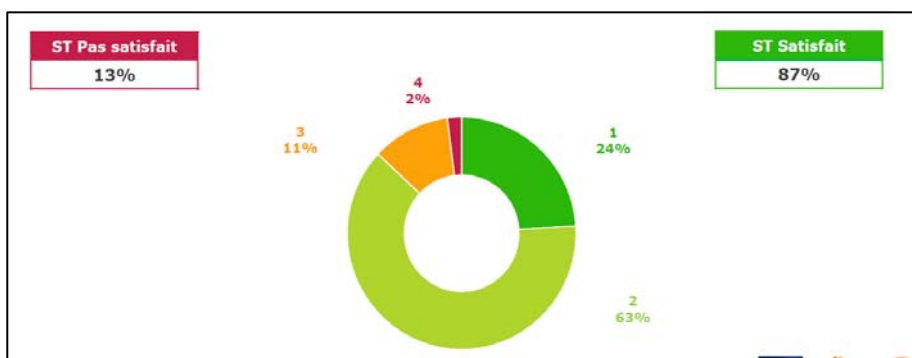
Une fois sur deux, l'achat de ce premier logement a bénéficié du concours d'un professionnel de l'immobilier

- Pour acheter ce bien immobilier, avez-vous eu recours à un professionnel de l'immobilier (réseau, agence...) ?



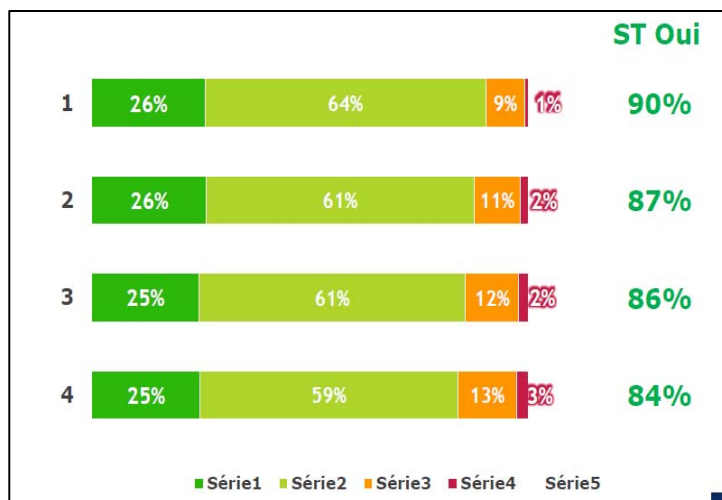
Un professionnel de l'immobilier dont le service a été jugé satisfaisant par neuf acquéreurs sur dix

- Avez-vous été satisfait de la prestation apportée par ce professionnel de l'immobilier ?



Pour plus de huit acquéreurs sur dix, ce professionnel a fait preuve de disponibilité, compétence, réactivité et écoute

- Et que diriez-vous ce professionnel était... ?



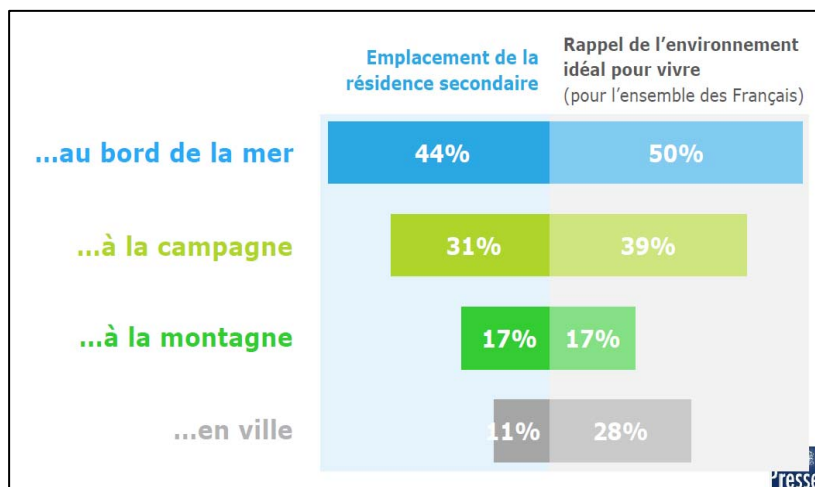
En moyenne, les propriétaires d'une résidence secondaire y séjournent neuf semaines par an

- Etes-vous propriétaire d'une résidence secondaire ?
- En moyenne, combien de semaines y passez-vous par an ?



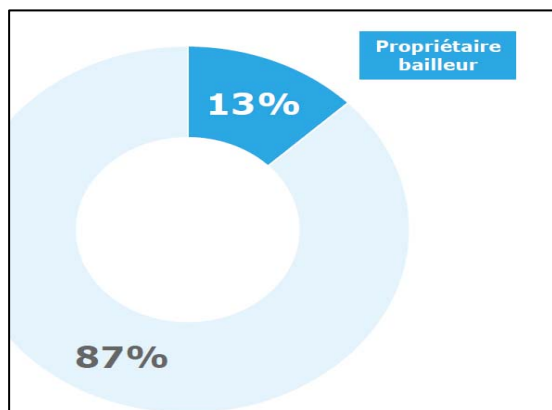
Très majoritairement, leur résidence secondaire se situe à proximité de la nature : principalement en bord de mer ou à la campagne

- Votre résidence secondaire se situe-t-elle ?



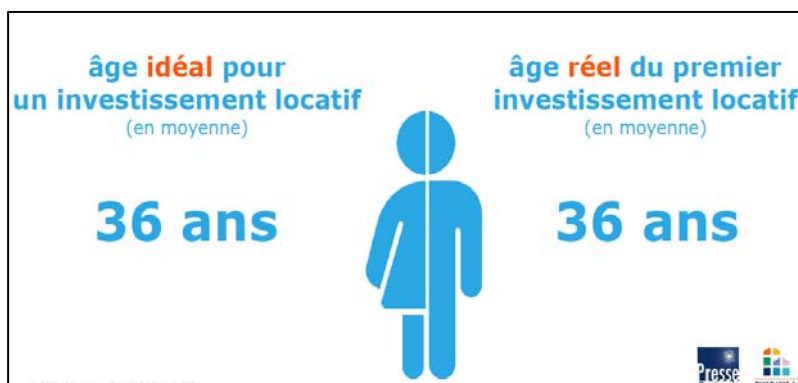
Un peu plus d'un Français sur dix est propriétaire d'un logement qu'il met en location

- Etes-vous en dehors de votre logement principal, propriétaire d'un ou plusieurs logements que vous mettez en location ?



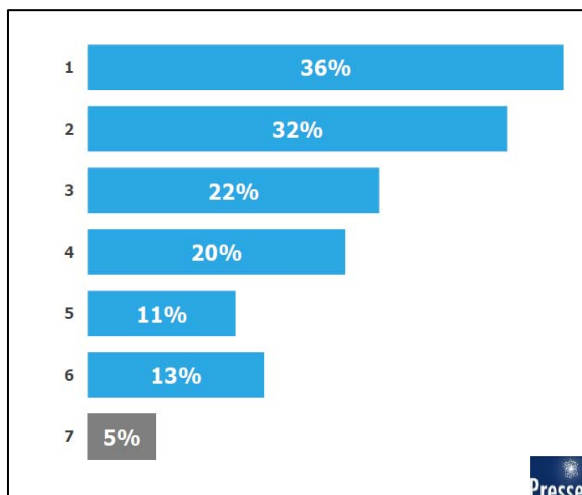
Pour l'ensemble des Français, l'âge idéal pour investir dans la pierre est de 36 ans ; dans les faits, cet investissement locatif est justement réalisé à cet âge

- D'après vous, quel est l'âge idéal pour effectuer un investissement locatif ?
- Vous-même, à quel âge avez-vous réalisé votre premier investissement locatif ?

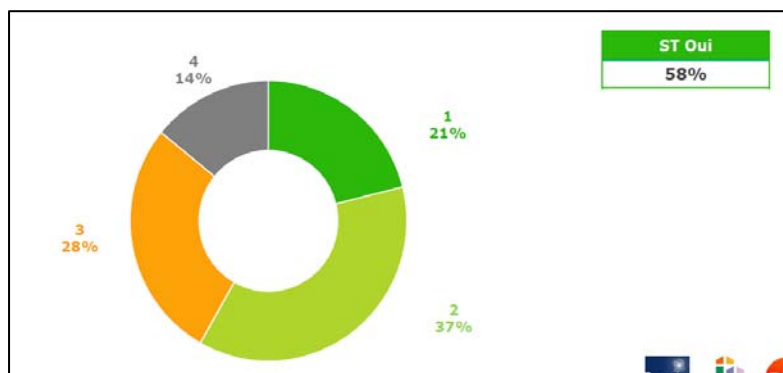


Si les propriétaires bailleurs investissent dans l'immobilier, c'est d'abord pour sécuriser leur retraite

- Pour quelles raisons avez-vous réalisé votre premier investissement locatif ?

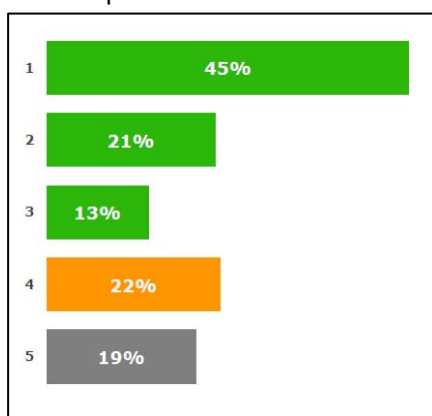


58 % des bailleurs seraient prêts à céder leur investissement locatif, dont 21 % à court ou à moyen terme



Le fait de disposer d'un apport financier constituerait la principale raison qui pourrait inciter les Français n'ayant pas encore sauté le pas à réaliser un investissement locatif

- Vous avez déclaré ne pas avoir réalisé d'investissement locatif. Quels sont les éléments qui pourraient vous inciter à franchir le pas ?



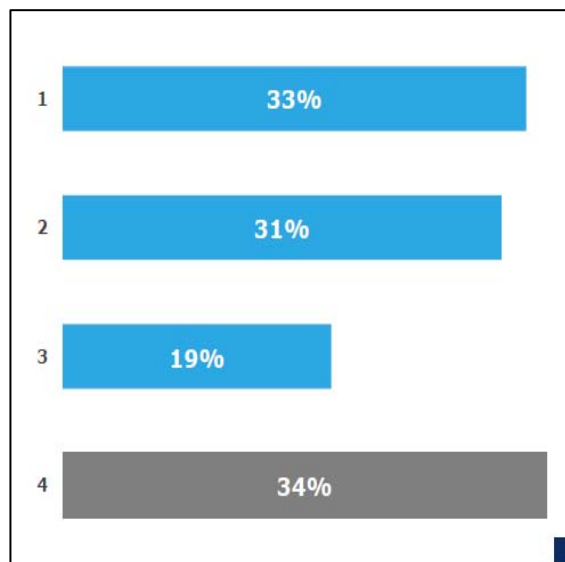
36 % des non-retraités envisageraient de changer de lieu de résidence au moment de passer à la retraite quand 31 % l'ont effectivement fait ; les souhaits exprimés en matière de transactions sont plus réservés

- Quand vous pensez à votre passage à la retraite, imaginez-vous que vous procéderez aux changements suivants ?
- Du fait de votre passage à la retraite, avez-vous procédé aux changements suivants ?



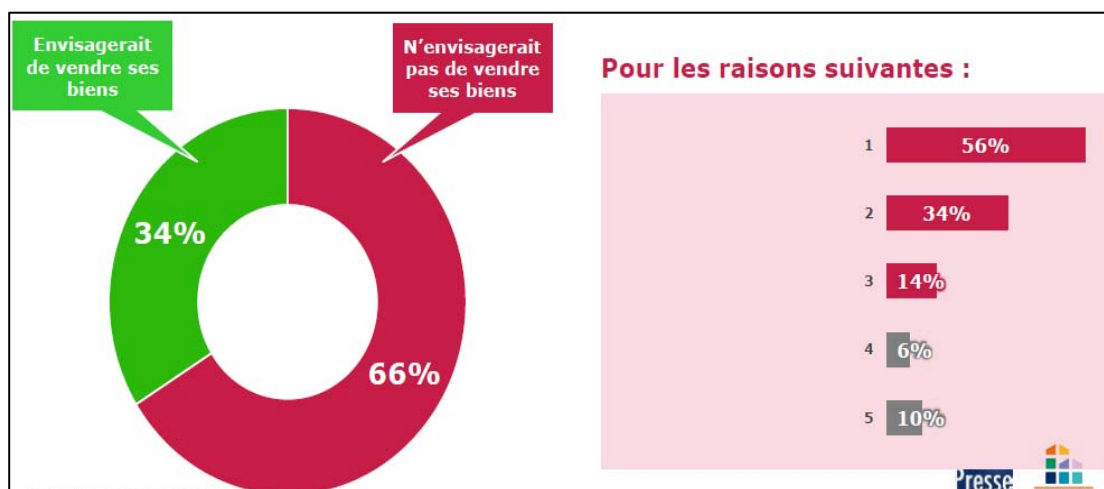
Le changement de lieu de résidence lors du passage à la retraite est principalement motivé par une recherche de plaisir et de confort

- Lors de votre passage à la retraite, vous avez changé de lieu de résidence



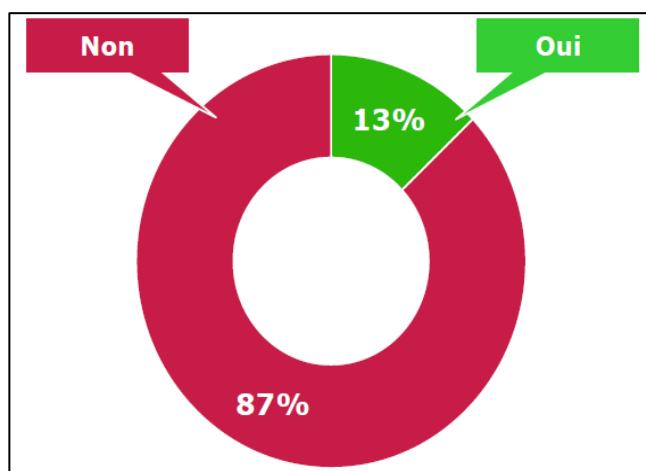
Deux propriétaires à la retraite sur trois refuseraient de vendre leurs biens principalement pour des raisons d'héritage ou affectives

- Envisagez-vous à terme de vendre vos biens immobiliers ?
- Vous avez déclaré ne pas envisager à terme de vendre vos biens immobiliers. Pour quelles raisons ?



13 % des propriétaires retraités envisageraient de vendre en viager leurs biens immobiliers

- Envisageriez-vous de vendre votre bien en viager ?



Fiche technique

Enquête réalisée par l'Institut Bva par Internet du 9 au 18 décembre 2016, auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Au total, 2 001 personnes âgées de 18 ans et plus ont répondu à l'enquête. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas, appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, profession de l'interviewé et statut d'occupation du logement principal après stratification par région et catégorie d'agglomération.

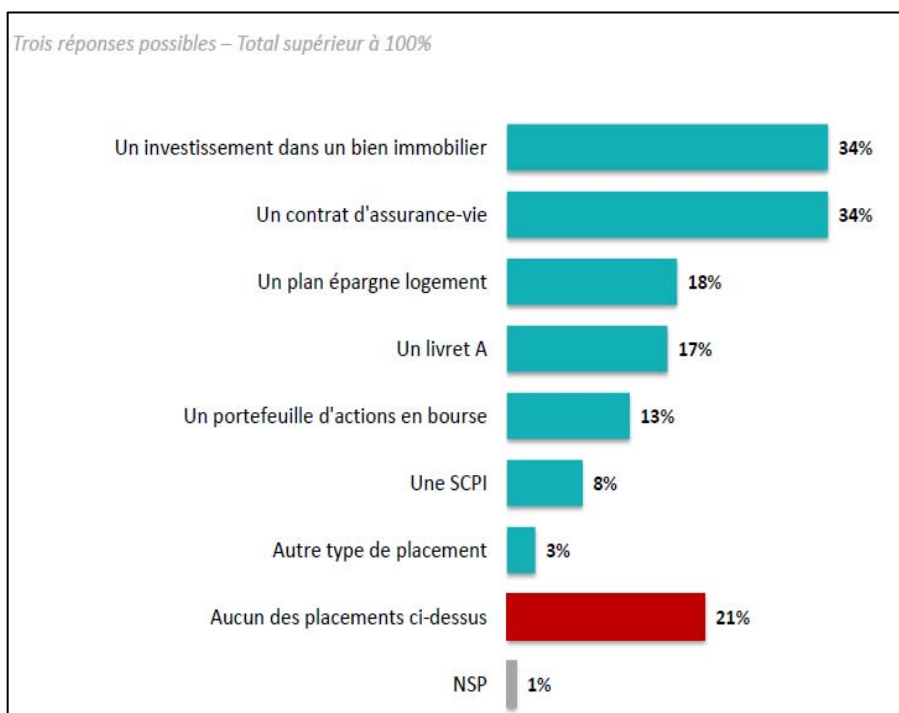
Les Français et l'investissement immobilier

<https://www.opinion-way.com/fr/component/edocman/?task=document.viewdoc&id=1584&Itemid=0>

Opinion way – mars 2017

Les placements jugés les plus intéressants

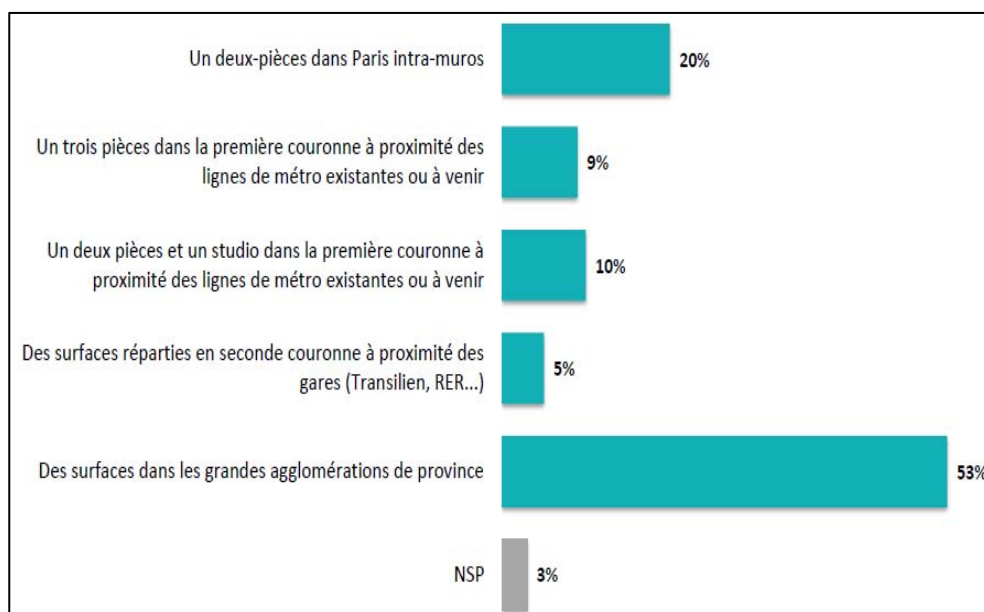
- Selon vous, parmi les types de placements suivants, lesquels vous semblent les plus intéressants pour faire fructifier votre épargne ?



Les biens immobiliers jugés les plus intéressants

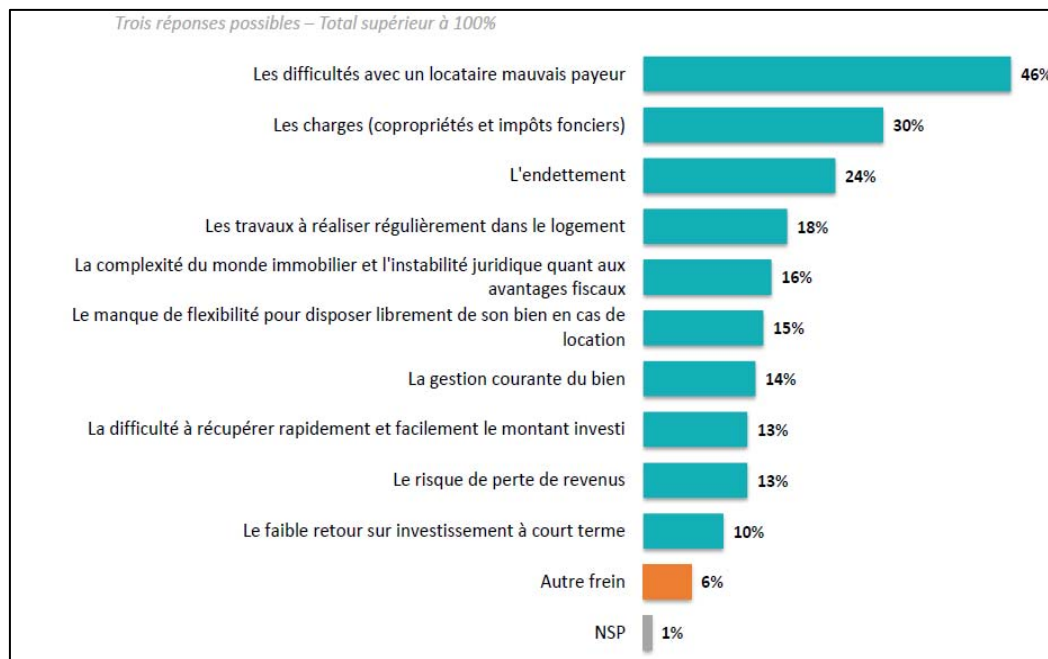
- Dans l'hypothèse où vous auriez à choisir entre les biens immobiliers suivants pour investir 300 000 euros et faire fructifier votre épargne, vous opteriez pour ?

Base : 1 008 personnes



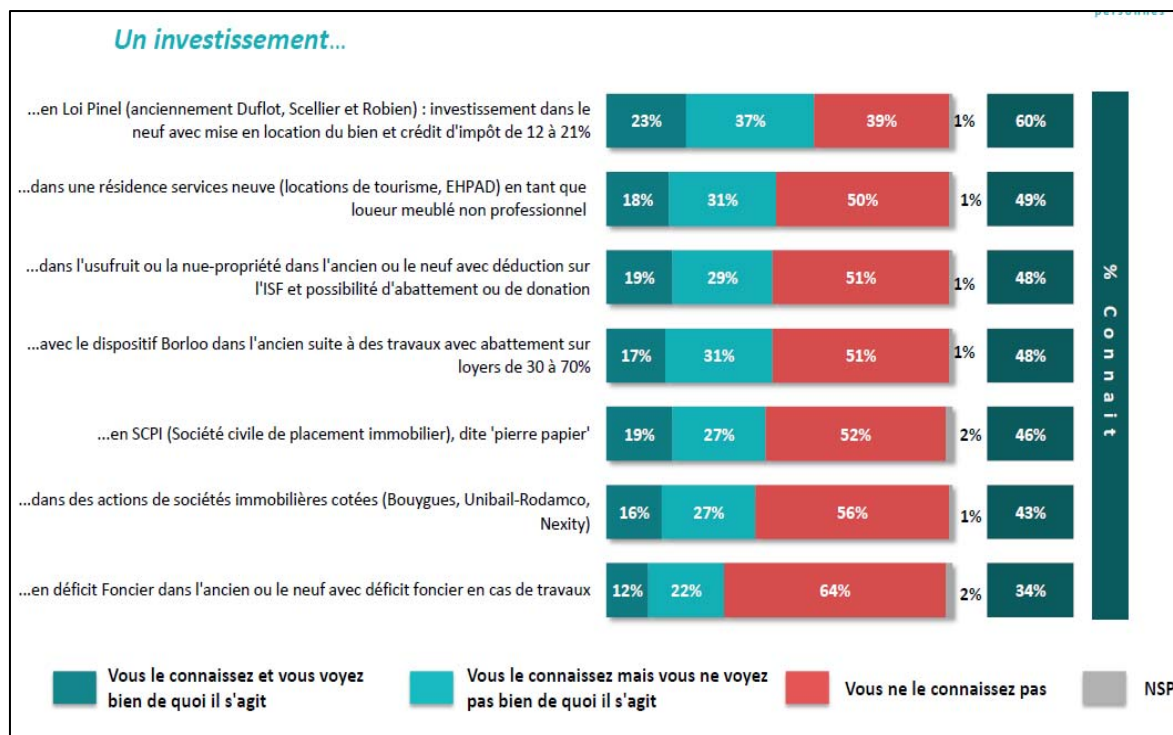
Les freins à investir dans l'immobilier

- Vous personnellement, quels sont les principaux éléments qui vous empêcheraient d'investir dans l'immobilier ? Base : 1 008 personnes



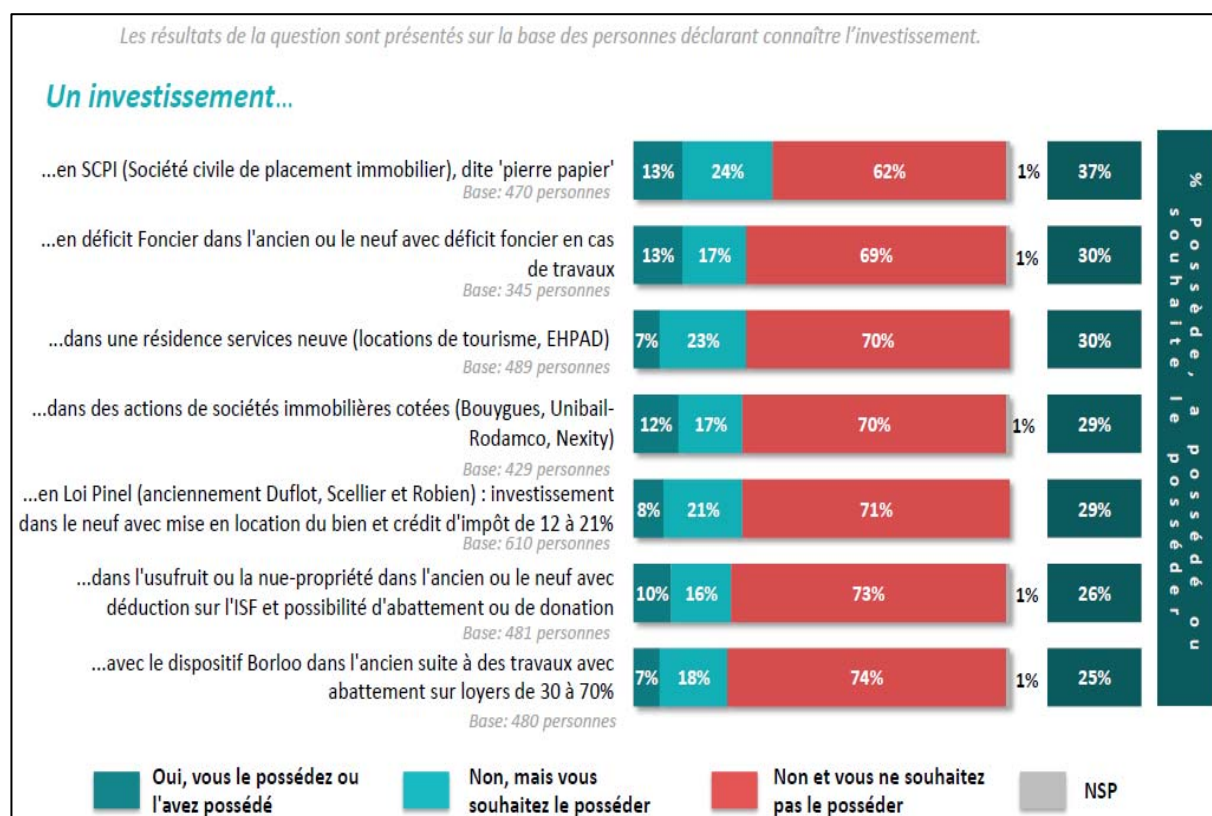
La notoriété des différents types de d'investissements immobilier

- Pour chacun des types d'investissement immobilier suivants, diriez-vous que... ?



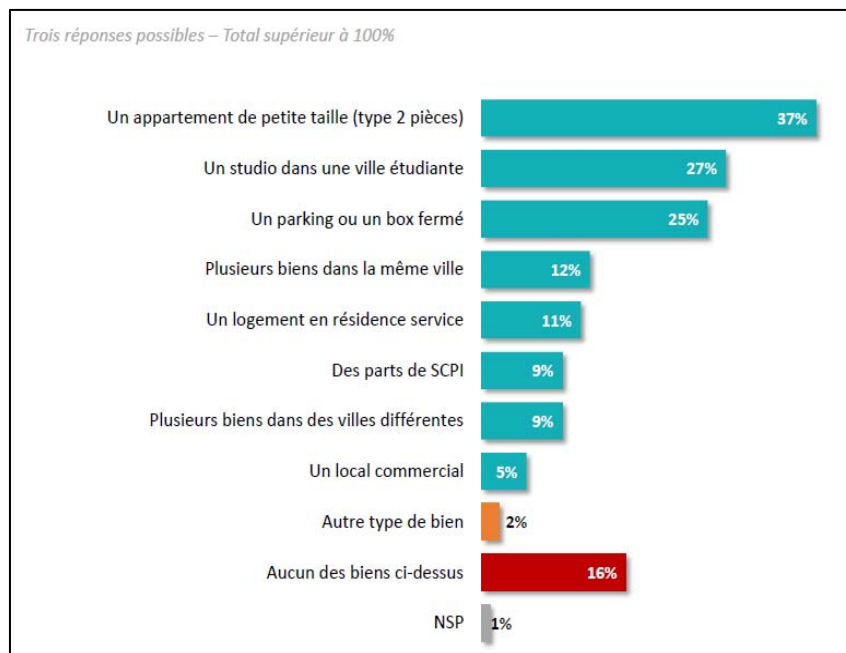
La possession d'investissements immobiliers

- Possédez-vous chacun des types d'investissement immobilier suivants ?



Le choix de bien en cas d'investissement immobilier

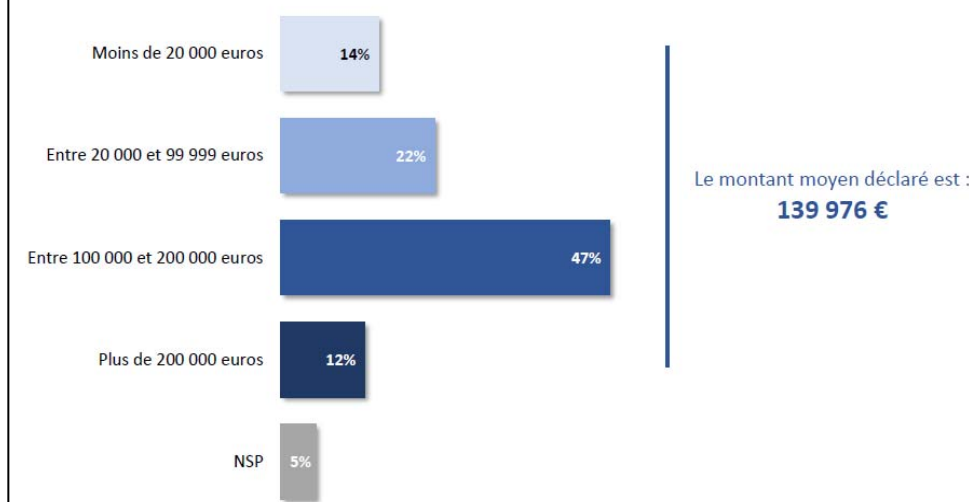
- Si vous deviez investir dans l'immobilier, vous opteriez en priorité pour... ?



Le budget minimum pour investir dans l'immobilier

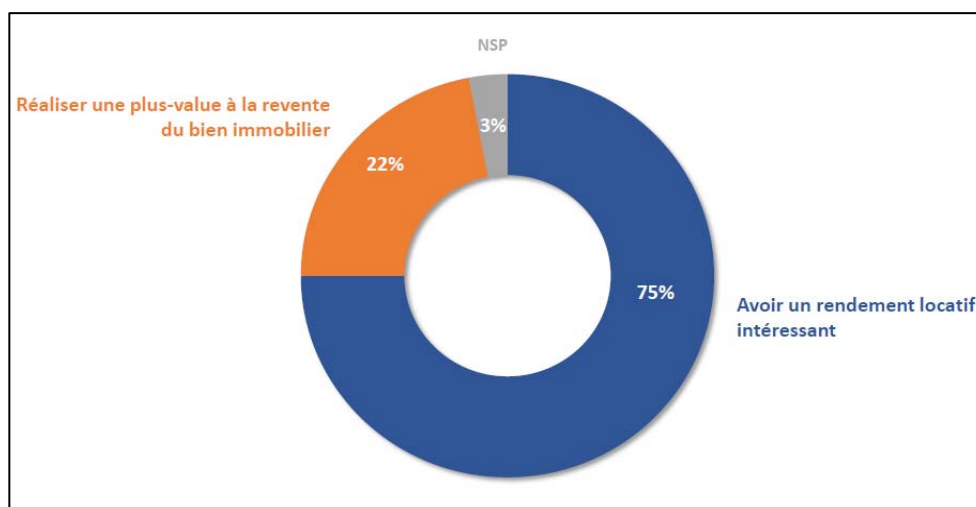
- Selon vous, quel est le montant minimal pour réaliser un investissement immobilier

Question ouverte numérique – Réponses spontanées



L'attente principale vis-à-vis de l'investissement immobilier

- Si vous deviez investir dans l'immobilier, quelle serait votre attente principale ?



Fiche technique

Echantillon de 1 008 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. L'échantillon a été interrogé par questionnaire auto-administré en ligne sur système Cawi (computer assisted web interview). Les interviews ont été réalisés les 11 et 12 janvier 2017. Opinion way a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la norme Iso 20252.

Enquête de satisfaction auprès des habitants de quartiers en renouvellement urbain

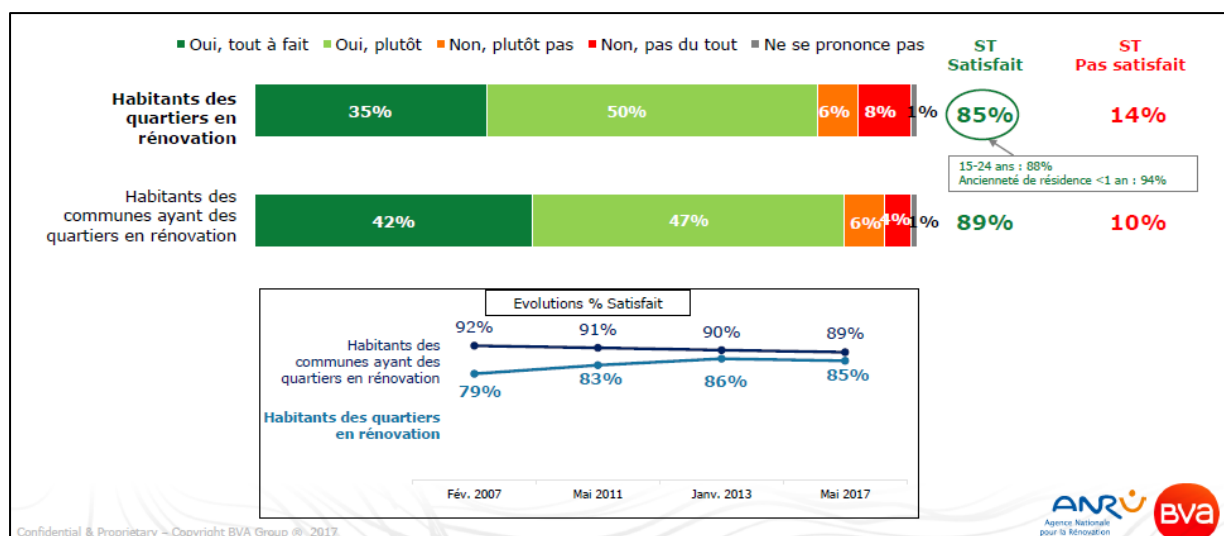
Bva – juillet 2017

<http://www.bva-group.com/sondages/enquete-de-satisfaction-aupres-des-habitants-de-quartiers-en-renouvellement-urbain/>

Satisfaction de vivre dans les quartiers en rénovation urbaine et dans les communes d'implantation de ces quartiers rénovés

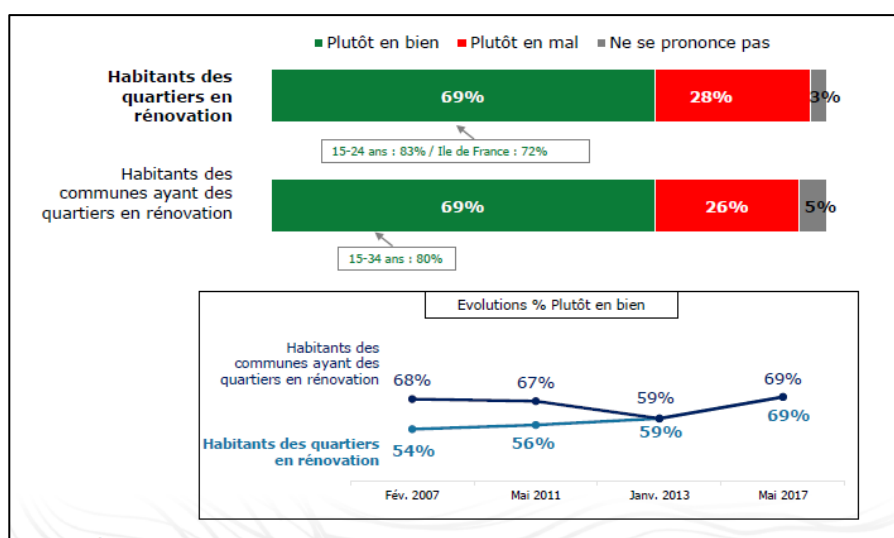
Des habitants toujours très satisfaits de vivre dans leur commune, y compris les personnes vivant dans des quartiers de rénovation

- Diriez-vous que vous être très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de vivre dans votre commune ?



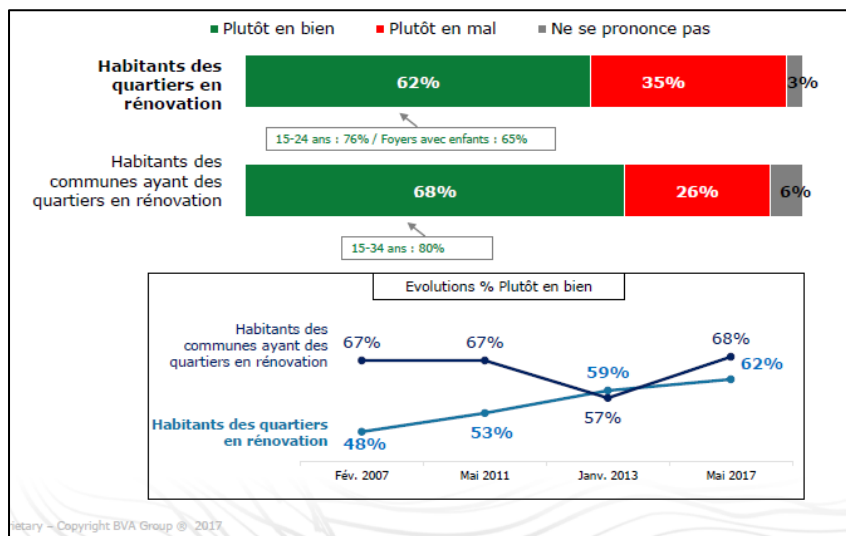
La perception de l'évolution positive de la commune en nette progression...

- Avez-vous le sentiment que, depuis quelques années, la vie dans votre commune a évolué plutôt en bien ou plutôt en mal ?



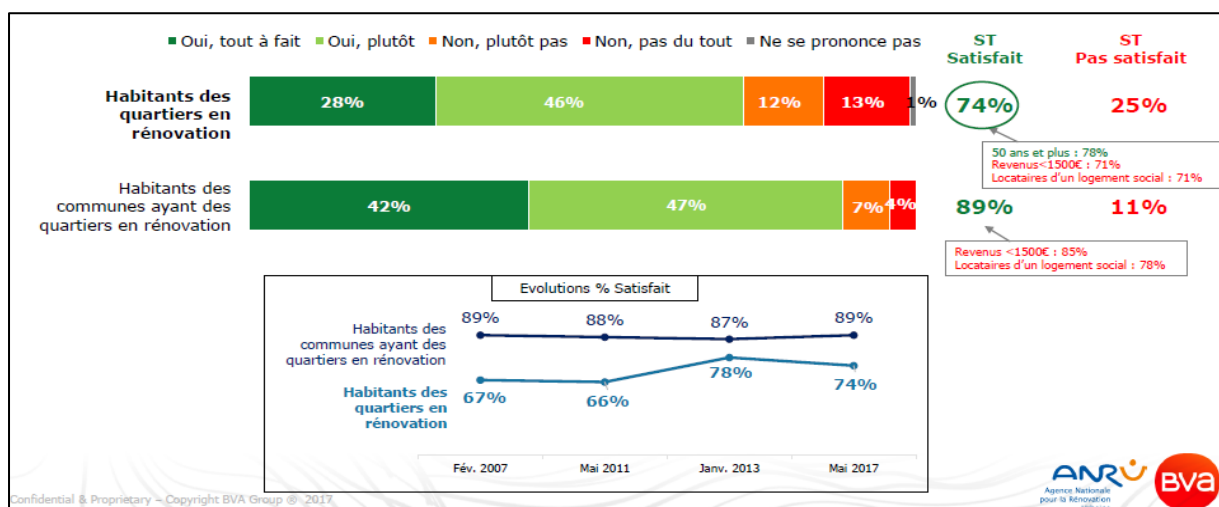
...progression que l'on retrouve également concernant la perception de la vie dans le quartier

- Avez-vous le sentiment que, depuis quelques années, la vie dans le quartier en bien ou plutôt en mal ?



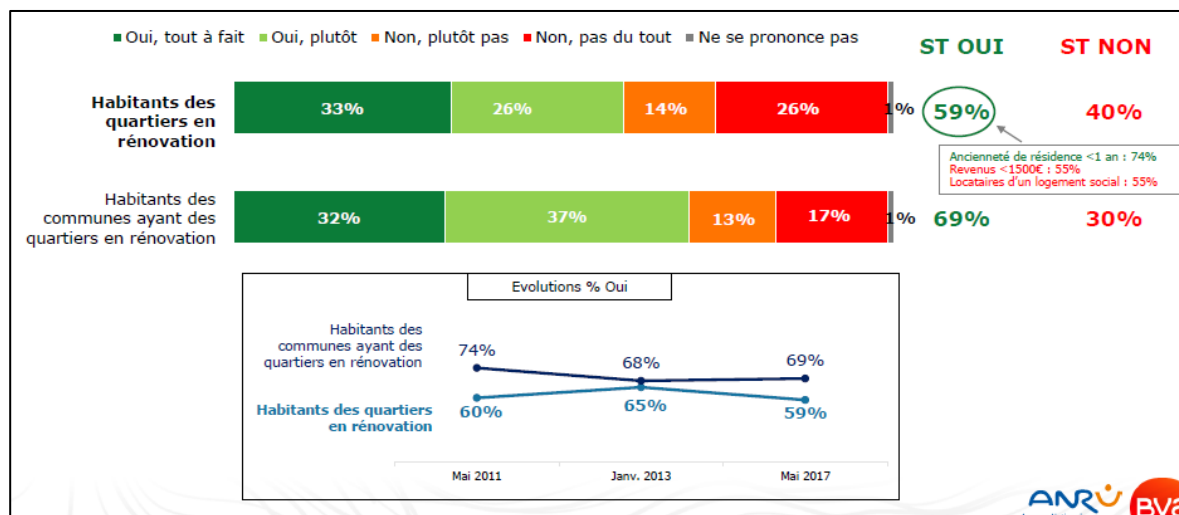
Une satisfaction de vivre dans le quartier également élevée, même si elle demeure inférieure à la satisfaction exprimée par les habitants vivant en dehors des quartiers

- Diriez-vous que vous êtes très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas du tout satisfait de vivre dans votre quartier ?



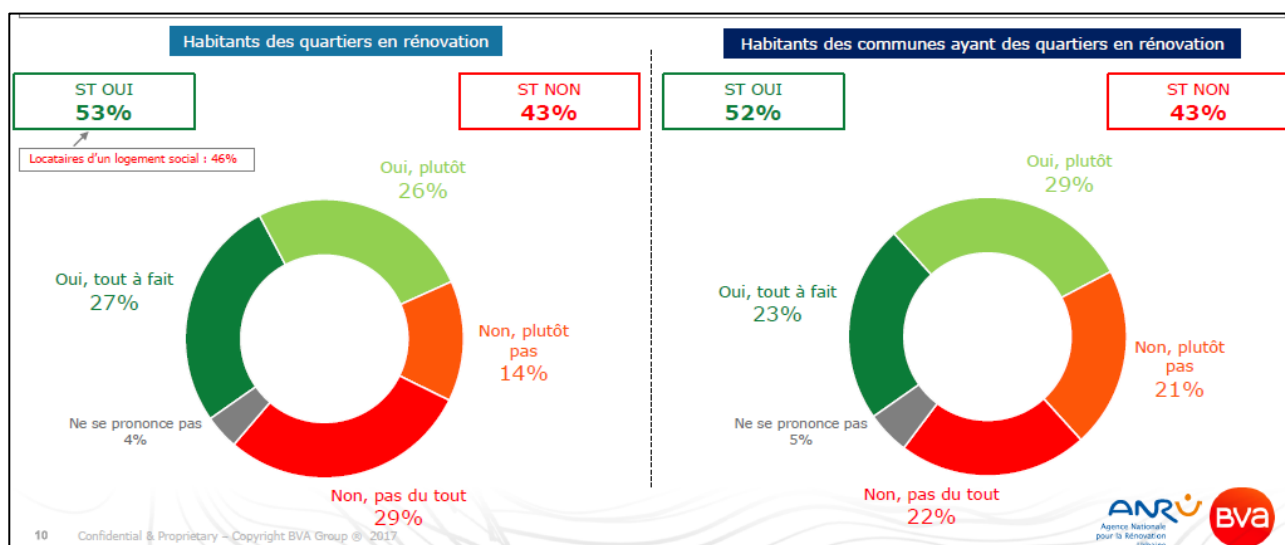
Une majorité de répondants conseilleraient à leur entourage de venir habiter dans un quartier rénové, une proportion toutefois en léger repli par rapport à 2013

- Conseilleriez-vous à un de vos proches de venir habiter dans votre quartier/ces quartiers rénovés ?



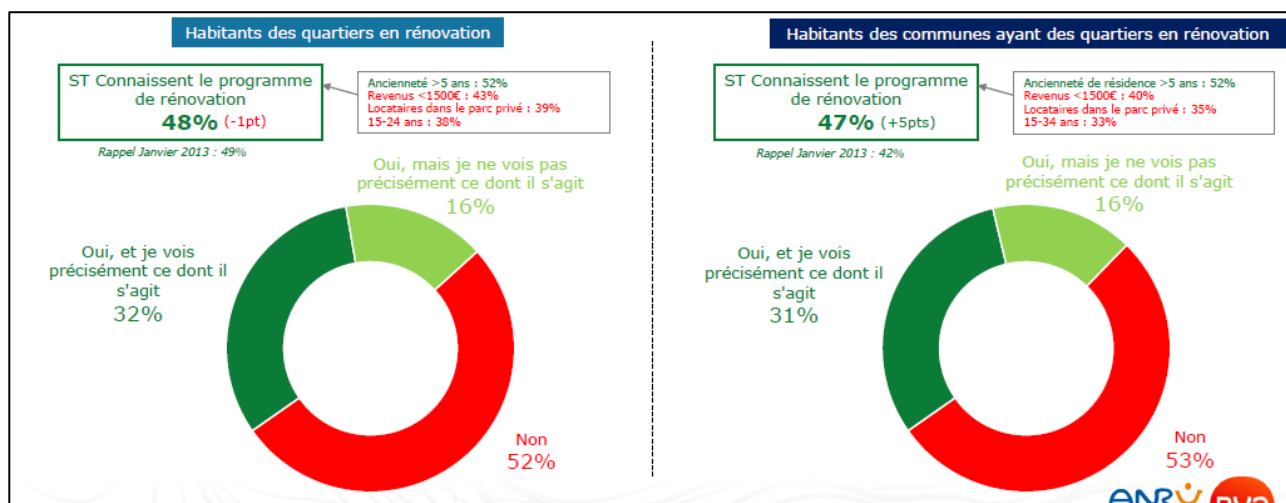
Ils auraient été moins nombreux, à peine la moitié, à le faire il y a 10 ans, au début du programme de rénovation urbaine

- L'auriez-vous conseillé il y a 10 ans ?



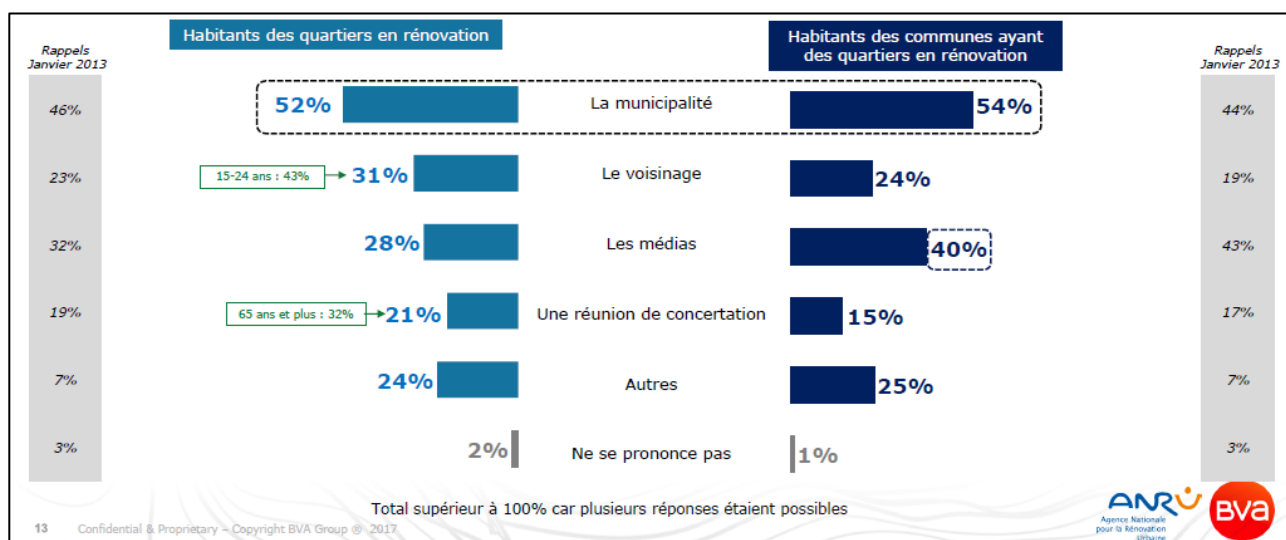
Connaissance, perception et satisfaction à l'égard du premier programme de rénovation urbaine

- Près d'un habitant sur deux a entendu parler du programme de rénovation urbaine, une notoriété qui ne progresse qu'auprès de ceux qui résident en dehors des quartiers
- Connaissez-vous le programme de rénovation réalisé depuis plusieurs années dans votre quartier/dans certains quartiers de votre commune ?



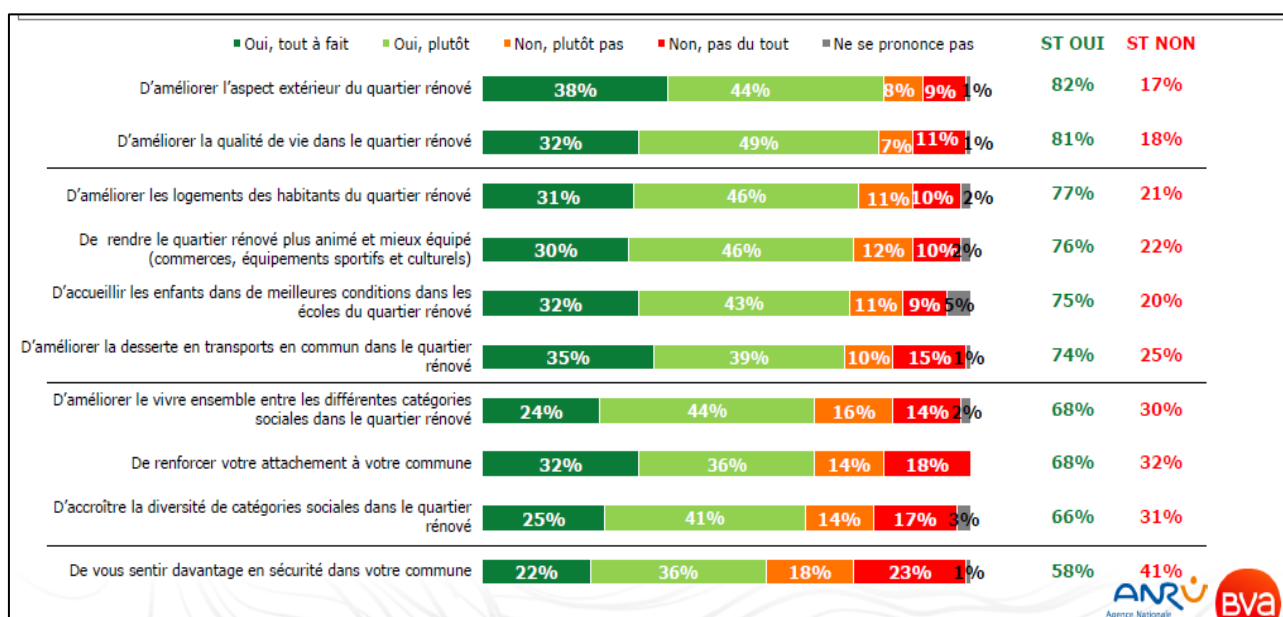
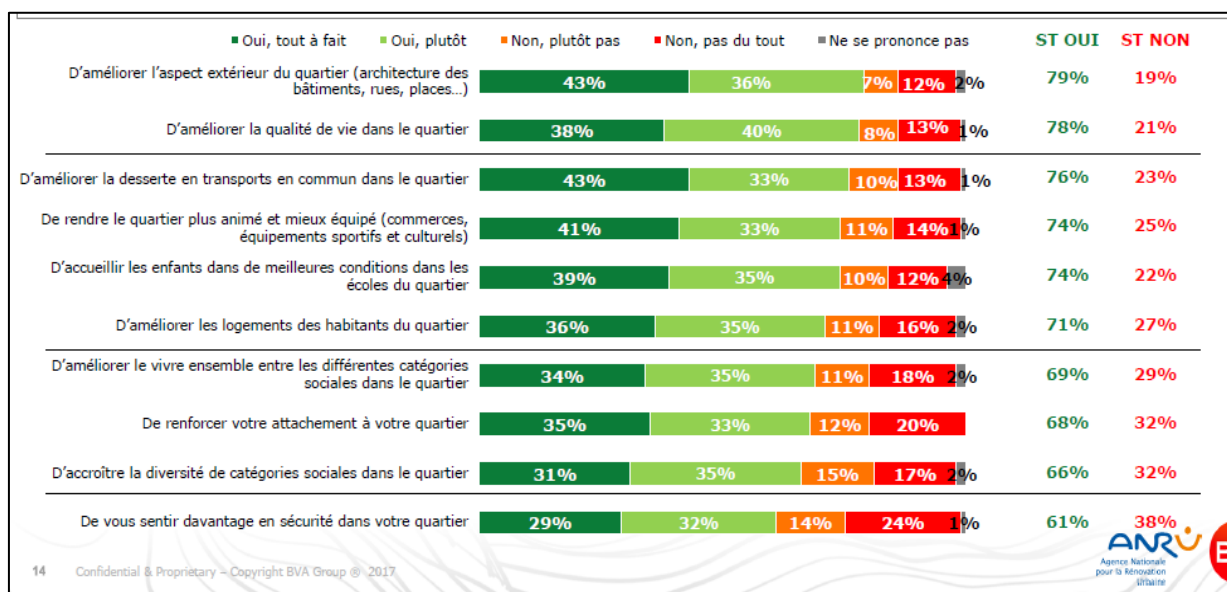
La municipalité demeure le principal relais d'informations sur le programme de rénovation urbaine, suivie par le voisinage et les médias

- En avez-vous été informé par...



Des retombées positives des travaux de rénovation urbaine très majoritairement reconnues. C'est un peu moins le cas quand il s'agit de se prononcer sur le renforcement de la sécurité et de la diversité sociale (1/2)

- Selon vous, les travaux de rénovation urbaine dans votre commune vont-ils permettre ?



Quand on récapitule les résultats auprès des deux cibles : des résultats positifs qui font globalement consensus mais l'amélioration des logements grâce aux travaux est mieux perçue par les résidents en dehors des quartiers que par les autres

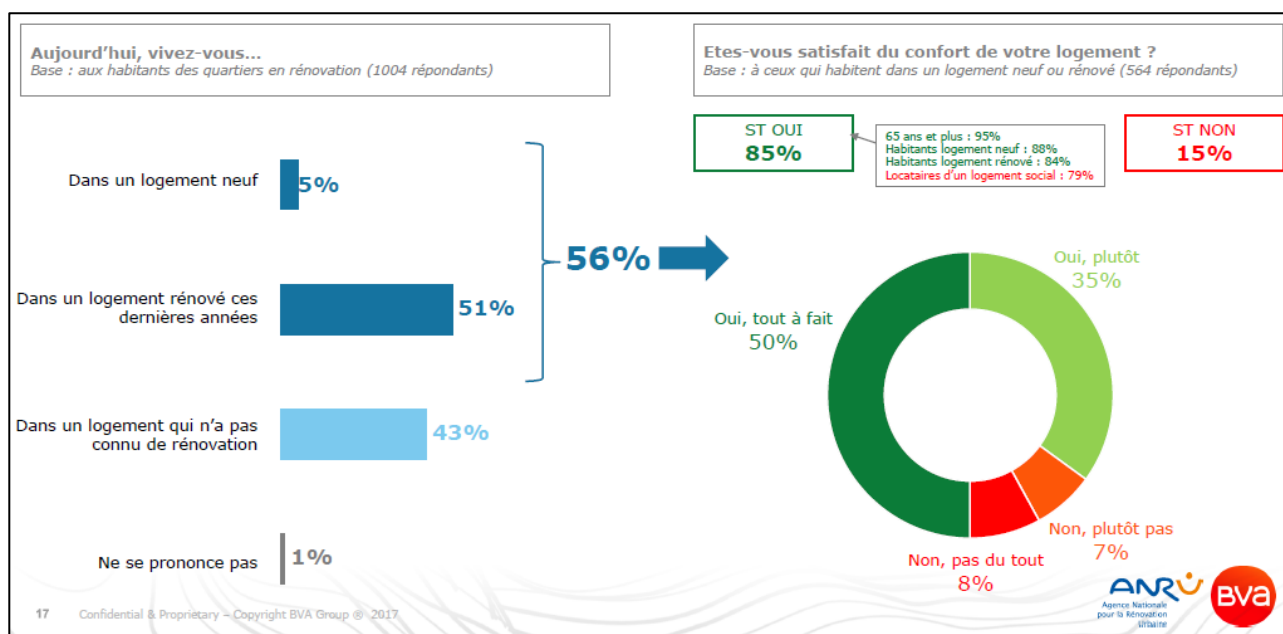
- Selon vous, les travaux de rénovation urbaine dans votre commune vont-ils permettre ?

	Habitants des quartiers en rénovation	Habitants des communes ayant des quartiers en rénovation
	% OUI	
D'améliorer l'aspect extérieur du quartier rénové (architecture des bâtiments, rues, places...)	79% ¹	82% ¹
D'améliorer la qualité de vie dans le quartier rénové	78% ²	81% ²
D'améliorer la desserte en transports en commun dans le quartier rénové	76% ³	74%
De rendre le quartier rénové plus animé et mieux équipé (commerces, équipements sportifs et culturels)	74%	76%
D'accueillir les enfants dans de meilleures conditions dans les écoles du quartier rénové	74%	75%
D'améliorer les logements des habitants du quartier rénové	71%	77% ³
D'améliorer le vivre ensemble entre les différentes catégories sociales dans le quartier rénové	69%	68%
De renforcer votre attachement à votre commune/votre quartier	68%	68%
D'accroître la diversité de catégories sociales dans le quartier rénové	66%	66%
De vous sentir davantage en sécurité dans votre quartier/dans votre commune	61%	58%

Confidential & Proprietary – Copyright BVA Group © 2017

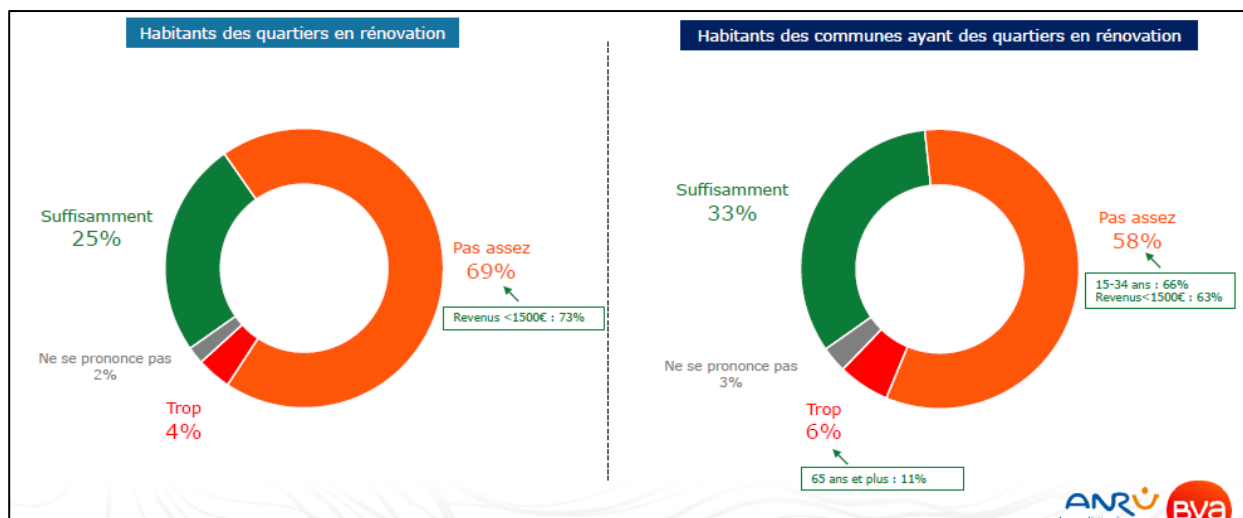


Plus de huit habitants sur dix d'un logement neuf ou rénové dans des quartiers en rénovation se disent satisfaits du confort de leur lieu de vie



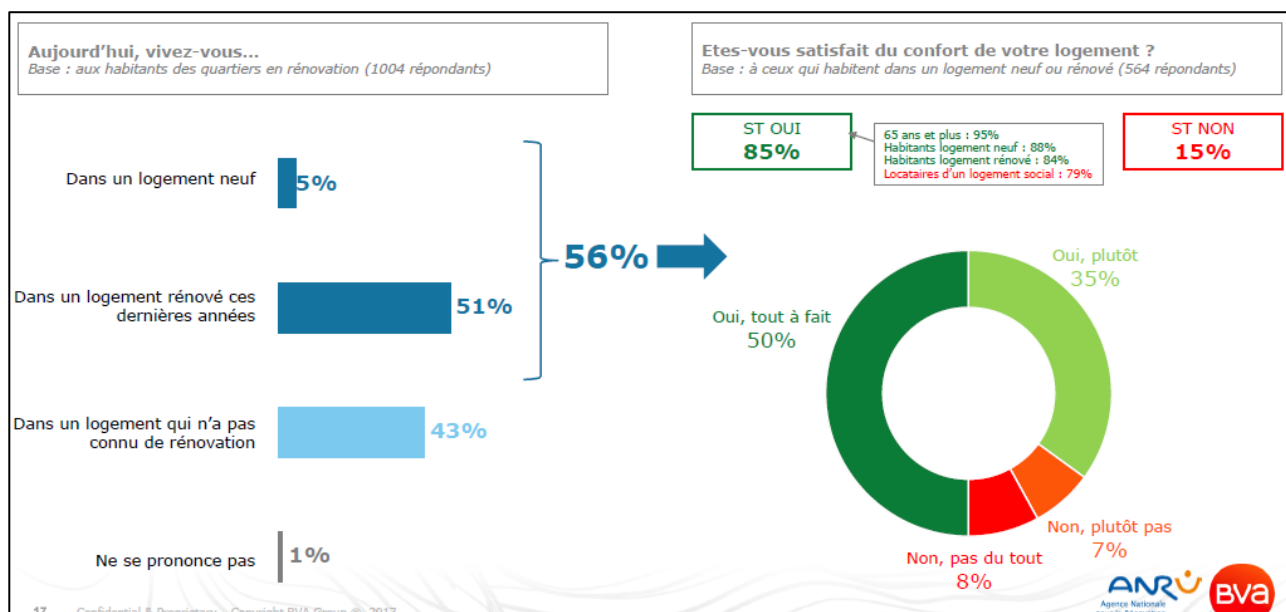
Une majorité de répondants s'accordent à dire que les pouvoirs publics ne s'occupent pas assez des quartiers en difficulté, y compris ceux qui résident en dehors des quartiers de rénovation

- Personnellement, diriez-vous que les pouvoirs publics s'occupent trop, suffisamment ou pas assez des quartiers en difficulté ?



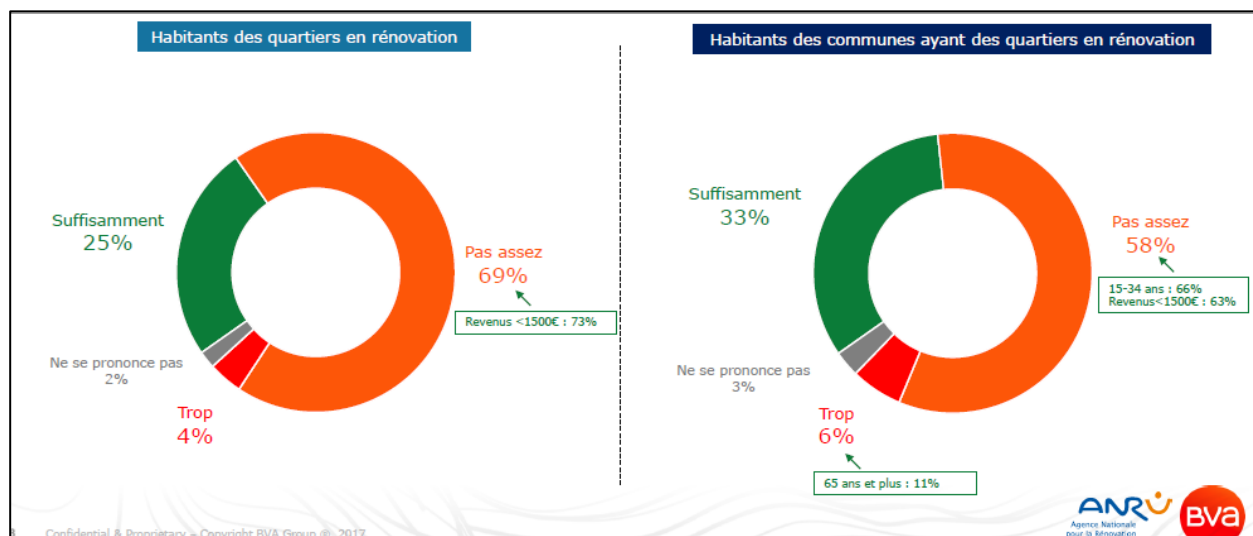
Connaissance et perception du second programme de rénovation urbaine

Plus de huit habitants sur dix d'un logement neuf ou rénové dans des quartiers en rénovation se disent satisfaits du confort de leur lieu de vie



Une majorité de répondants s'accordent à dire que les pouvoirs publics ne s'occupent pas assez des quartiers en difficulté, y compris ceux qui résident en dehors des quartiers en rénovation

- Personnellement, diriez-vous que les pouvoirs publics s'occupent trop, suffisamment ou pas assez des quartiers en difficulté ?



Fiche technique

Etude réalisée par l'Institut Bva par téléphone du 15 au 31 mai 2017 auprès de deux échantillons, représentatifs des cibles interrogées : 1 004 personnes âgées de 15 ans et plus résidant dans des quartiers en rénovation urbaine ; 503 personnes âgées de 15 ans et plus résidant dans des communes ayant des quartiers en rénovation (mais en dehors de ces quartiers rénovés). La représentativité de chaque échantillon a été assurée grâce à la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, Csp du chef de famille, région. Les rappels et les évolutions indiquées concernent les études réalisées en 2007, 2011 et 2013 par l'institut Csa.

Quatre professionnels de l'immobilier sur cinq (82 %) sont optimistes pour 2018

<https://www.csa.eu/fr/survey/barometre-credit-foncier-sur-le-moral-des-pros-de-limmobilier>

Csa – septembre 2017

Credit Foncier

Réalisé trois fois par an avec l'Institut de sondage Csa, le baromètre du Crédit foncier mesure le moral des professionnels de l'immobilier (tous métiers) et leurs anticipations pour les douze prochains mois

Quatre professionnels sur cinq (82 %) optimistes pour les douze prochains mois, un score stable depuis un an

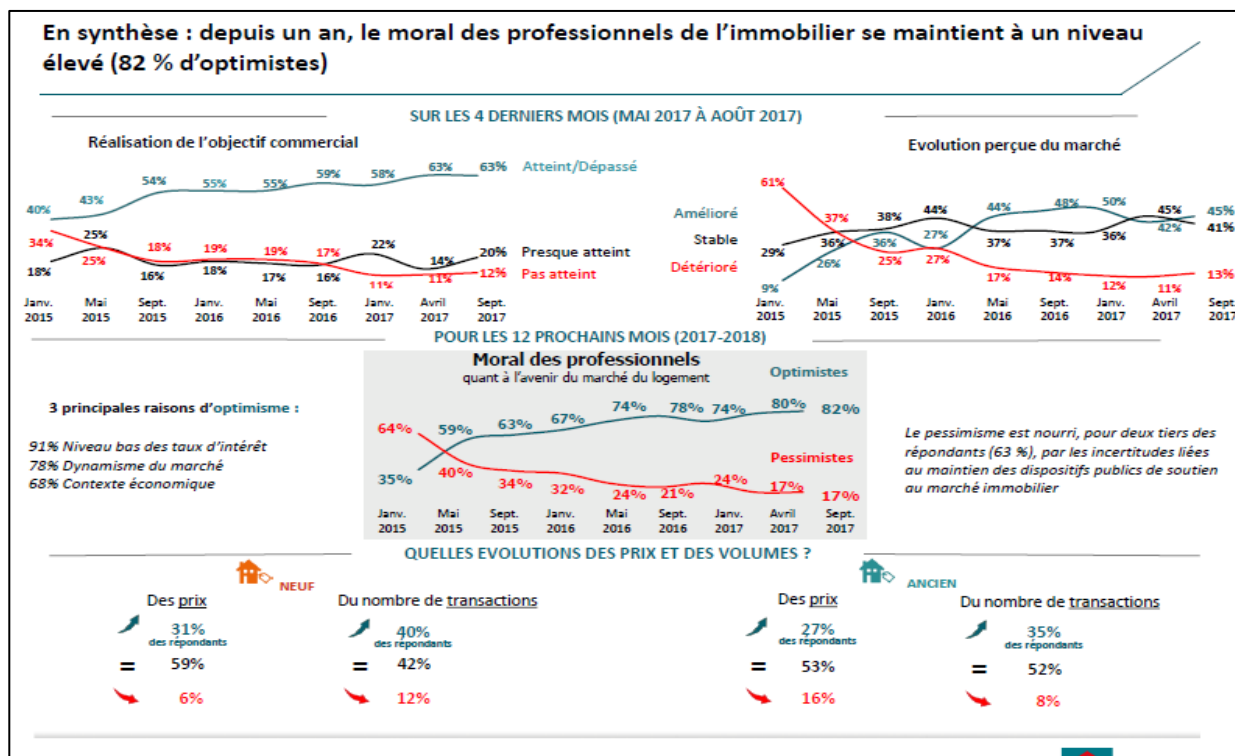
82 % des professionnels sont optimistes pour le marché immobilier résidentiel pour les douze prochains mois ; une proportion qui a fortement augmenté de janvier 2015 (35 %) à septembre 2016 (78 %) pour ensuite se stabiliser à un niveau élevé. C'est en Ile-de-France que les professionnels sont les plus optimistes avec un score de 86 %. L'optimisme des professionnels se nourrit principalement du niveau bas des taux d'intérêt de crédit, du dynamisme du marché et d'un contexte économique plus favorable. A contrario, le pessimisme est nourri, pour deux tiers des répondants (63 %), par les incertitudes liées au maintien des dispositifs publics de soutien au marché immobilier.

Les niveaux de prix et transactions devraient se maintenir ou pour suivre leur hausse

- Quelles anticipations de prix et de volumes de transactions pour les douze mois à venir ont les professionnels ?

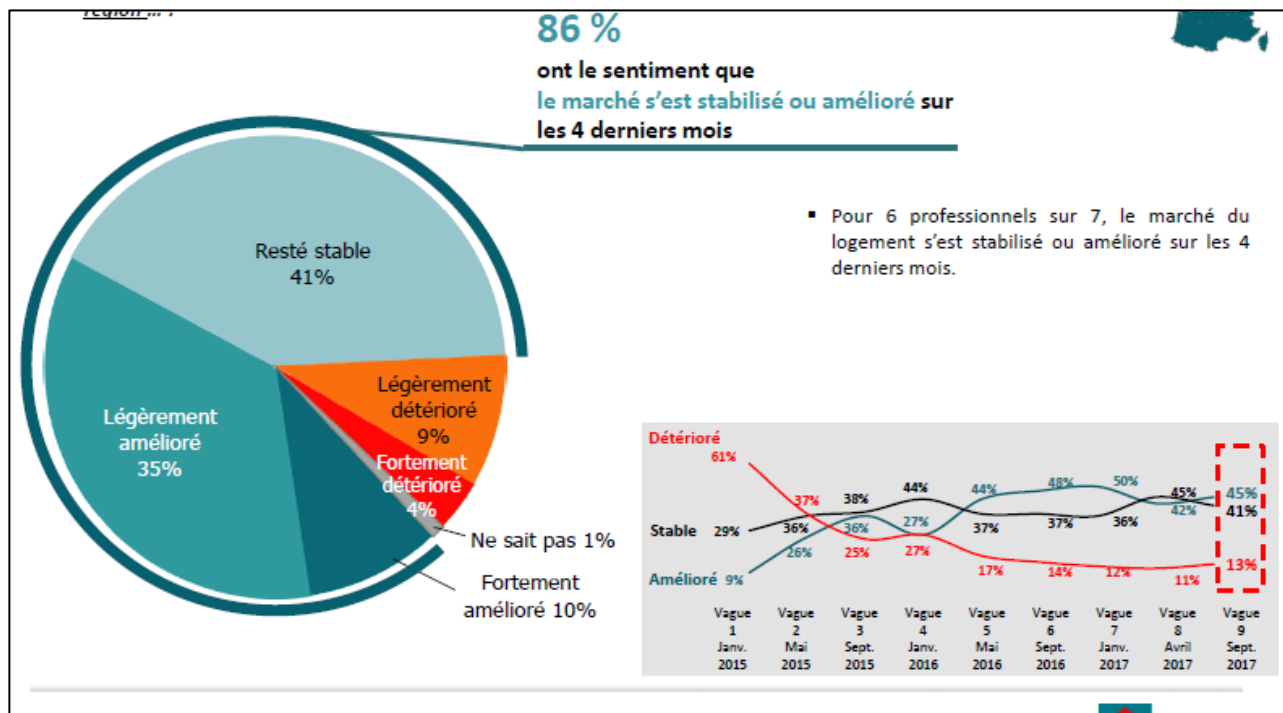
Dans le neuf : les prix devraient rester stables (59 % des répondants) ou augmenter (31 %) ; le niveau de transactions devrait se maintenir (42 % des répondants) sinon poursuivre sa hausse (40 %).

Dans l'ancien : la proportion de professionnels qui anticipe une hausse des prix s'accroît (27 % aujourd'hui contre 17 % en janvier 2017) ; cette proportion est nettement plus élevée dans le Sud-Ouest (43 %). Les professionnels anticipent, par ailleurs, une stabilité (52 %) ou une poursuite de la hausse (35 %) des transactions.



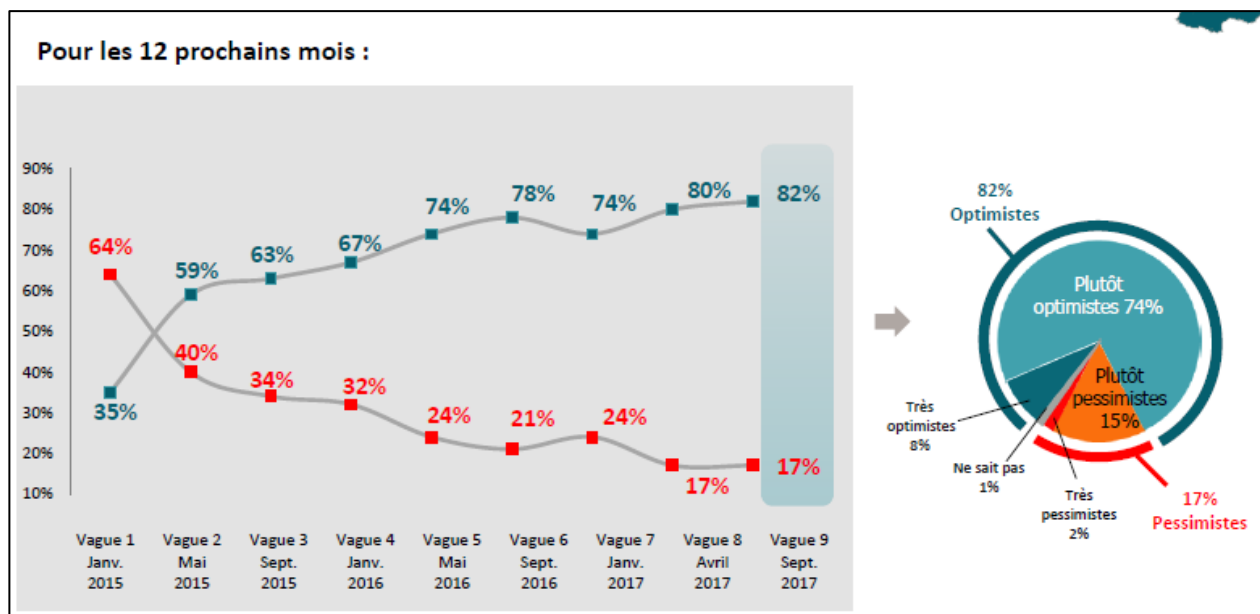
Six professionnels sur sept considèrent que le marché du logement s'est stabilisé ou amélioré au cours des quatre derniers mois

- Au cours des quatre derniers mois, avez-vous le sentiment que le marché du logement dans votre région ?



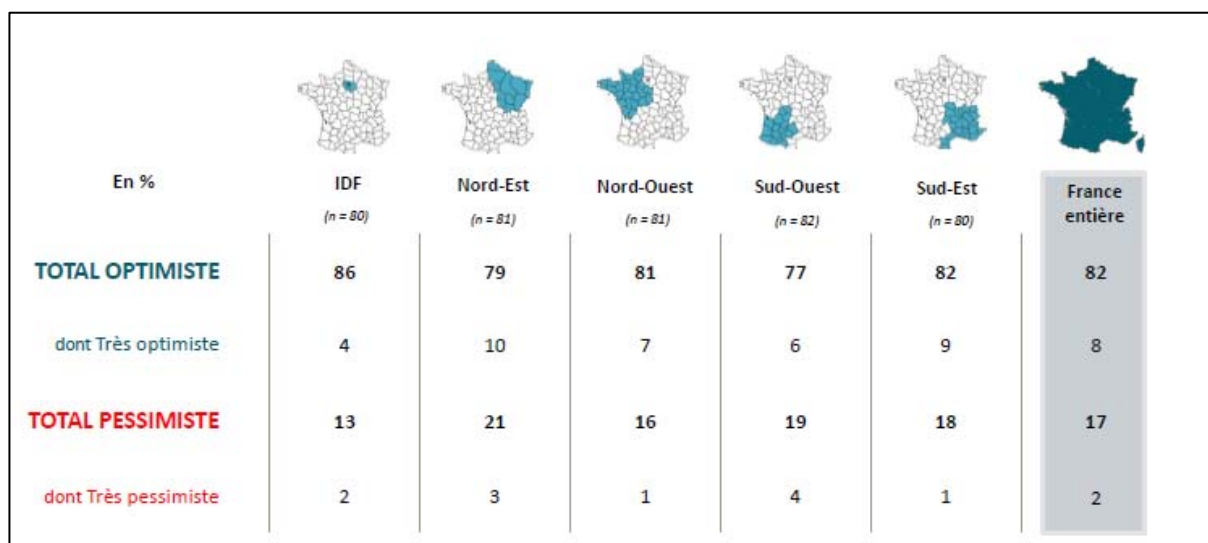
Quatre professionnels sur cinq (82 %) optimistes pour les douze prochains mois, un score stable depuis un an

- Et au global, êtes-vous très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir du marché du logement au cours des douze prochains mois, dans votre région ?



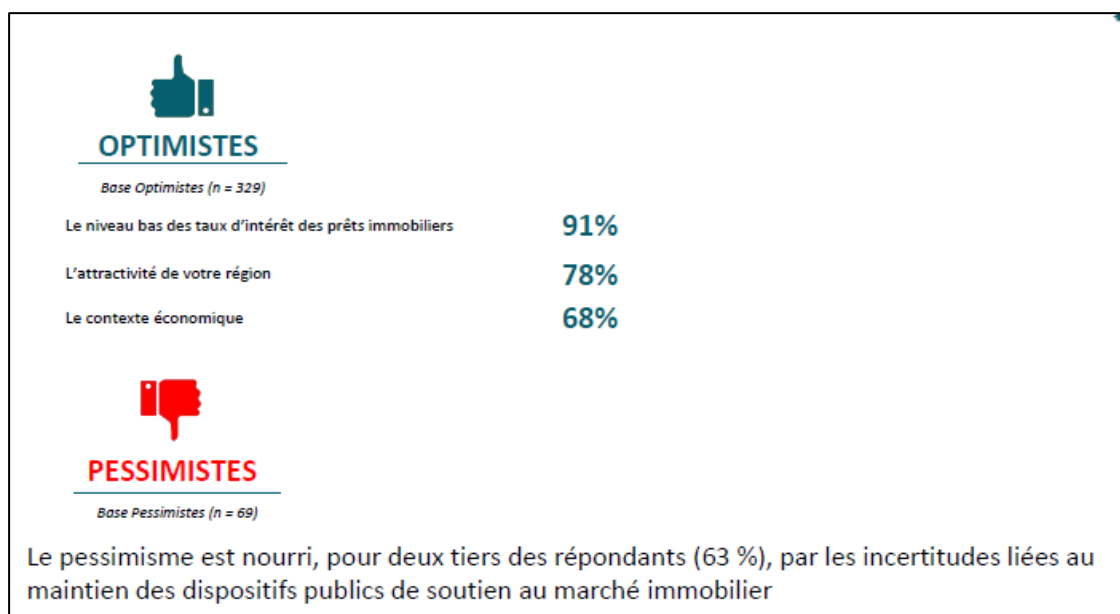
Les professionnels franciliens sont les plus optimistes (86 %)

- Et au global, êtes-vous très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste quant à l'avenir du marché du logement au cours des douze prochains mois, dans votre région ?



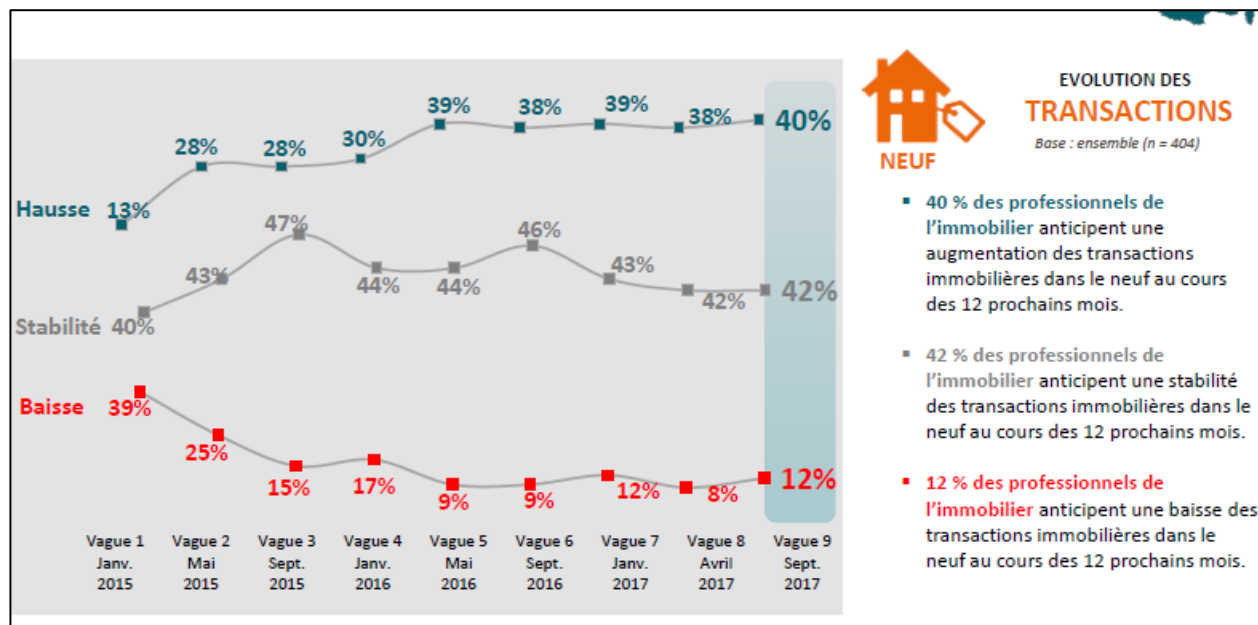
Les raisons d'optimisme et de pessimisme

- Pour quelles raisons êtes-vous optimiste/pessimiste quant à l'avenir du marché du logement au cours des 12 prochains mois ?



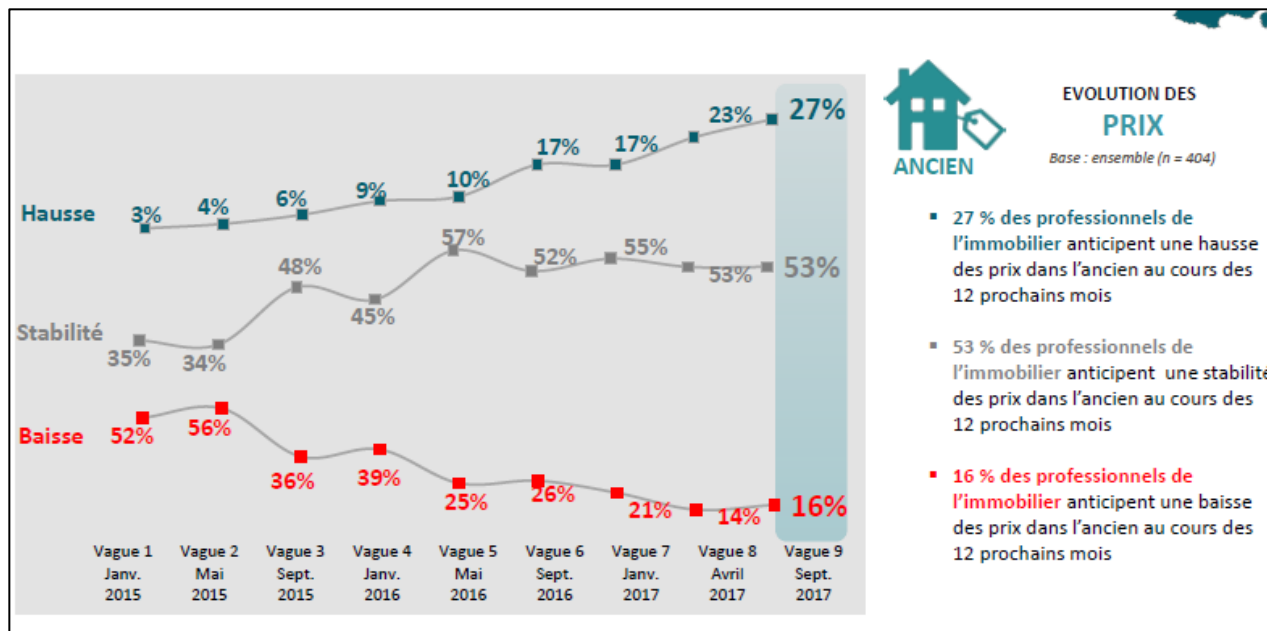
Perspectives : transactions dans le neuf : des professionnels toujours partagés entre hausse et stabilité

- Le nombre de transactions immobilières résidentielles dans le neuf, dans votre région, va-t-il augmenter, diminuer ou rester stable au cours des 12 prochains mois ?



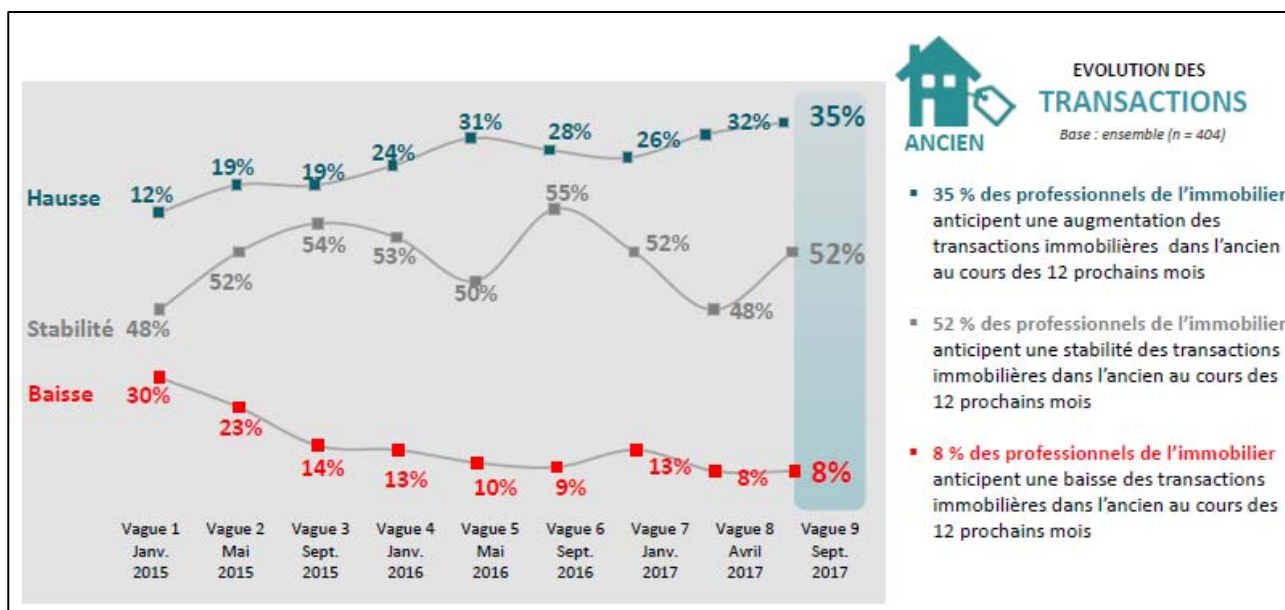
Perspectives : prix dans l'ancien : la proportion des professionnels qui anticipent une hausse s'accroît

- Selon vous, les prix de l'immobilier résidentiel dans l'ancien, dans votre région, vont-ils augmenter, diminuer ou rester stables au cours des 12 prochains mois ?



Perspectives : transactions dans l'ancien : une stabilité des volumes anticipée par un professionnel sur deux (52 %)

- Le nombre de transactions immobilières résidentielles dans l'ancien dans votre région, va-t-il augmenter, diminuer ou rester stable au cours des 12 prochains mois ?



Fiche technique

Enquête réalisée du 28 août au 4 septembre 2017, par téléphone, auprès d'un échantillon représentatif de 400 professionnels de l'immobilier (agents immobiliers, commercialisateurs, lotisseurs, promoteurs, constructeurs de maisons individuelles, gestionnaires de patrimoine). Réalisé tous les quatre mois avec l'institut de sondages Csa, le baromètre du Crédit Foncier mesure le moral des professionnels de l'immobilier et leurs anticipations pour les douze prochains mois.

Fractures Françaises : enquête sur la perception des fractures territoriales et du rôle des collectivités locales

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3852

Ifop – septembre 2017

Les républicains à l'Assemblée nationale

L'Ifop a réalisé pour le groupe Les Républicains à l'Assemblée nationale une étude sur les perceptions des collectivités territoriales dont les résultats ont été présentés lors des journées parlementaires de Lr à Troyes, le 20 septembre 2017. En voici les principaux enseignements.

La France rurale se distingue du reste de la population par un sentiment très net de souffrir de l'inaction des pouvoirs publics

60 % des ruraux partagent cette impression, contre seulement 39 % des urbains et 36 % en moyenne chez l'ensemble des Français. Le sentiment de souffrir d'un manque de services publics est ainsi deux fois plus répandu chez les personnes résidant à plus de 80 km du centre-ville (42 %) que chez ceux résidant à moins de 10 km d'un centre-ville (21 %). Et politiquement, ce sentiment d'abandon met en exergue un clivage très net entre les sympathisants d'En Marche (23 %) et les électeurs situés à la droite de la droite comme les sympathisants Dlf (47 %) et Fn (51 %).

De manière plus générale, il apparaît très clairement que plus les Français s'éloignent des centres-villes, plus ils ressentent des difficultés d'accès à l'emploi, aux soins, au service public ou à des commerces de proximité

Ainsi, la majorité des ruraux a le sentiment de vivre dans un territoire délaissé par les services publics (56 %), soit une proportion trois fois supérieure à celle observée chez les habitants de l'agglomération parisienne (18 %) et deux fois plus élevée que chez les personnes vivant dans une banlieue populaire (34 %). Et ce sentiment de délaissement est particulièrement prégnant chez les Français soutenant les partis protestataires : 41 % chez les soutiens de La France Insoumise et 48 % chez les personnes se disant proches du Fn.

Ce sentiment d'abandon repose notamment sur l'impression d'une dégradation des services d'intérêt général au cours des 10 dernières années

Ainsi, la moitié des habitants des communes rurales ressent une dégradation de l'accès aux administrations publiques (51 %), de l'accès aux services de santé (46 % à 50 %) ou du niveau de sécurité (50 %) dans leur commune, soit des proportions systématiquement plus fortes que dans le reste du territoire. Et le sentiment que les choses évoluent dans le mauvais sens est encore plus fort en ce qui concerne l'accès à l'emploi (61 %, contre 54 % en moyenne chez l'ensemble des Français) ou la présence de commerces de proximités (64 %, contre 51 % en moyenne). Près d'un rural sur deux (44 %) déplore également une dégradation de l'état des transports ferroviaires régionaux.

L'idée selon laquelle les campagnes seraient les grandes oubliées de l'action gouvernementale est d'ailleurs largement partagée

Près des deux tiers des Français (63 %) ont le sentiment que le gouvernement s'occupe moins des territoires ruraux que des villes. Et au regard des résultats de précédentes enquêtes, les ruraux s'avèrent de plus en plus nombreux à partager ce point de vue. En effet, les trois quarts des habitants des communes rurales (76 %) expriment ce sentiment, soit deux fois plus que ce que l'Ifop avait pu observer en 2003 : 43 % des ruraux partageaient alors ce sentiment.

Ainsi, aux yeux des Français, la « France des campagnes » (38 %) constitue de loin le territoire le plus délaissé de la République,

loin devant « la France des banlieues (27 %) : les autres territoires testés n'oscillant qu'entre 10 à 15 % de citations (14 % pour les petites villes ou villes moyennes, 11 % pour les territoires enclavés, 10 % pour la France péri-urbaine). Naturellement, cette opinion est particulièrement répandue chez les ruraux (48 %) mais aussi dans les catégories de la population les plus âgées, les moins diplômées et situées le plus en bas de l'échelle sociale.

Les campagnes ne sont toutefois pas les seuls territoires souffrant aux yeux des Français d'un manque d'investissement de la part des pouvoirs publics

En effet, si l'idée selon laquelle les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les communes rurales suscite un véritable consensus (87 %), une majorité de Français considère également que ces derniers n'en font pas assez pour les zones péri-urbaines (64 %), les banlieues populaires (60 %) et les villes moyennes (51 %). En revanche, une majorité de Français s'accorde pour trouver que les pouvoirs publics en font « trop » pour Paris et la métropole du Grand Paris (60 %). À noter que politiquement, cette question met en exergue des clivages très nets. En effet, alors que le sentiment de délaissement des campagnes tend à croître à mesure qu'on avance vers la droite de l'échiquier politique, l'idée selon laquelle les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les banlieues populaires est d'autant plus répandue que les électeurs se situent à la gauche de la gauche. En effet, de 44 % chez les sympathisants Fn et 55 % chez les sympathisants Lr, ce sentiment monte à 65 % chez les sympathisants Lrem pour finir à 78 % chez les sympathisants de la France insoumise.

De manière générale, la confiance à l'égard des élus pour réduire les inégalités territoriales ne domine pas dans l'opinion publique

À l'exception du maire, tous les élus de la République suscitent un sentiment de défiance majoritaire quant à leur capacité à agir en faveur d'une réduction des inégalités entre les territoires. Même les sénateurs, présentés pourtant comme les défenseurs des collectivités territoriales et de la ruralité, suscitent la défiance d'une majorité de Français (67 %). Seul le maire, qui est de manière générale l'élu le plus populaire aux yeux des Français, a la confiance d'une majorité de Français pour agir en la matière (62 %).

Les Français se montrent pour une majorité d'entre eux sensibles au sort des territoires, y compris dans un contexte de réduction des moyens des communes

Ainsi, 58 % estiment qu'il est nécessaire de garder des services publics à proximité des usagers sur l'ensemble du territoire (quitte à augmenter les impôts) quand 42 % font prévaloir la nécessité de contenir le déficit public. La majorité (54 %) concède également que la réduction des dotations aux collectivités locales est une mauvaise chose susceptible d'étouffer certains projets locaux. Si les habitants des communes rurales montrent une perception plus aigüe de ces problèmes, ce n'est pas le cas des sympathisants de droite, dont on a pourtant vu qu'ils étaient attachés à la préservation des territoires. Or, quand les deniers publics entrent en ligne de compte, les sympathisants des Républicains se montrent plus durs : 55 % estiment qu'il faut faire des économies, quitte à fermer des services publics, et 53 % voient dans la réduction des dotations aux collectivités locales un moyen de leur faire gérer plus rigoureusement leurs finances.

Les dernières mesures budgétaires annoncées par le gouvernement sont accueillies sans surprise : les baisses de prélèvements plutôt positivement, et les hausses d'impôt ou coupes budgétaires, plutôt négativement

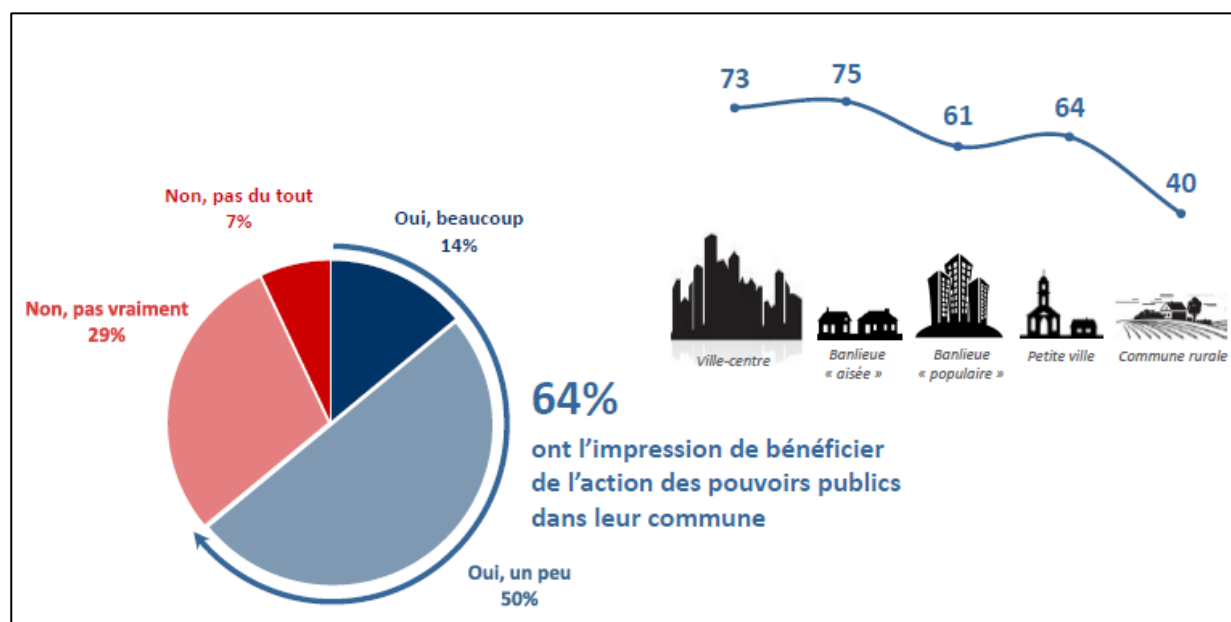
Sept Français sur dix (72 %) approuvent ainsi la suppression de la taxe d'habitation pour les foyers dont le revenu fiscal est inférieur à 27 000 euros par an (43 000 euros pour un couple sans enfant). D'un autre côté, environ un tiers seulement accueille positivement la réduction du nombre d'emplois aidés (36 %) ou encore la hausse de 1,7 point de la Csg (35 %). Concernant la suppression sous conditions de la taxe d'habitation, on observe qu'elle est bien reçue même chez les ruraux (75 % l'approuvent) alors qu'elle annonce un manque à gagner pour les collectivités. Les catégories aisées (48 %) et les sympathisants des Républicains (53 %) montrent quant à eux un soutien plus en retrait à cette mesure, celle-ci bénéficiant principalement aux plus modestes et pas du tout aux classes moyennes et supérieures. L'écart entre ces publics et l'ensemble des Français est encore plus manifeste à propos des contrats aidés : 56 % des catégories aisées et 59 % des proches de Lr approuvent la réduction de ces contrats, pourtant largement boudée par la population dans son ensemble.

Indépendamment du niveau d'adhésion à chacune des mesures annoncées par le gouvernement, la majorité des Français voit dans ces réformes un obstacle qui va empêcher leur commune d'agir ou d'investir dans les prochaines années

Pour 78 %, c'est la baisse des dotations de l'Etat qui va grever l'action de leur commune quand, pour deux tiers, la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des foyers fiscaux (66 %) et la réduction du nombre d'emplois aidés (65 %) vont aboutir aux mêmes conséquences. L'électorat de droite, et notamment les proches des Républicains, redoute même encore plus cette conséquence néfaste des mesures annoncées par le gouvernement... sauf pour les contrats aidés (47 % estiment que cela n'empêchera pas leur commune d'agir). Quoiqu'il en soit, le type de territoire qui pâtira le plus de ces mesures est clairement identifié par les Français : il s'agit des communes rurales (pour 47 % des Français, et jusqu'à 66 % chez leurs propres habitants), loin devant les petites et moyennes villes (19 %), les banlieues populaires (14 %), les zones péri-urbaines (12 %) et les centres-villes des grandes agglomérations (8 %).

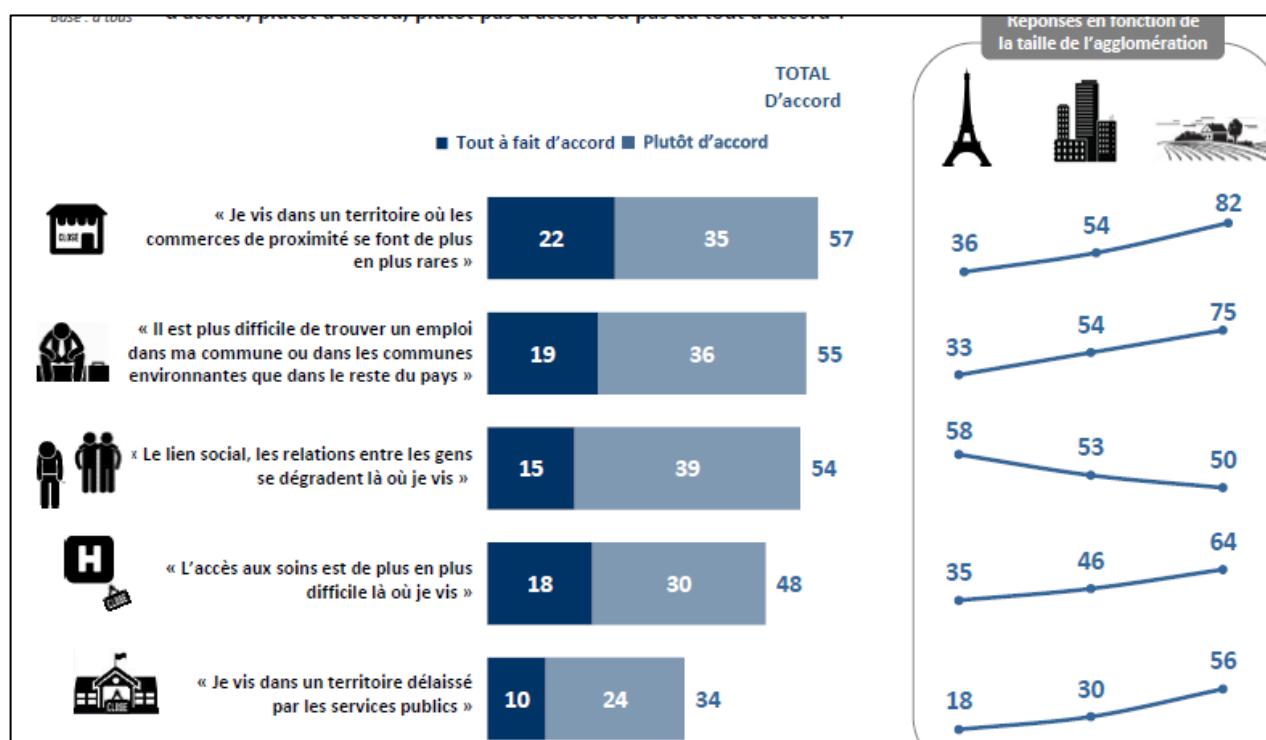
La perception de l'état et de l'évolution de son propre territoire

- De manière générale, avez-vous le sentiment que la commune où vous résidez bénéficie beaucoup, un peu, pas vraiment ou pas du tout de l'action et de la présence des pouvoirs publics (ex. Etat, collectivités locales) ?



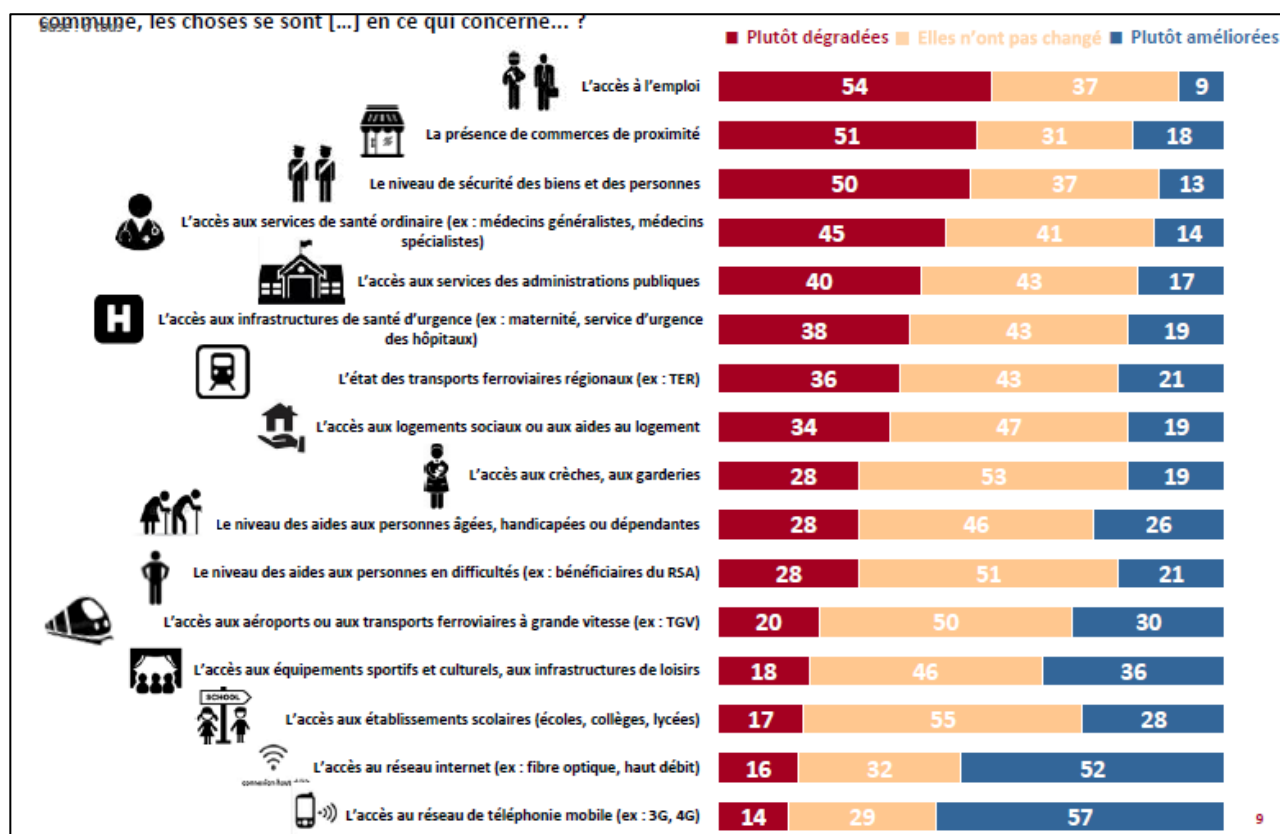
L'adhésion à différentes affirmations sur l'Etat ou l'évolution de son territoire

- Pour chacune des phrases suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord ?

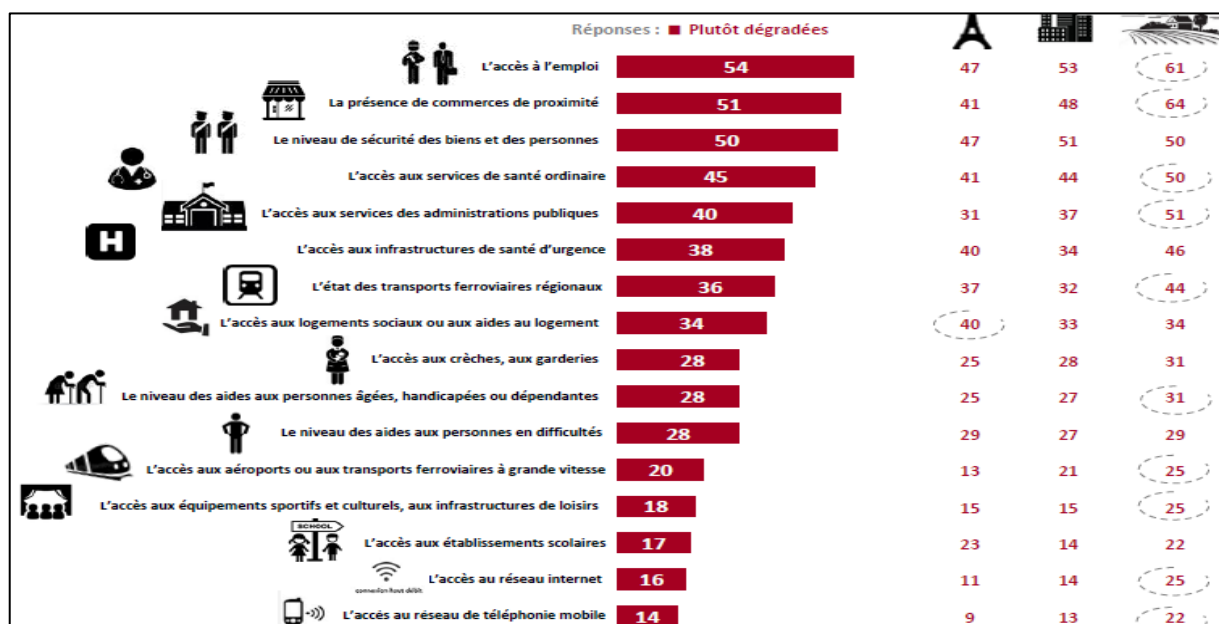


Le jugement sur l'évolution de la situation dans sa commune

- Au cours des dix dernières années, avez-vous le sentiment que dans le territoire où se situe votre commune Les choses... en ce qui concerne ?

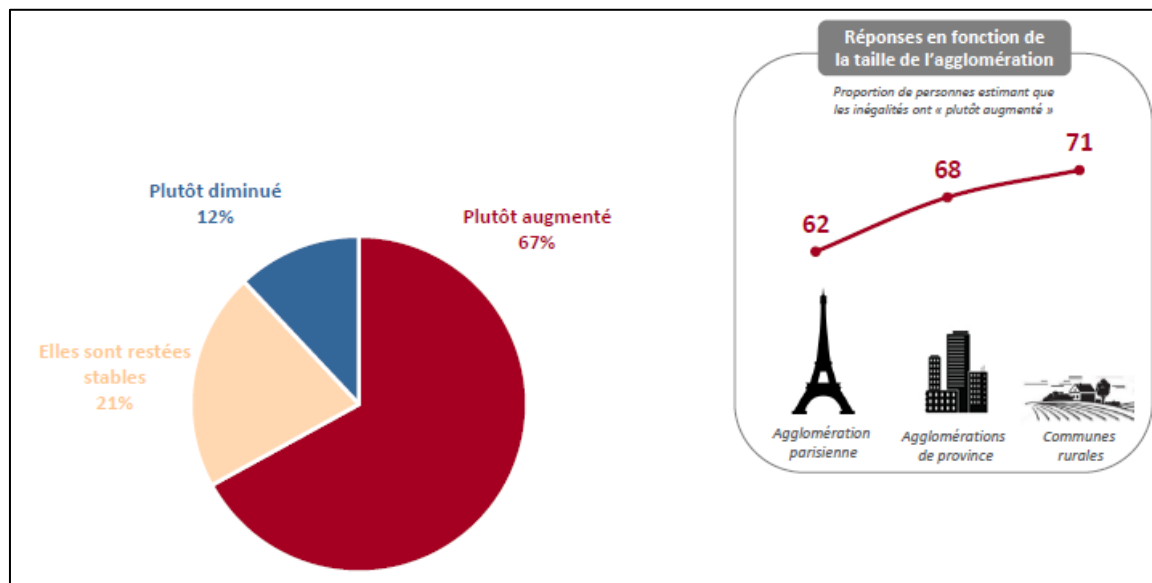


- Avez-vous le sentiment que [...] en ce qui concerne... ?



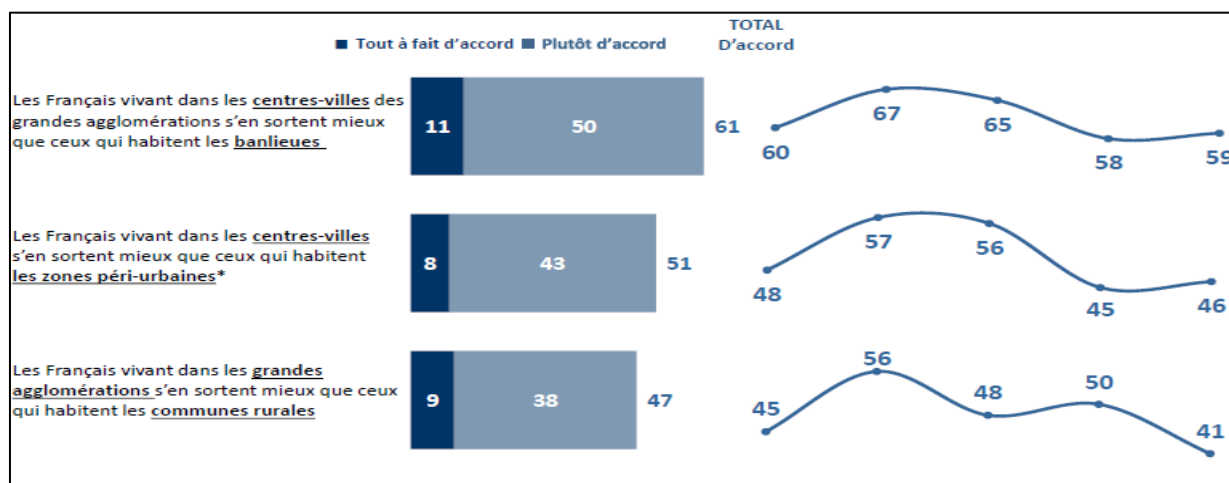
La perception des différents types d'inégalités en France

- La perception de l'évolution des inégalités en France au cours des dix dernières années



L'adhésion à des différentes affirmations sur l'état ou l'évolution des inégalités en France

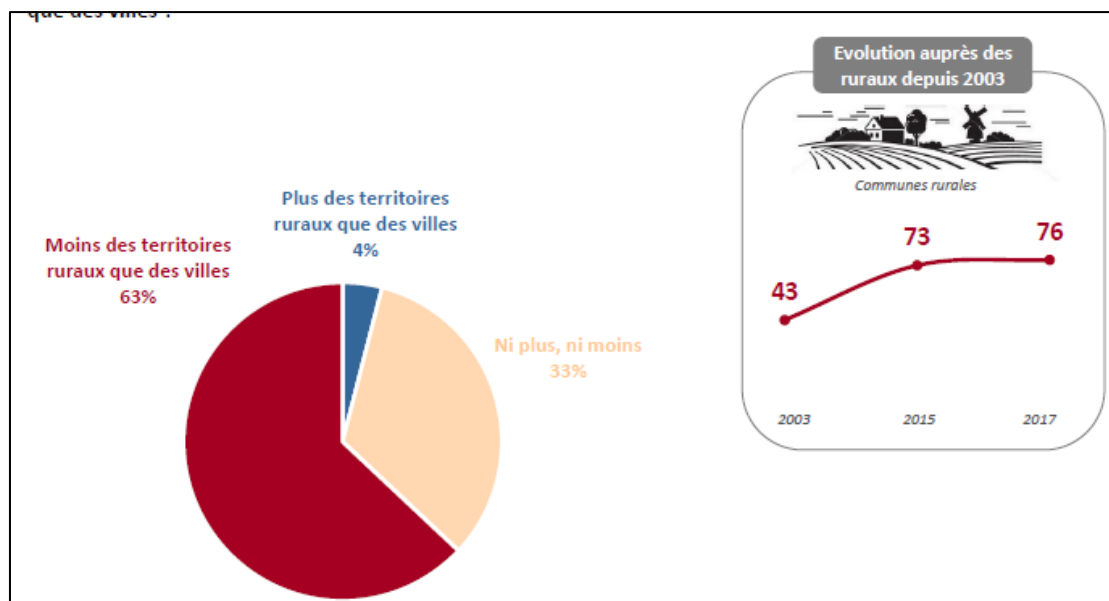
- Pour chacune des phrases suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord ? Aujourd'hui...



La perception de l'action des pouvoirs publics en faveur des territoires ruraux

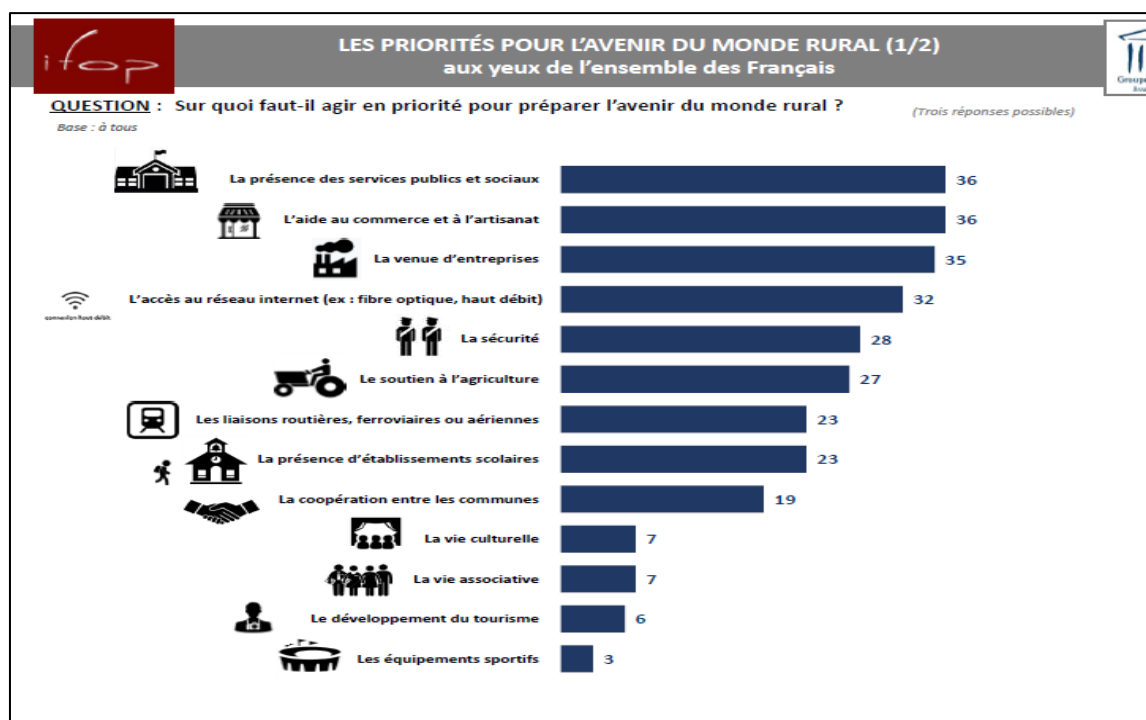
La perception de la place accordée aux territoires ruraux

- Avez-vous le sentiment que le gouvernement s'occupe plus, moins ou ni plus ni moins des territoires ruraux que des villes ?

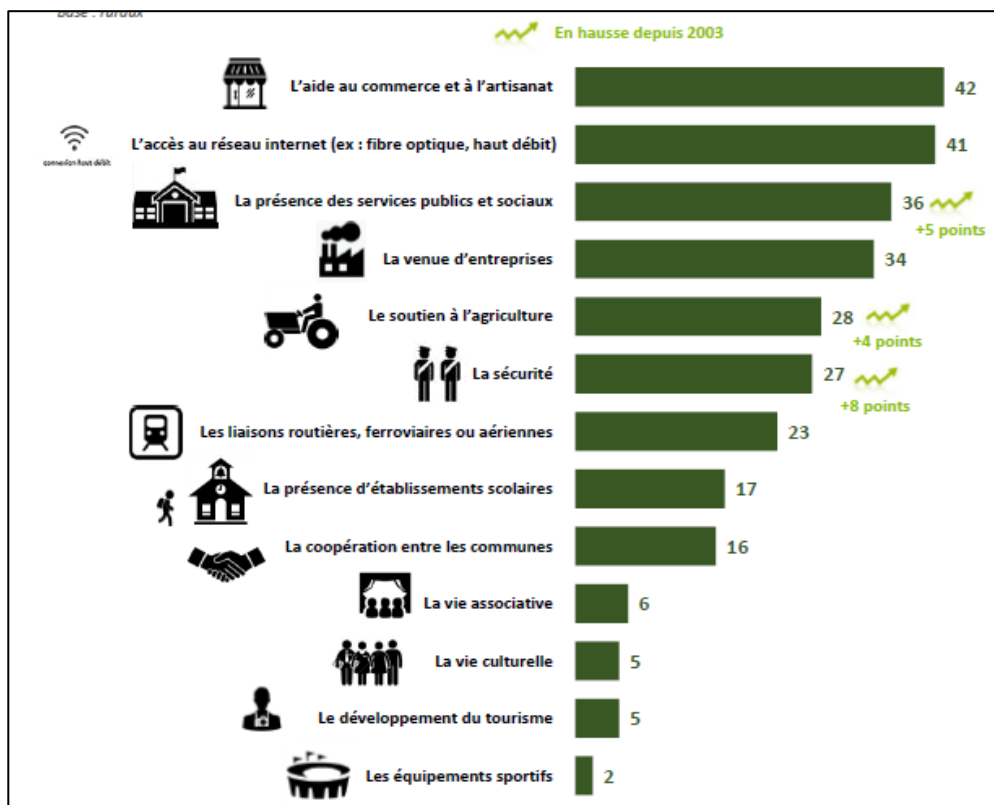


Les priorités pour l'avenir du monde rural

- Sur quoi faut-il agir en priorité pour préparer l'avenir du monde rural ?

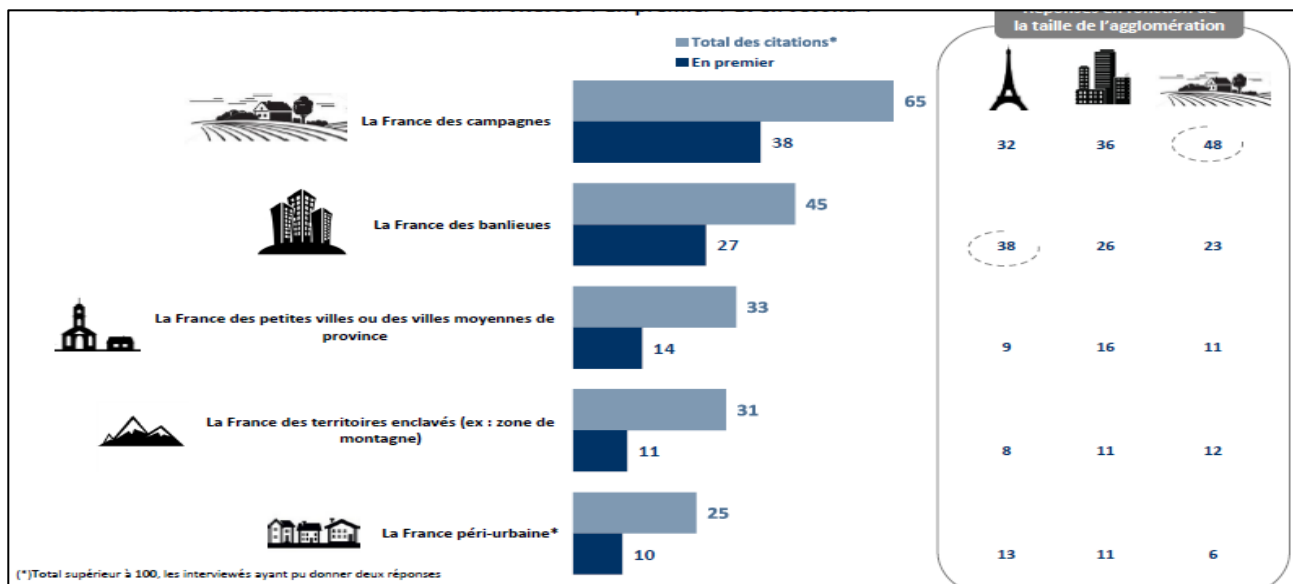


- Sur quoi faut-il agir en priorité pour préparer l'avenir du monde rural ?



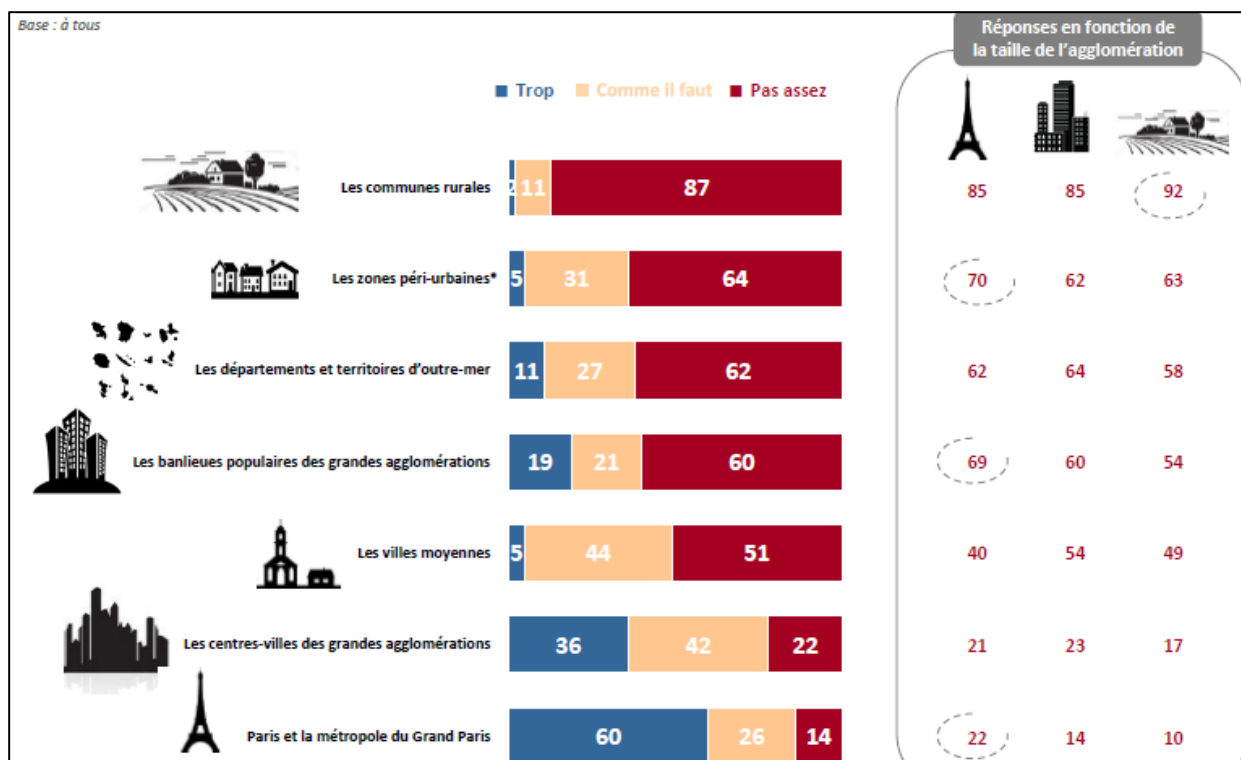
La perception des élus et de leur rôle dans la réduction des inégalités

- Aujourd'hui, à quelle France pensez-vous lorsque l'on parle d'une France délaissée, une France abandonnée ou à deux vitesses ? En premier ? Et en second ?



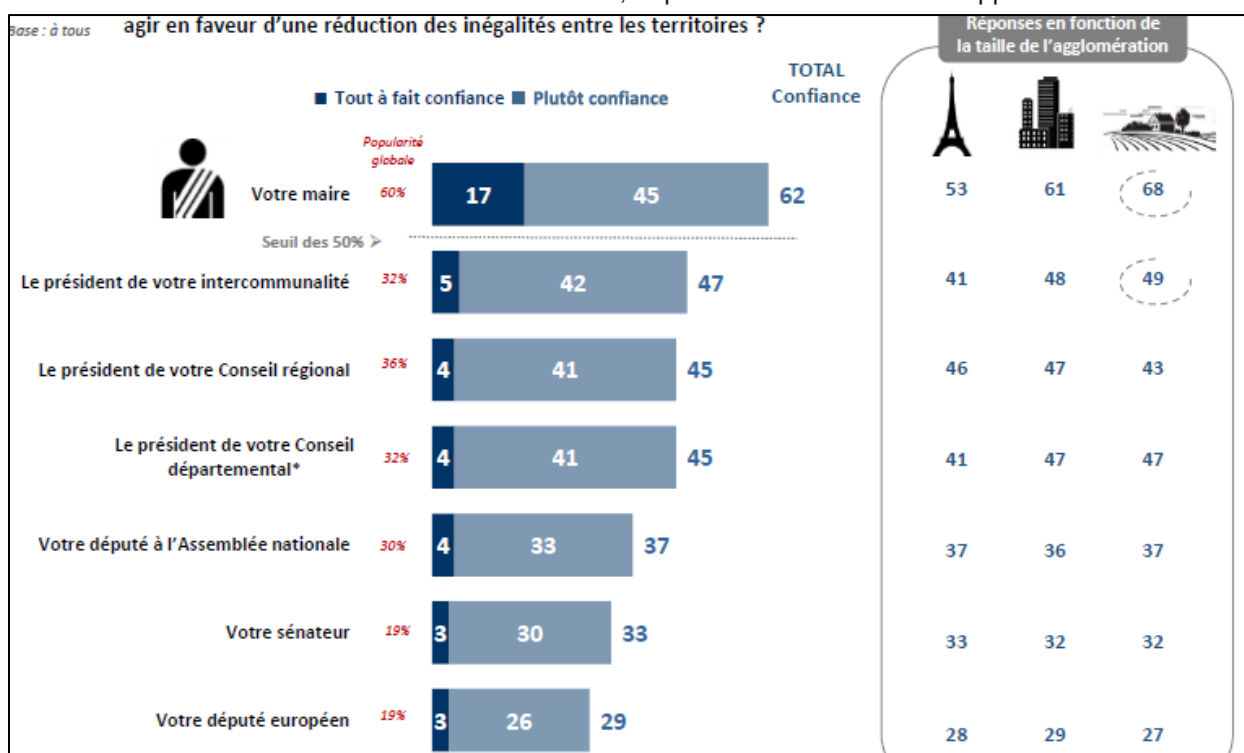
La perception de l'action des pouvoirs publics en faveur de différents territoires

- A vos yeux, les pouvoirs publics en font-ils trop, comme il faut ou pas assez pour... ?



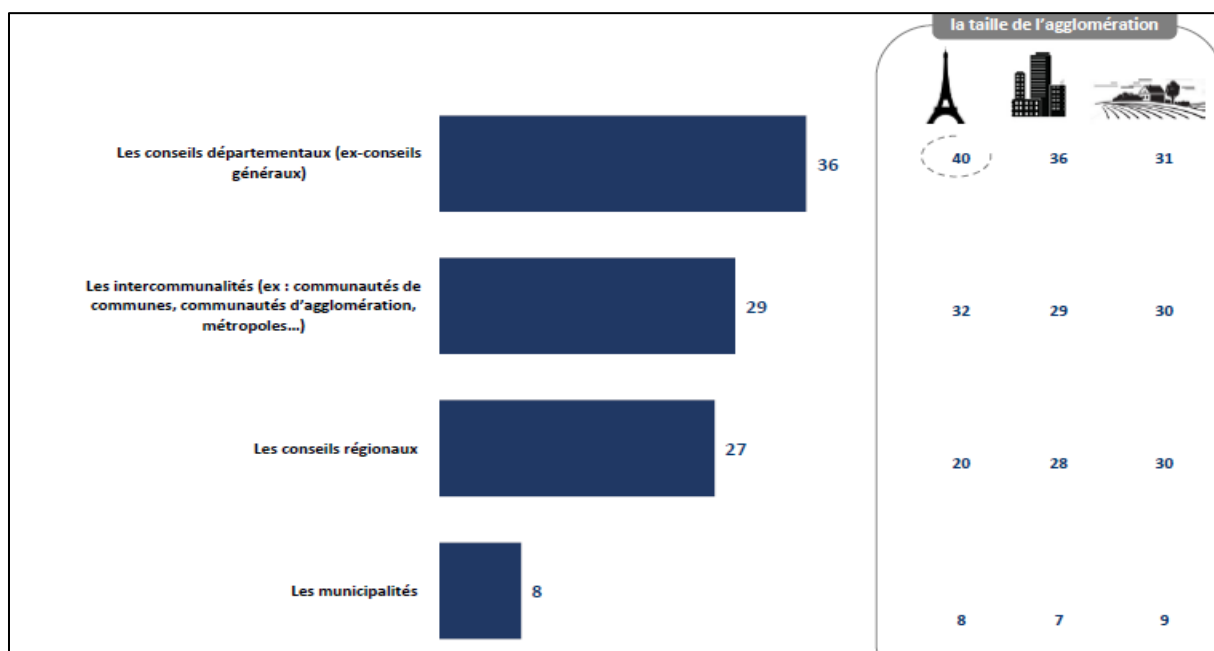
La confiance dans les différents élus pour réduire les fractures territoriales

- Parmi les collectivités territoriales suivantes, laquelle souhaiteriez-vous supprimer ?



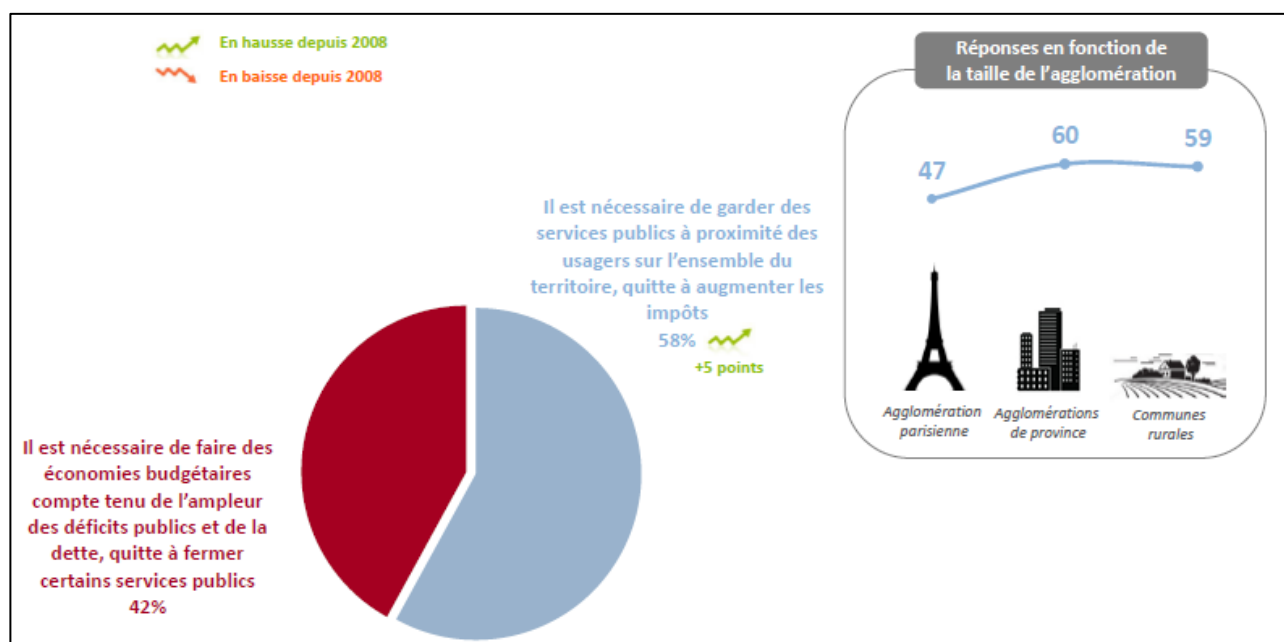
L'échelon territorial à supprimer aux lieux des habitants

- Parmi les collectivités territoriales suivantes, laquelle souhaiteriez-vous supprimer ?



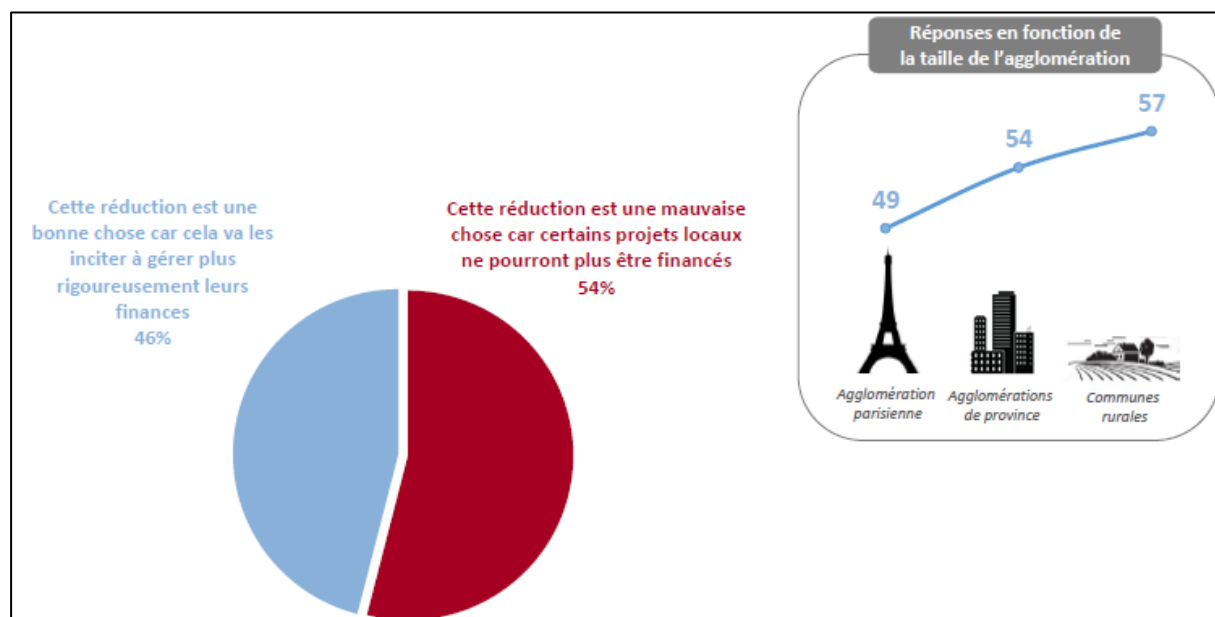
L'arbitrage entre économies budgétaires et maintien des services publics de proximité

- De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?



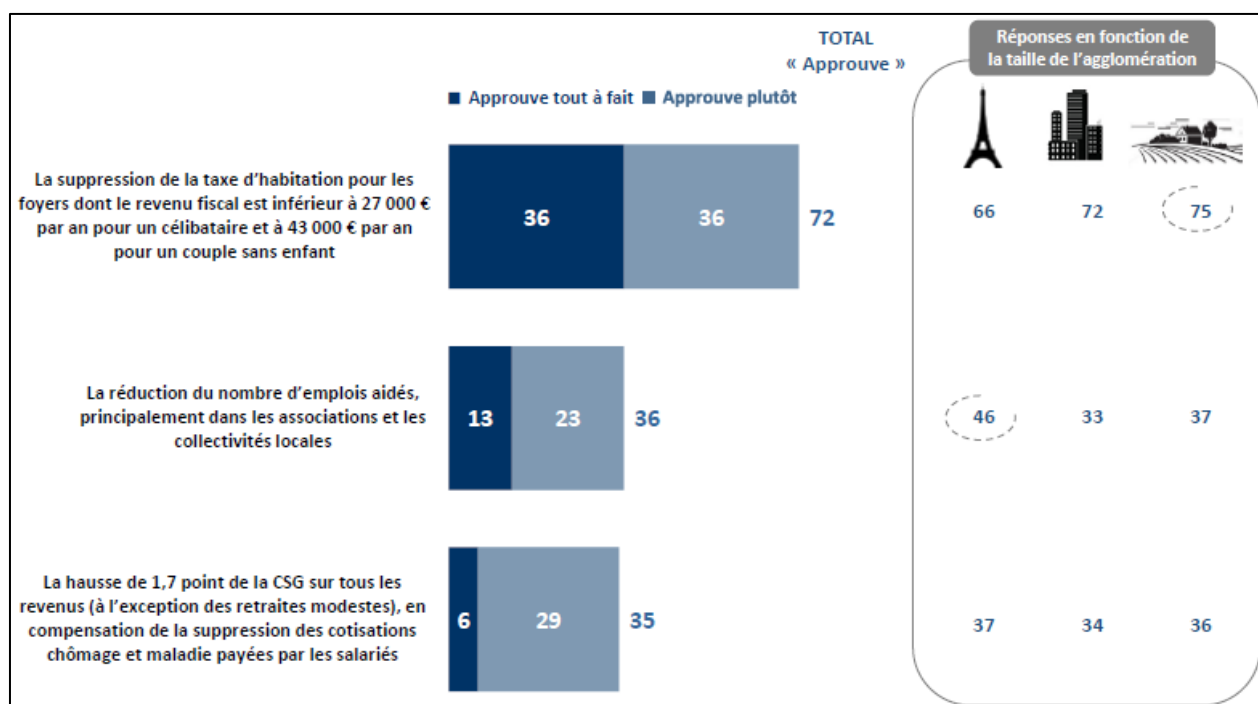
La perception de la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités locales

- L'Etat a décidé de réduire ses dotations aux collectivités locales. A ce sujet, de laquelle des deux opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?



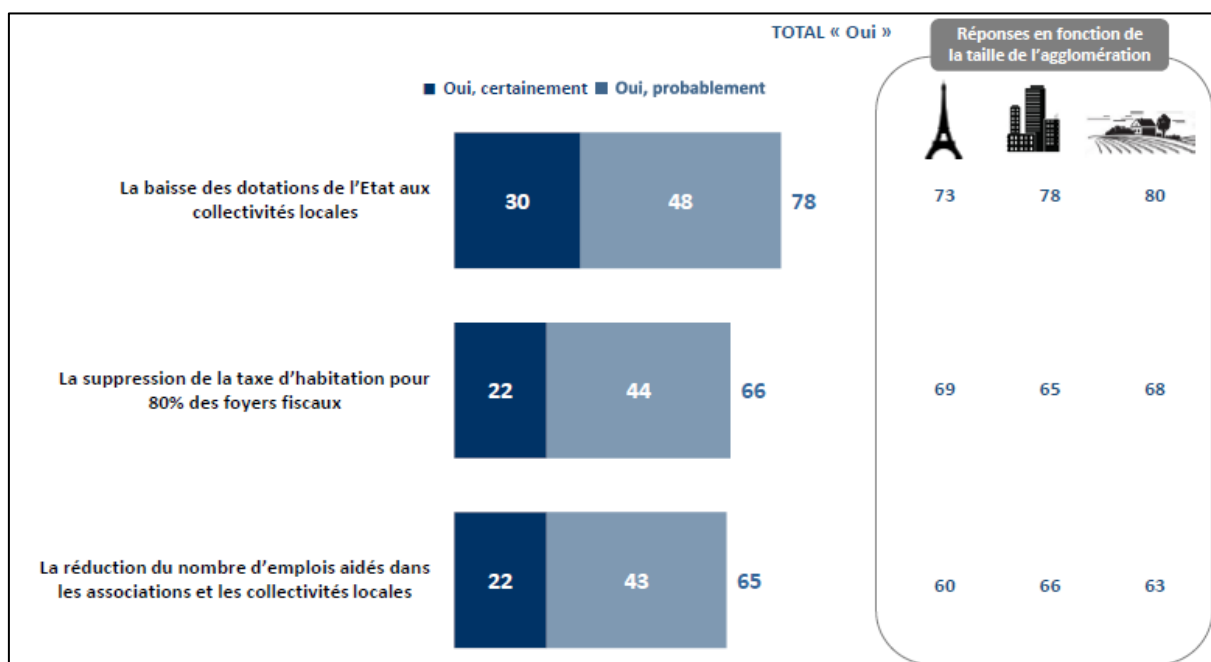
L'appréciation des dernières mesures budgétaires annoncées par le gouvernement

- Vous, personnellement, approuvez-vous chacune des mesures budgétaires suivantes annoncées par le gouvernement depuis l'élection d'Emmanuel Macron ?



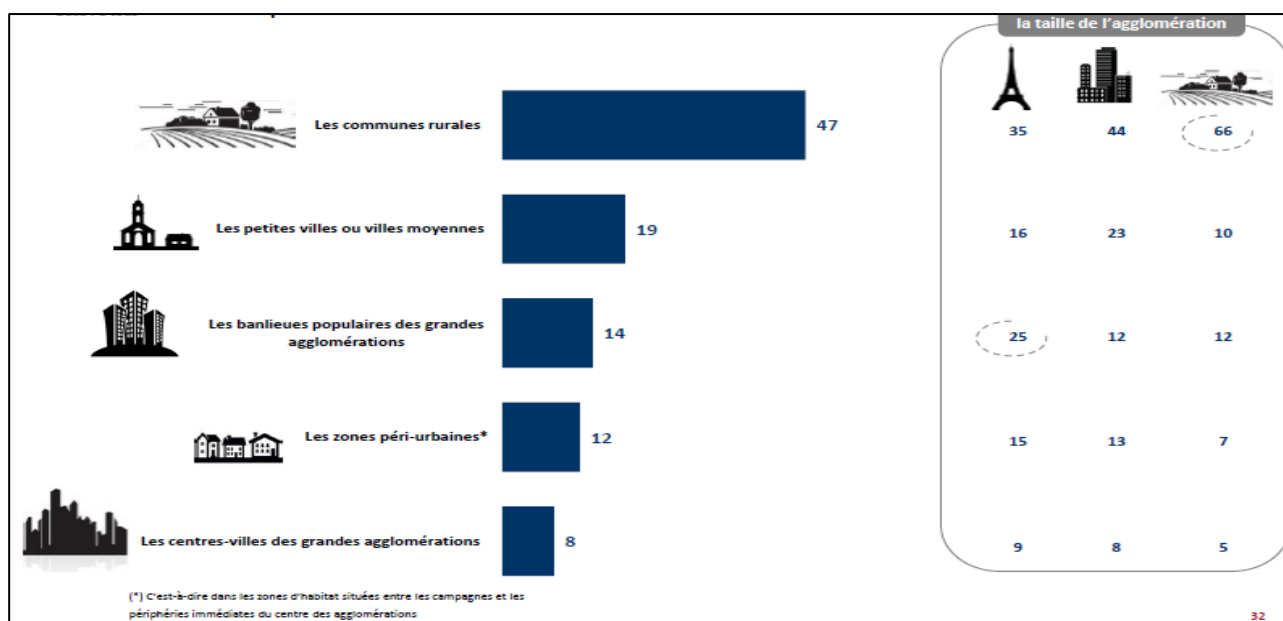
La perception de l'impact de la baisse des dotations de la taxe d'habitation et des emplois aidés sur la commune

- D'après vous, chacune de ces mesures va-t-elle empêcher votre commune d'agir ou d'investir dans les prochaines années ?



Le territoire le plus affecté par les dernières mesures du gouvernement

- Et d'après vous, quel type de territoire va le plus y perdre avec toutes les mesures que nous venons de citer ?



Fiche technique

Echantillon de 1 503 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 12 au 14 septembre 2017.

Baromètre Qualitel- Ipsos 2017 : les Français loin d'être égaux face à la qualité du logement

<https://www.ipsos.com/fr-fr/barometre-qualitel-ipsos-2017-les-francais-loin-detre-egaux-face-la-qualite-du-logement>

Ipsos – octobre 2017

L'Association Qualitel et Ipsos publient ce matin les résultats du premier Baromètre Qualitel-Ipsos sur la qualité de vie à la maison. Il a vocation à être reconduit chaque année, permet de mesurer le niveau et les motifs de satisfaction / insatisfaction des Français et leurs principales attentes vis-à-vis de leur logement.

Cette enquête d'opinion se distingue par son envergure – 2 700 personnes interrogées, 80 questions posées – et par une innovation méthodologique : le Qualiscore, un outil de scoring qui permet de noter, sur 10, la qualité perçue d'un logement sur la base de 15 critères (confort thermique, confort acoustique, luminosité...).

Les Français loin d'être égaux face à la qualité de leur logement

Si le Qualiscore moyen en France est de 6,7/10, ce chiffre masque des disparités importantes selon les profils sociodémographiques et le type de logement occupé.

Ainsi, pour être satisfait de la qualité de son logement, mieux vaut être propriétaire (7,2/10 vs 5,9 pour les locataires), habiter en maison (7/10 vs 6,2 en appartement), et si possible à la campagne (7,1/10 en zone rurale vs 6,2 à Paris intra-muros). Mieux vaut avoir plus de 60 ans (7,1/10 contre 6,4 pour les 25-44 ans) et vivre à deux (7/10 vs 6,3 pour les personnes vivant seules).

La surface joue évidemment un rôle important dans la satisfaction globale de son logement : le Qualiscore pour les surfaces de plus de 120 m² est de 7,5/10 – soit un score très supérieur à la moyenne française. L'année de construction est le facteur qui pèse le plus sur la qualité perçue du logement.

D'avantage encore que la surface, c'est la date de construction du logement qui a la plus grande incidence sur la qualité perçue : les personnes vivant dans un logement de moins de 10 ans affichent ainsi un Qualiscore moyen de 7,6/10. Ce score progresse encore lorsque ces logements sont à la fois récents et qu'ils bénéficient d'une certification ou d'une labellisation, pour atteindre 7,9/10. Les Français habitant un logement récent et certifié ou labellisé sont donc les « champions toutes catégories » de la satisfaction.

Si la qualité des logements construits avant 1900 est jugée comme acceptable par leurs occupants, avec une note de 6,7/10, la qualité perçue chute nettement pour les logements construits entre 1900 et 1980. Un trou d'air qui s'explique par le triple effet du boom démographique, de l'urbanisation et de la reconstruction accélérée des villes suite à la Seconde Guerre mondiale, qui a conduit à privilégier une approche quantitative, parfois au détriment de la qualité de l'habitat.

À partir de 1974, année de création de Qualitel, les pouvoirs publics s'emparent de la question de la qualité du logement. Les réglementations qui régissent la conception et la construction commencent alors à se développer.

La qualité perçue des logements bâtis entre 1980 et 2007 s'améliore, et plus encore celle des logements construits depuis 2007 (7,6/10), qui profitent des dernières normes comme les réglementations thermiques et acoustiques ou de l'évolution des modes et matériaux de construction.

Ce mouvement global d'amélioration de la qualité se manifeste plus particulièrement pour les logements sociaux. Les plus récents enregistrent un score moyen de 7/10, très nettement supérieur à celui des logements sociaux de plus de 10 ans (5,4/10).

Cinq « plaies » dégradent la qualité de vie quotidienne des Français

Si le Qualiscore global nous donne une indication quant aux catégories de Français les mieux et les moins bien loties, c'est l'étude détaillée des 15 items testés (voir liste complète plus bas) qui permet d'identifier les critères qui contribuent le plus à l'insatisfaction.

Il apparaît que cinq « plaies » affectent tout particulièrement la qualité de vie à la maison. On les retrouve surtout en appartement et en ville : la mauvaise isolation thermique, une consommation énergétique excessive, l'isolation acoustique déficiente, la mauvaise qualité des matériaux de construction et la mauvaise aération.

n° 1 : l'inconfort thermique – La moitié des Français déclare avoir parfois ou souvent trop froid en hiver, la même proportion dit avoir trop chaud en été. Ceux qui vivent en appartement sont particulièrement affectés (41 % d'insatisfaction vs 26 % en maison).

n° 2 : la consommation énergétique – 1/3 des Français se disent insatisfaits de la consommation énergétique de leur logement. Le chauffage individuel électrique, qui est pourtant le plus utilisé (34 % de la population), est aussi celui qui est considéré comme le moins satisfaisant par les Français. En cause : les installations anciennes, car le niveau d'insatisfaction vis-à-vis du chauffage électrique baisse dès lors que le logement est récent.

n° 3 : le défaut d'isolation acoustique – La mauvaise isolation acoustique est également une plaie quotidienne pour 3 Français sur 10. Elle frappe surtout les habitants d'appartements et de studios. À tel point que 31 % des occupants de studio disent être souvent ou très souvent réveillés la nuit par des bruits provenant de leur voisinage, contre seulement 12 % pour l'ensemble des Français. La mauvaise isolation engendre des frictions : ainsi 4 personnes sur 10 vivant en appartement ont déjà vécu des tensions avec leurs voisins à cause du bruit.

n° 4 : la mauvaise qualité des matériaux de construction – 25 % des Français se disent insatisfaits de la qualité des matériaux de construction de leur logement : c'est seulement le cas pour 15 % des occupants propriétaires contre 41 % des locataires.

n° 5 : la mauvaise qualité de l'aération et de la ventilation – Un Français sur cinq se plaint d'une mauvaise aération / ventilation au sein de son logement. Une plaie qui affecte presque trois fois plus les locataires (35 %) que les propriétaires (13 %) et qui est très directement liée à la surface du logement : 20 % des occupants de logements de moins de 75 m2 affirment même que l'air qu'ils respirent dans leur logement « n'est pas sain ».

Focus - Le paradoxe parisien

Si les prix de l'immobilier de l'agglomération parisienne restent très supérieurs à la moyenne nationale, la qualité perçue des logements y est plus faible qu'ailleurs (Qualiscore moyen de 6,4/10 en agglomération parisienne, 6,2 à Paris intra-muros). Les habitants de l'agglomération parisienne sont ainsi les *recordmen* de l'insatisfaction pour quatre des cinq plaies du logement : l'isolation acoustique (38 % d'insatisfaction) le confort thermique (37 %), la qualité des matériaux de construction (30 %), l'aération et ventilation (30 %). Les Parisiens intra-muros sont les plus sujets aux nuisances quotidiennes : ils sont deux fois plus nombreux que la moyenne des Français à être souvent réveillés la nuit par le bruit extérieur et à se dire gênés par des odeurs de déchets ou de poubelles.

L'analyse de Bertrand Decambre, président de l'association Qualitel

« Les résultats de ce premier baromètre permettent d'apporter un éclairage utile aux décideurs publics comme à l'ensemble des acteurs œuvrant à la qualité de l'habitat. On voit par exemple que les logements construits entre 1900 et 1980 souffrent d'un déficit qualitatif qui est clairement ressenti par les Français » juge Bertrand Delcambre, Président de l'Association QUALITEL.

« Cela engendre des nuisances très concrètes dans leur vie quotidienne et cela pose donc clairement la question de la rénovation, pas uniquement énergétique, du parc de logements anciens. Celle-ci devient une priorité nationale. Elle constitue un enjeu fondamental en termes de qualité de vie des Français bien sûr, mais aussi d'activité économique et de progrès environnemental. La rénovation des logements anciens sera un chantier prioritaire du XXI^e siècle. »

Par ailleurs, fort de ces enseignements, Bertrand Delcambre souligne l'importance de continuer à concevoir et appliquer des normes efficaces, en adéquation avec les nouveaux défis sociétaux et environnementaux : *« alors que la population française vieillit, une majorité de Français jugent que leur logement n'est pas adapté pour les personnes âgées ou handicapées. De même, le logement de demain doit mieux prendre en compte les impacts du changement climatique comme les périodes de canicule ainsi que les préoccupations des Français relatives à leur sécurité, y compris sanitaire ».*

« Les normes portant sur l'habitat, après avoir montré leur efficacité pour améliorer la qualité du logement au cours des dernières décennies, et au moment où certaines d'entre elles sont critiquées, devront accompagner une mutation intelligente du logement pour répondre à ces nouveaux défis ».

Pour être satisfait de son logement, mieux vaut être...
propriétaire plutôt que locataire

7,2_{/10}

Propriétaires



5,9_{/10}

Locataires

Mieux vaut habiter...
une maison plutôt qu'un appartement

7_{/10}

Habitants de maison



6,2_{/10}

Habitants d'appartement

Mieux vaut habiter...
à la campagne plutôt qu'en ville

7,1_{/10}



Commune rurale

6,8_{/10}



- 20 000 habitants

6,7_{/10}



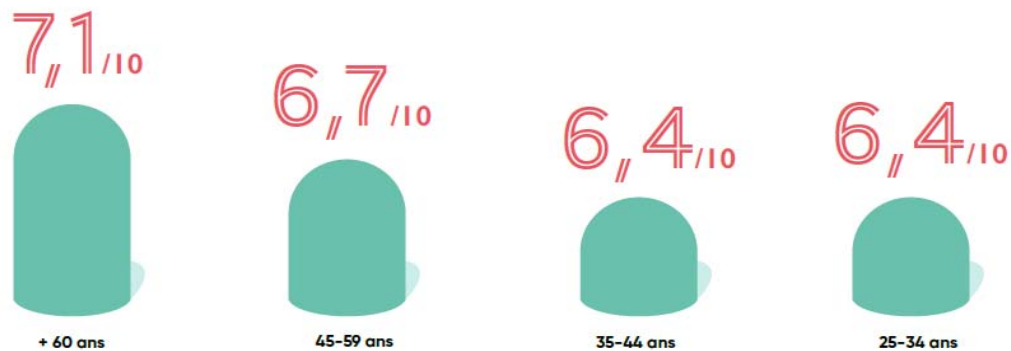
+ 20 000 habitants

6,2_{/10}



Paris intra-muros

Mieux vaut être...
baby boomer plutôt que génération Y



Mieux vaut...
ne pas habiter seul

7 /10
 Foyers de deux personnes



6,3 /10
 Foyers d'une personne

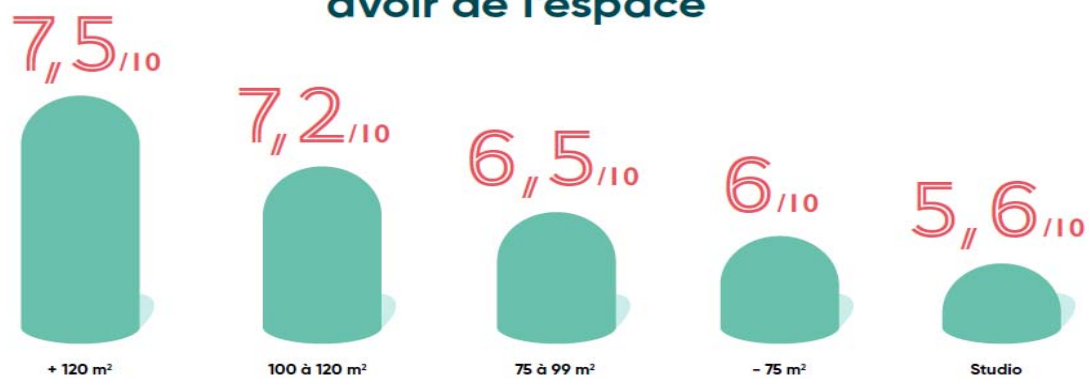
Mieux vaut...
être entouré de verdure
 (parc, forêt, champ)

7,3 /10
 Très proche de la nature

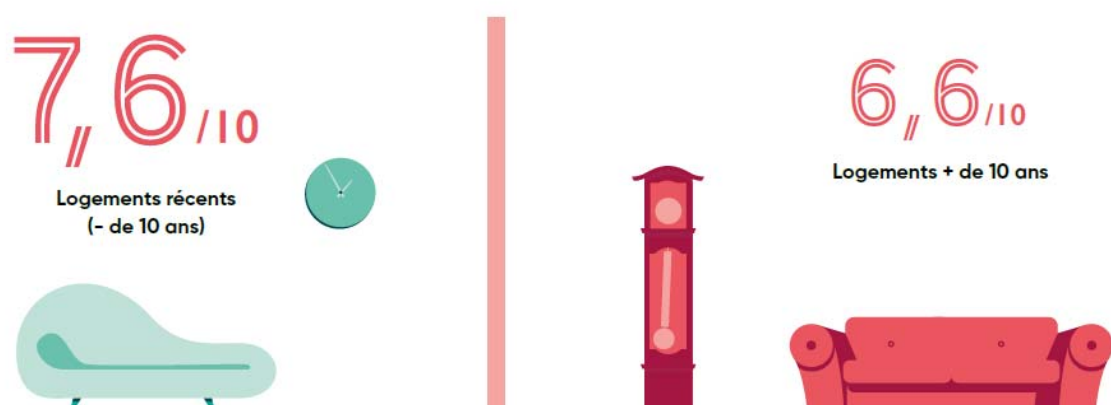


5,8 /10
 Éloigné de la nature

Mieux vaut... avoir de l'espace



... un logement récent (moins de 10 ans)



La qualité perçue varie en fonction de l'année de construction du logement



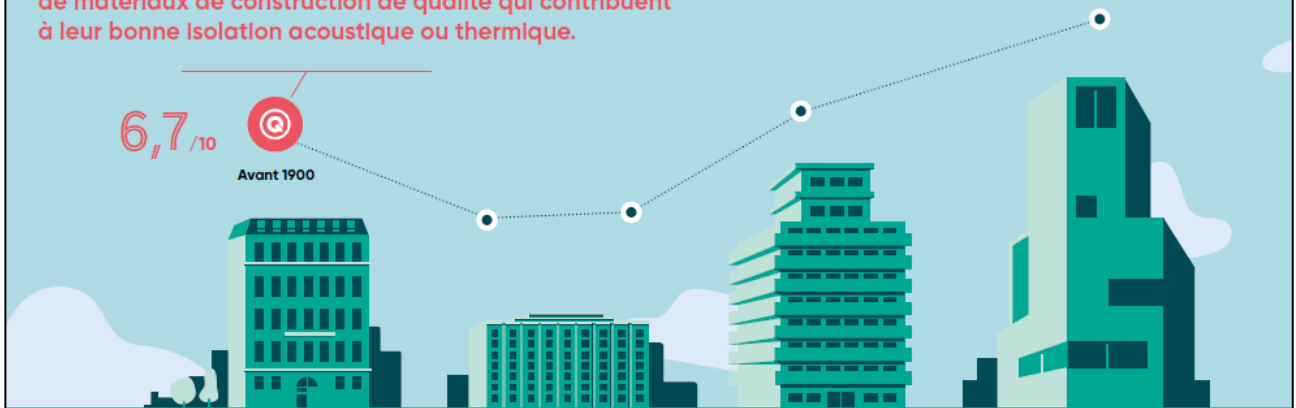
Les logements d'avant 1900 sont encore appréciés

Ceux qui ont résisté jusqu'à nos jours ont globalement bénéficié de matériaux de construction de qualité qui contribuent à leur bonne isolation acoustique ou thermique.

6,7 /10



Avant 1900



Qualité du logement : le trou d'air du XX^e siècle

Au XX^e siècle, on a construit vite et pas toujours bien, sous la triple pression du boom démographique, de l'urbanisation et de la reconstruction. Les logiques quantitatives priment sur les exigences qualitatives.

6,2 /10

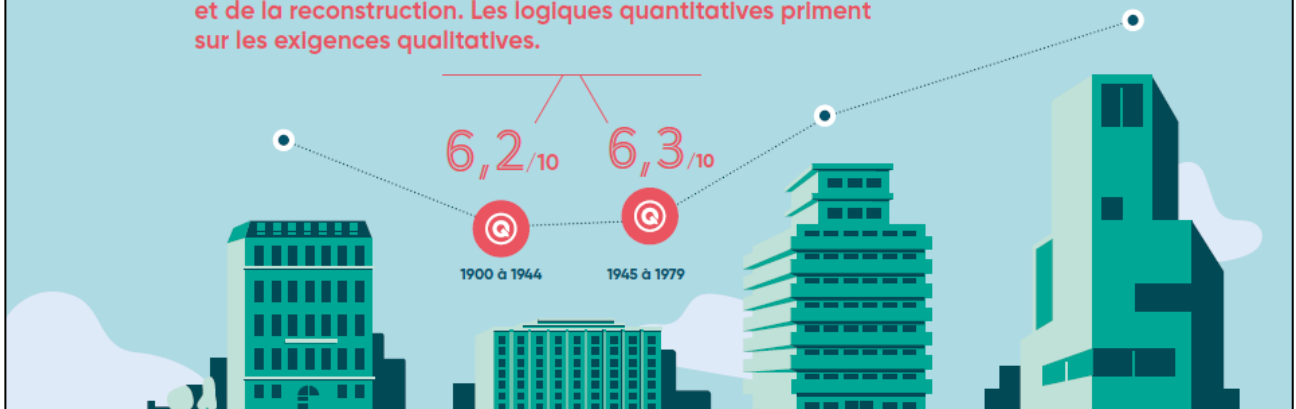


1900 à 1944

6,3 /10



1945 à 1979



À partir des années 1970, les pouvoirs publics s'emparent de la question de la qualité du logement

Les réglementations qui régissent la conception et la construction se développent (acoustique, thermique, contrôle technique...). Les effets sont perçus par les habitants dès les années 1980.

1980 à 2007

7 /10



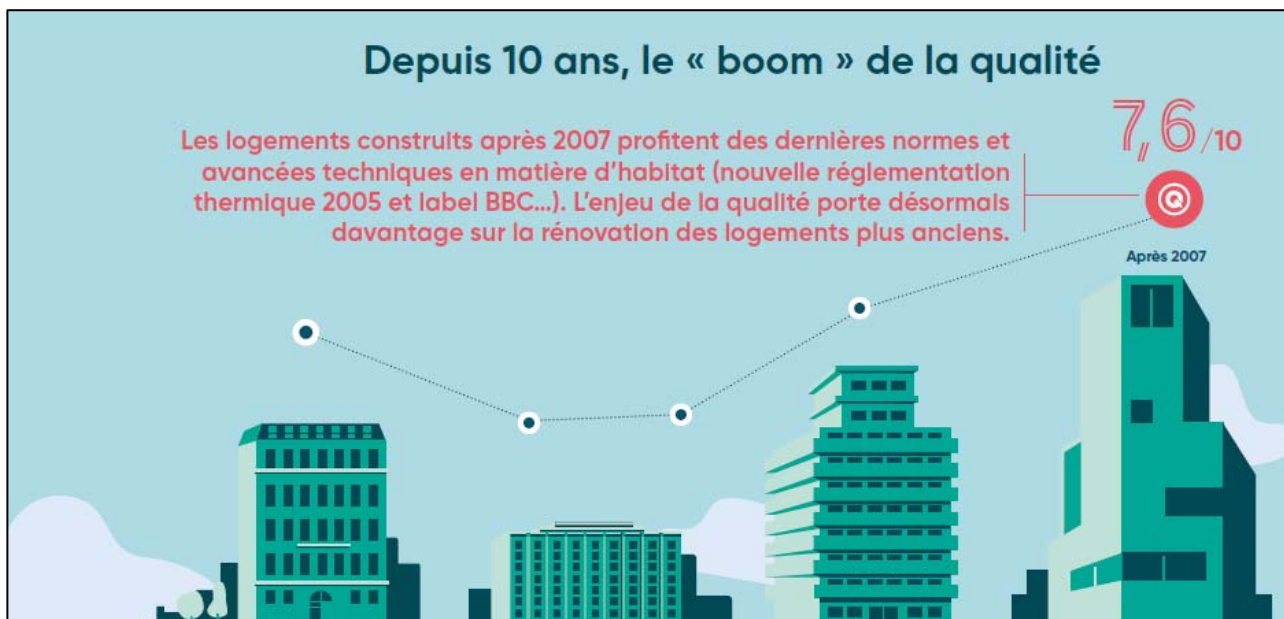
Depuis 10 ans, le « boom » de la qualité

Les logements construits après 2007 profitent des dernières normes et avancées techniques en matière d'habitat (nouvelle réglementation thermique 2005 et label BBC...). L'enjeu de la qualité porte désormais davantage sur la rénovation des logements plus anciens.

7,6/10



Après 2007



Cette amélioration profite particulièrement aux logements sociaux

7/10

Logements sociaux - 10 ans

5,4/10

Logements sociaux + 10 ans



L'essor des certifications et labels contribue à élever la qualité de l'habitat

7,7/10

Certifiés ou labellisés



6,6/10

Non certifiés ou labellisés



**Et cela reste vrai
pour les logements les plus récents !**

7,9_{/10}

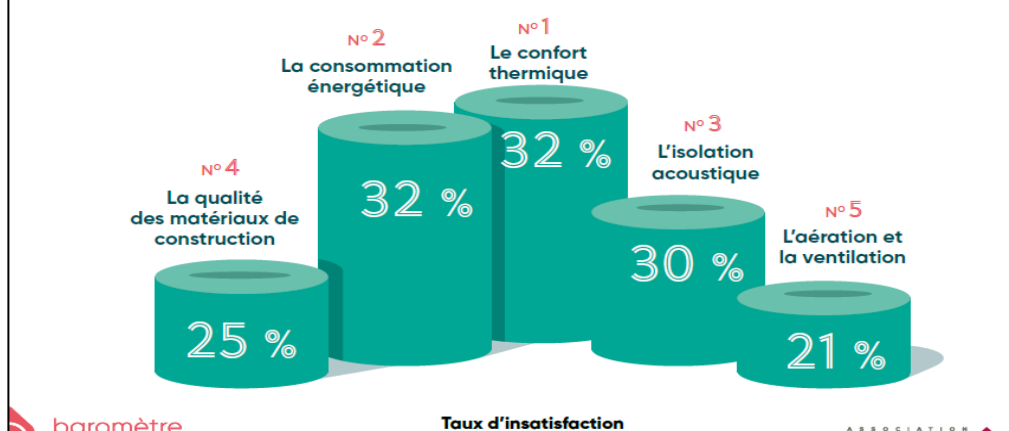
Logements - de 10 ans
certifiés ou labellisés



7,4_{/10}

Logements - de 10 ans
non certifiés ou labellisés

Les 5 plaies du logement



**"Il m'arrive (parfois ou souvent),
dans mon logement :**

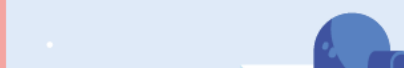
58 %

d'avoir trop chaud."



47 %

d'avoir trop froid."



... c'est celui qui génère le plus d'insatisfaction !

"Je ne suis pas satisfait du niveau de consommation en énergie de mon logement."

37 %



Chauffage indiv.
électrique

33 %



Chauffage indiv.
au gaz ou fuel

31 %



Chauffage
collectif

27 %



Chauffage indiv.
au bois

24 %



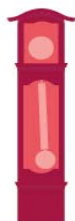
Chauffage par pompe
à chaleur

... mais cette insatisfaction baisse nettement quant il s'agit de logements récents !

"Je ne suis pas satisfait du niveau de consommation en énergie de mon logement."

39 %

Chauffage indiv. électrique
Logements de + de 10 ans



24 %

Chauffage indiv. électrique
Logements récents (- de 10 ans)



"Je ne suis pas satisfait du confort thermique de mon logement."

41 %

Habitants
d'appartement



26 %

Habitants
de maison

"Je suis souvent, voire très souvent, réveillé la nuit par des bruits venant de mon voisinage."

31 %



Studios

21 %



Appartements

7 %



Maisons

42 %

des Français vivant en appartement disent avoir déjà vécu des tensions avec leurs voisins pour des problèmes liés au bruit.



"Je ne suis pas satisfait de la qualité des matériaux de construction de mon logement."

41 %

Locataires



15 %

Propriétaires

N° 4

La qualité des matériaux
de construction

25 %

D'INSATISFACTION

N° 5

L'aération et la ventilation

21 %

D'INSATISFACTION

"Je ne suis pas satisfait de l'aération
ou de la ventilation de mon logement."

35 %

Locataires

13 %

Propriétaires

"L'air que je respire dans mon logement,
à mon avis, n'est pas sain."

20 %



- 75 m²

15 %



75 à 99 m²

8 %



100 à 120 m²

6 %



+ 120 m²

43 %

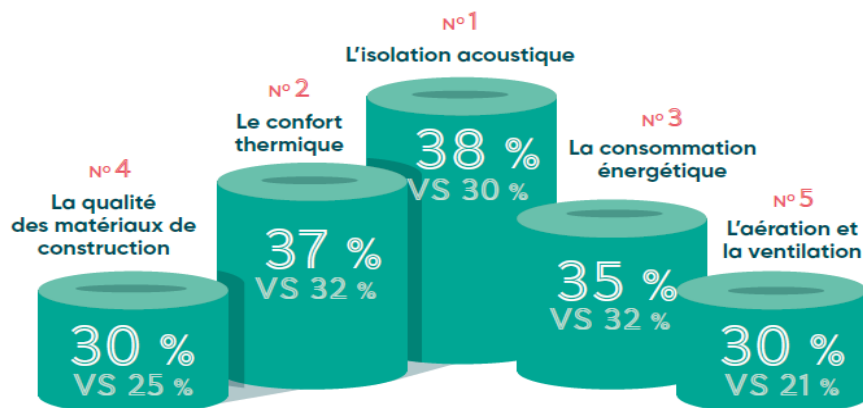
des habitants de studio ne sont pas satisfaits
de leur aération ou leur ventilation.

50 %

d'entre eux ne peuvent pas faire de courants
d'air dans leur logement.

LES PARISIENS sont les plus affectés par ces plaies

Sur 4 des 5 plaies du logement, les habitants de l'agglomération parisienne sont **recordmen** du taux d'insatisfaction.



baromètre

Taux d'insatisfaction

ASSOCIATION

Plus de locataires, plus d'appartements,
plus de logements construits entre 1900 et 1979...

L'agglomération parisienne concentre les catégories
de logements et de populations ayant les moins bons
Qualiscores.

La faible surface moyenne contribue à l'insatisfaction...

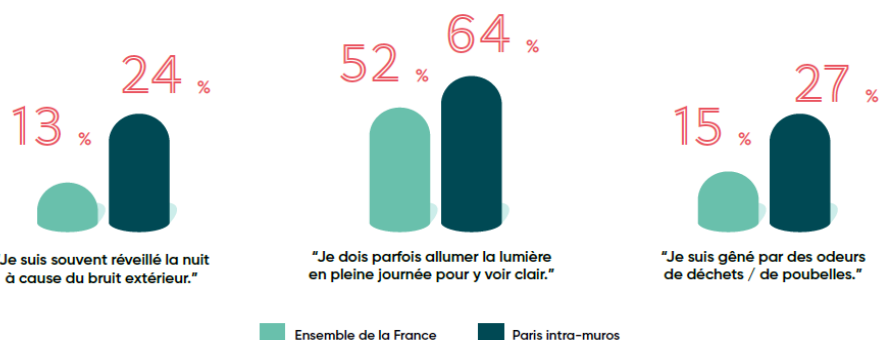


baromètre
Qualitel

ASSOCIATION
QUALITEL
POUR LA QUALITÉ DU LOGEMENT

INSEE

Les Parisiens intra-muros sont particulièrement touchés par les nuisances du quotidien



Logement : petites et grandes

INQUIÉTUDES

La sécurité de l'immeuble est questionnée... mais pas dans les logements récents

"Je considère que les parties communes de mon immeuble ne sont pas sécurisées."

31 %

Ensemble des habitants en immeuble



18 %

Habitants d'immeubles récents (- de 10 ans)

Baromètre

Source : Baromètre de la sécurité

Les Français ne se voient pas forcément vieillir dans leur logement actuel

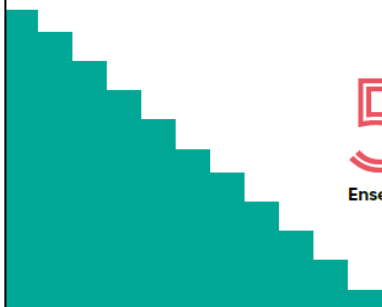
"Je ne suis pas satisfait de l'adaptation de mon logement aux personnes âgées / handicapées."

56 %

Ensemble des Français

28 %

Logements récents (- de 10 ans)



LE QUART

des Français
ont déjà eu la visite
de rats ou de souris...



LA MOITIÉ

d'insectes nuisibles
(cafards, punaises,
puces...)

**"Je me sens, dans mon logement,
dans une situation inconfortable en cas de canicule."**

44 %



Agglomération
parisienne

29 %



+ 20 000 habitants

26 %



- 20 000 habitants

16 %



Commune rurale

Fiche technique

Le Qualiscore est un indice composite conçu par les équipes scientifiques d'Ipsos. Il permet de noter la qualité perçue du logement sur la base de quinze critères. Une note sur 10 est obtenue en pondérant le poids de chacun de ces critères en fonction de sa contribution à la satisfaction globale (test de Fisher) et en fonction de l'intensité de la satisfaction exprimée par les répondants, sur une échelle de 4 allant de « très satisfait » à « très insatisfait ». Les 15 critères du Qualiscore : l'isolation acoustique ; la sécurité des immeubles/parcelles/lotissements ; l'aération ou la ventilation ; le niveau d'humidité ; le niveau de consommation en énergie(s) ; La luminosité naturelle ; la qualité de la vue sur l'extérieur ; la qualité de la végétation/de la verdure à proximité du logement ; la qualité des installations sanitaires ; le nombre et la taille de vos fenêtres ; la sécurité électrique ; le confort thermique ; la qualité de la connexion internet ; l'adaptation du logement aux personnes handicapées et/ou âgées ; la qualité des matériaux de construction.

Les Français et les Apl

<https://www.bva-group.com/sondages/6636-2/>

Bva – octobre 2010

Les Français sont peu informés de la stratégie présentée par le Gouvernement en matière de politique de logement : spontanément, sept sondés sur dix sont incapables de citer une des mesures annoncées (69 %). Parmi ceux ayant entendu parler de mesures portant sur la politique de logement, c'est sans conteste la baisse des Apl qui est la plus connue (13 % des citations spontanées).

La prise en charge par les bailleurs sociaux de la baisse des Apl pour les locataires en Hlm est une mesure perçue négativement par une majorité de Français. Ceux-ci jugent en effet qu'elle aura des impacts négatifs en termes de rénovation (50 % effet négatif) ou de construction (48 %) de logements sociaux, de rénovation de certains quartiers en difficulté (48 %) voire même plus largement en matière d'emploi dans le secteur du bâtiment (45 %).

Par ailleurs, une large majorité de Français rejette la suppression de « l'Apl accession », bénéficiant jusqu'à aujourd'hui aux ménages les plus modestes souhaitant devenir propriétaires : 64 % s'y opposent, dont 42 % qui ne l'approuvent même pas du tout. Enfin, près de sept Français sur dix déclarent soutenir la campagne « Vive l'Apl ! » (68 %, dont 29 % tout à fait). Au final, les mesures testées concernant la politique de logement, et notamment de logement social, sont très peu soutenues.

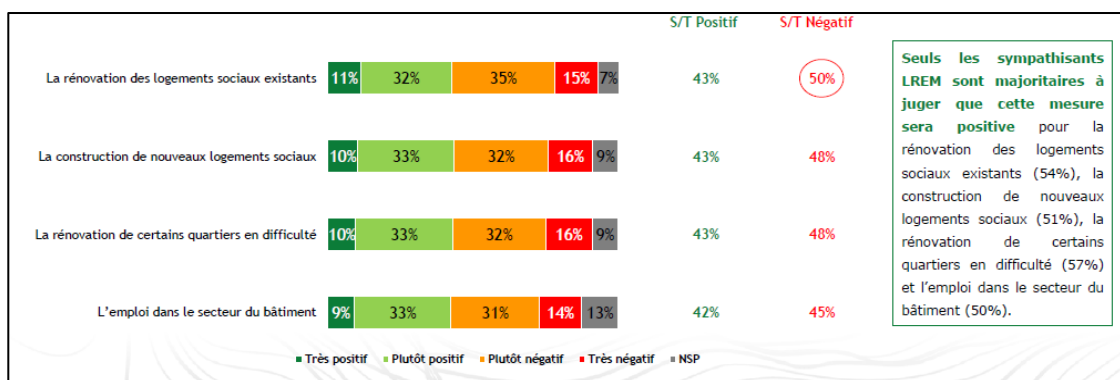
Des Français peu informés de la stratégie du gouvernement en matière de logement

- Le Gouvernement a présenté il y a quelques jours sa stratégie en matière de logement pour les cinq années à venir. Pouvez-vous me dire ce que vous en avez retenu ?

CITE AU MOINS UN ELEMENT	31%	ST Modifications des impôts	4%
ST Modifications des aides	17%	Suppression de la taxe d'habitation	2%
Eléments portant sur les APL	15%	Changements au niveau des impôts (sp)	2%
Diminution de l'APL	13%	Baisse de la taxe d'habitation	1%
Suppression de l'APL	2%	ST Diminution des loyers	4%
Changement au niveau de l'APL (sp)	2%	Diminution du prix du loyer (sp)	2%
Baisse des aides sociales	1%	Diminution du prix du loyer des logements HLM	1%
Changement du PTZ	1%	Demander aux propriétaires de baisser les loyers	1%
ST Evolution, rénovation du parc immobilier	7%	Facilité l'accès au logement, à la propriété	2%
Améliorer l'efficacité énergétique	3%	Réfractaire aux mesures annoncées	2%
Agir sur l'isolation des logements	1%	ST Autres éléments	3%
Rénovation du parc immobilier	1%	Modifier les règles de location, loyer à durée déterminé	1%
D'avantage de logements sociaux	1%	Autres	1%
D'avantage de constructions	1%	Rien / NSP	69%

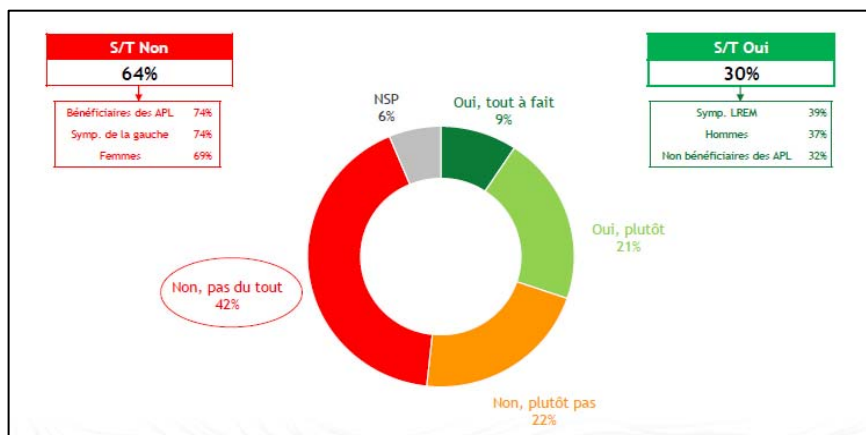
Les Français prévoient une répercussion négative de la baisse des Apl pour les locataires en Hlm en termes d'investissements dans le logement social

- Le gouvernement a décidé d'une baisse de l'Apl de 60 euros par mois pour les bénéficiaires qui sont locataires en Hlm. Le gouvernement demande aux organismes Hlm de prendre à leur charge la totalité du coût de cette baisse des Apl, pour les locataires concernés, c'est-à-dire 1,5 milliard d'euros, contre certaines contreparties. Cela représente la quasi-totalité de leurs capacités d'investissement. D'après vous, la prise en charge de la baisse des Apl par les organismes Hlm aura-t-elle un impact très positif, plutôt positif, plutôt négatif ou très négatif sur :



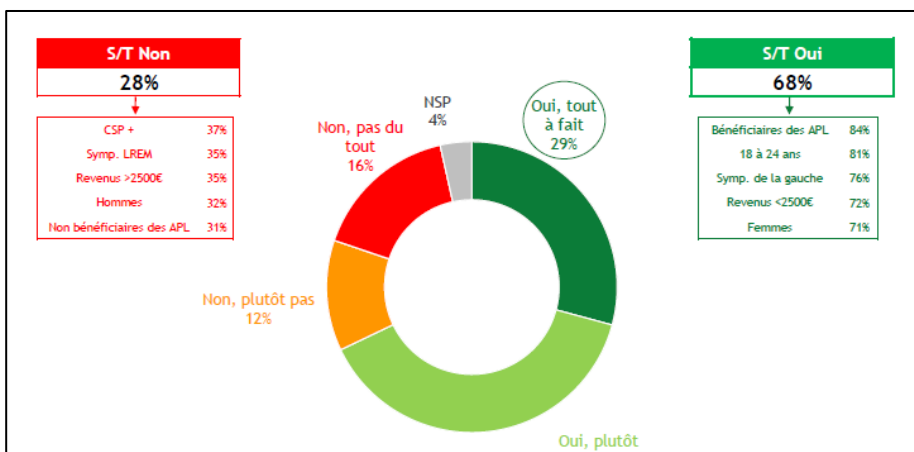
La suppression des « Apl accession », une mesure largement rejetée par l'opinion

- Le gouvernement a annoncé la suppression des Apl, pour les ménages modestes qui accèdent à la propriété.
Vous, personnellement, approuvez-vous tout à fait, plutôt pas ou pas du tout cette mesure ?



Une mobilisation en faveur des Apl qui bénéficie d'un soutien important

- Un collectif de plus de 60 organisations, regroupant les syndicats, les associations d'élus, plusieurs associations caritatives, les organismes d'Hlm, a lancé une campagne intitulée « Vive l'Apl ! » dont l'objectif est de défendre les aides au logement.
Vous personnellement, soutenez-vous cette démarche ?



Fiche technique

Etude réalisée par l'Institut Bva par téléphone du 6 au 7 octobre 2017 auprès de 977 Français, âgés de 18 ans et plus. La représentativité des échantillons a été assurée grâce à la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, Csp de la personne de référence du ménage, catégorie d'agglomération et région de résidence.

Les Français et l'accèsion à la propriété – vague 4

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3897

Ifop – novembre 2017

Capfi

Un pessimisme qui s'atténue considérablement vis-à-vis du contexte économique.

Cette année, la part des Français âgés de 25 à 65 ans se montrant toujours pessimistes sur la situation économique actuelle, estimant que « nous sommes toujours en pleine crise », devient minoritaire (48 %) et enregistre une baisse significative de 9 points en un an, et de 17 points en deux ans.

Un état d'esprit général moins anxiogène.

Corollaire à ce moindre pessimisme lié au contexte économique, le moral des 25-65 ans tend à s'améliorer. Si une proportion équivalente à celle de 2016 considère que son état d'esprit n'a pas changé en un an (55 % contre 56 % en 2016), on constate un « transfert » entre la part des répondants ayant une vision négative de leur état d'esprit personnel au profit d'une vision plus positive.

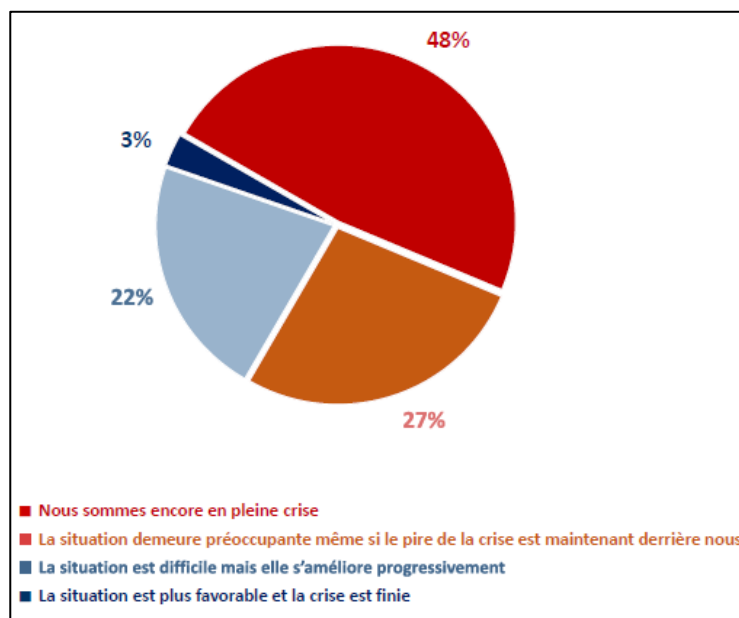
Une facilité à devenir propriétaire moins reconnue.

Malgré la baisse du pessimisme ambiant des années passées et la stabilisation de leur moral, les 25-65 ans sont moins nombreux à considérer qu'il est aujourd'hui facile de devenir propriétaire (34 % ; - 6 points vs février 2017 et - 1 point vs 2016).

Aucune mesure gouvernementale ou piste d'action pouvant inciter à l'achat d'un bien immobilier ne fait l'unanimité parmi les Français de 25 à 65 ans.

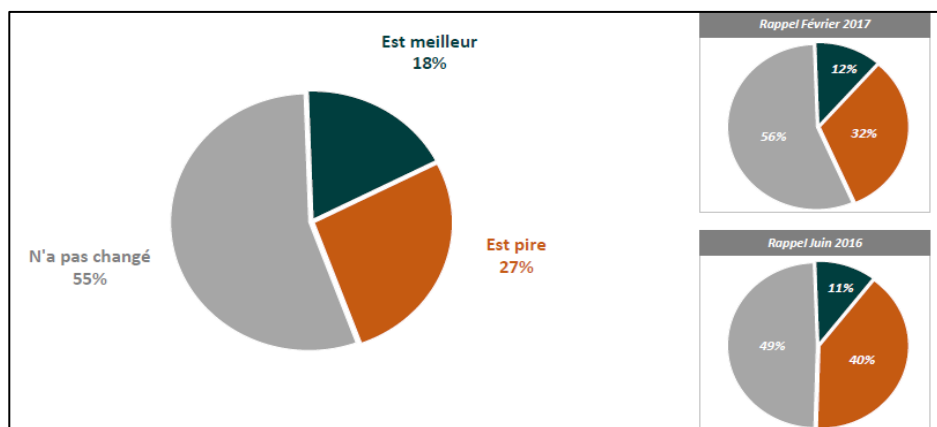
La perception des enjeux qui devraient être prioritaires pour le gouvernement en matière de logement est très hétérogène : aucun ne rassemble une majorité de citations. Dans un même temps, un quart des 25-65 ans (24 %) considèrent que les réformes et mesures portées par le gouvernement n'auront aucun impact incitatif sur l'accèsion à l'immobilier.

- En pensant à la situation économique, diriez-vous que... ?



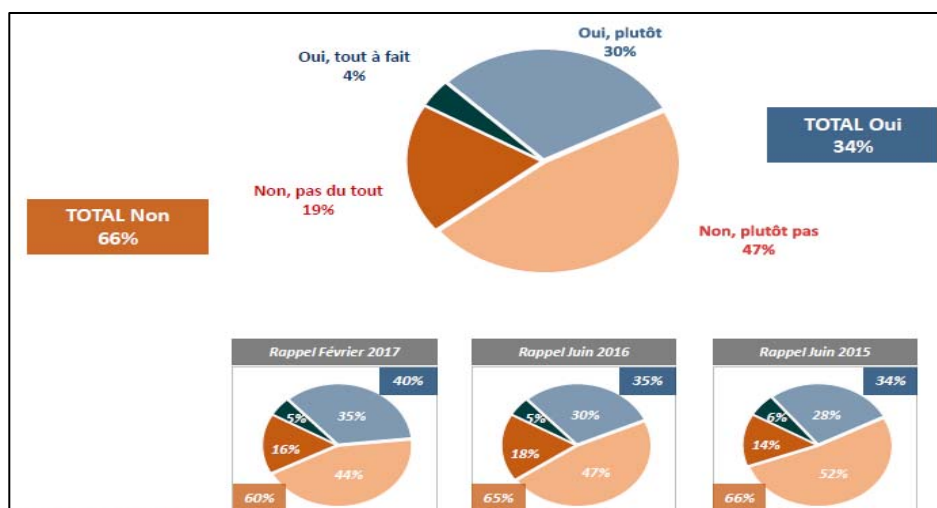
Le moral des Français

- Par rapport à l'année dernière, diriez-vous que votre état d'esprit général... ?

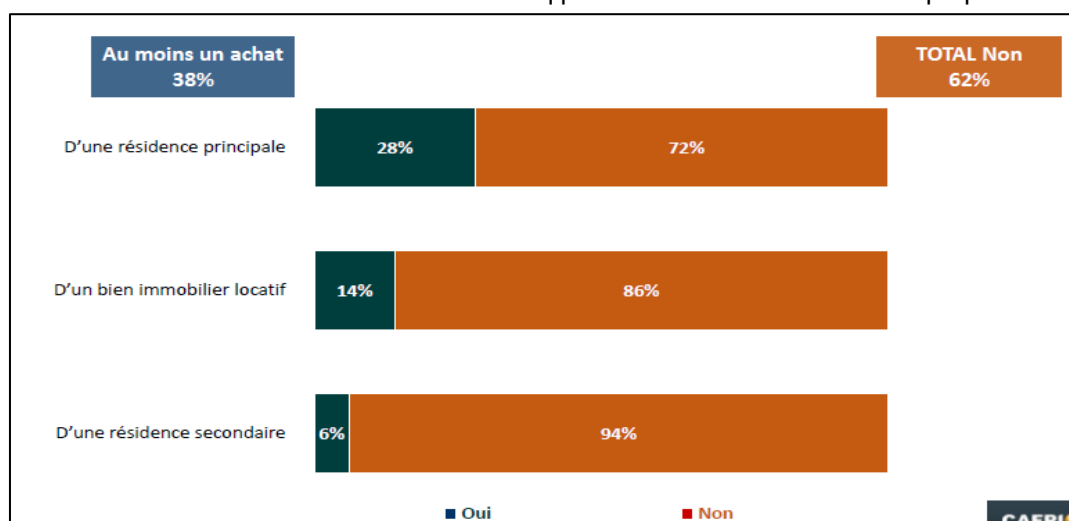


Le marché de l'immobilier en 2017

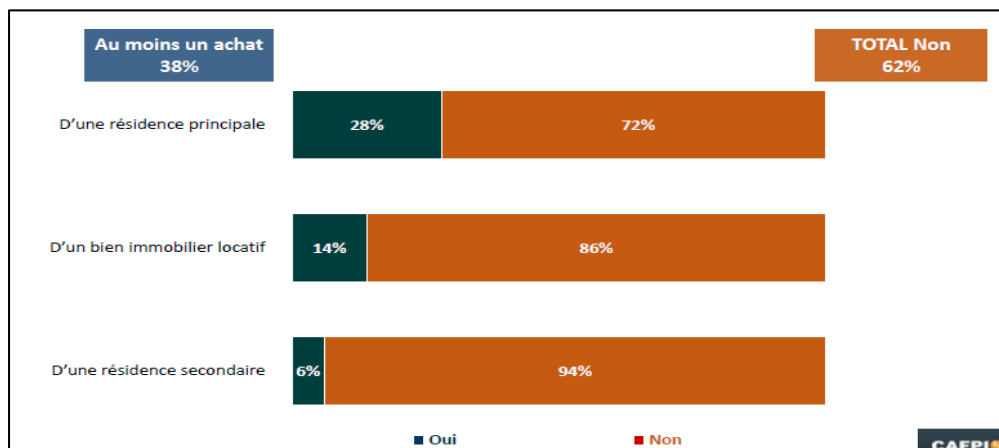
- Selon vous, est-il aujourd'hui facile de devenir propriétaire ?



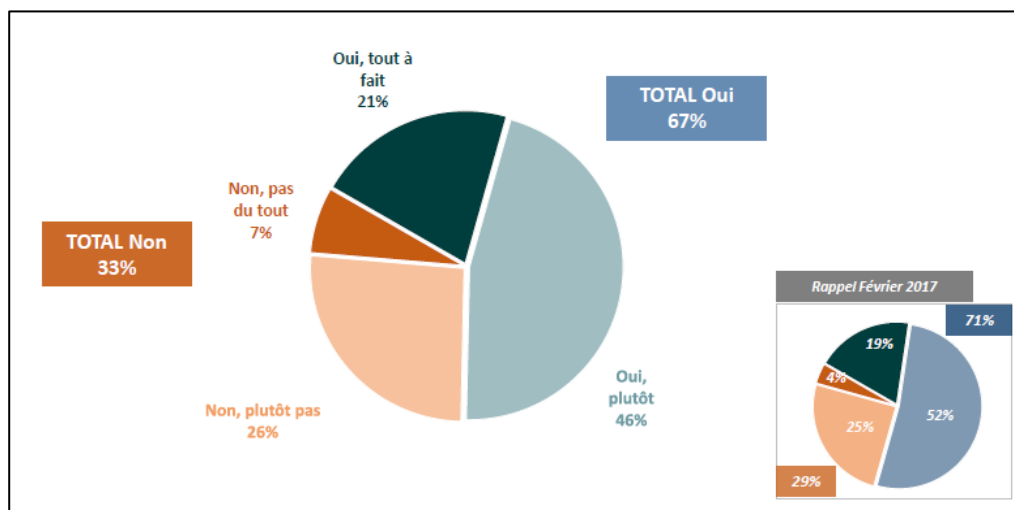
- Avez-vous l'intention au cours des cinq prochaines années de devenir propriétaire... ?



- Avez-vous l'intention au cours des cinq prochaines années de devenir propriétaire... ?

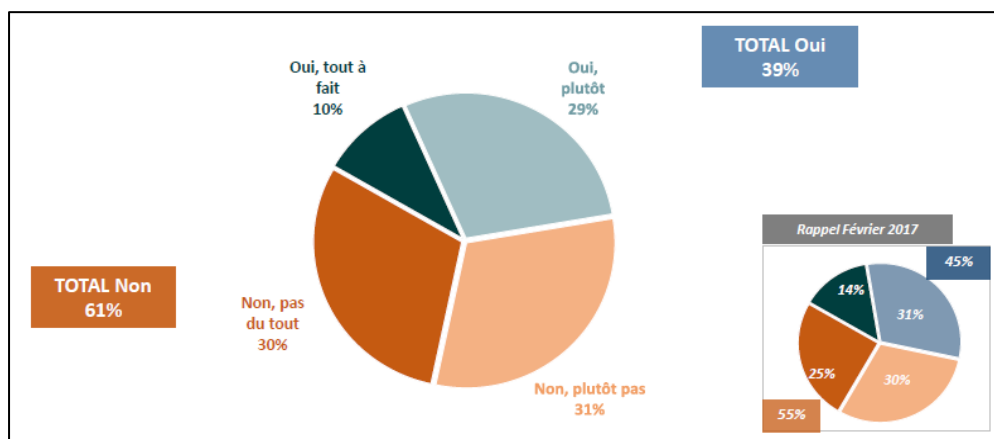


- Les frais de notaire constituent-ils pour vous un frein pour acquérir un bien immobilier ?

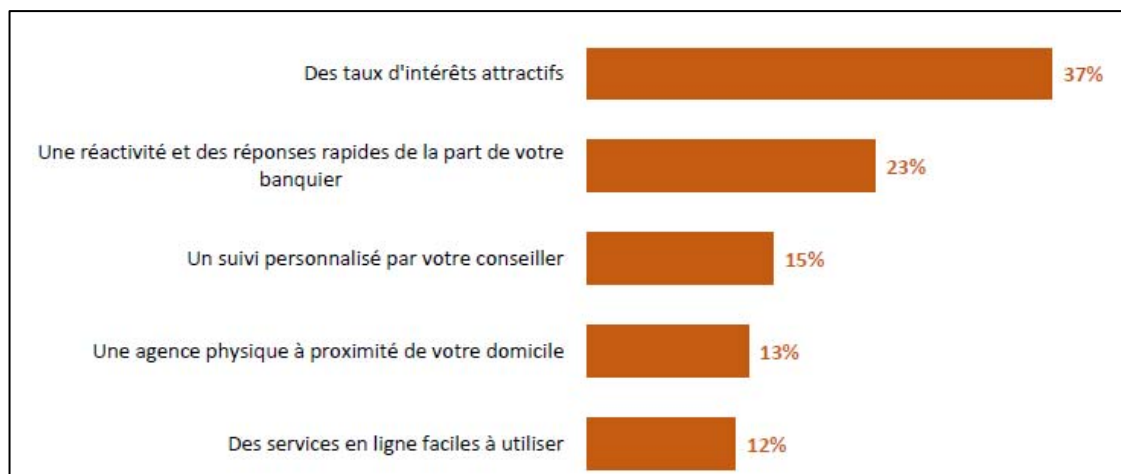


Le regard sur le mandat de mobilité bancaire et la notoriété de l'activité des courtiers en prêt immobilier

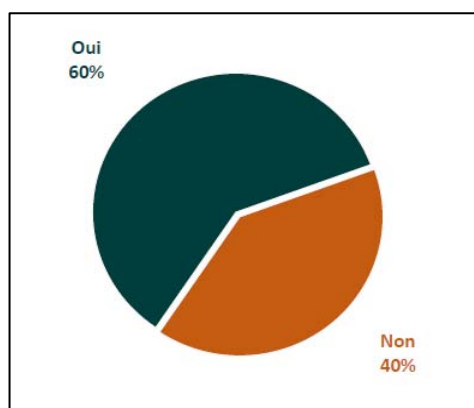
- Pensez-vous avoir actuellement les moyens financiers suffisants pour acquérir un bien immobilier, que ce soit en finançant vous-même la totalité de cet achat ou en ayant recours à un prêt ?



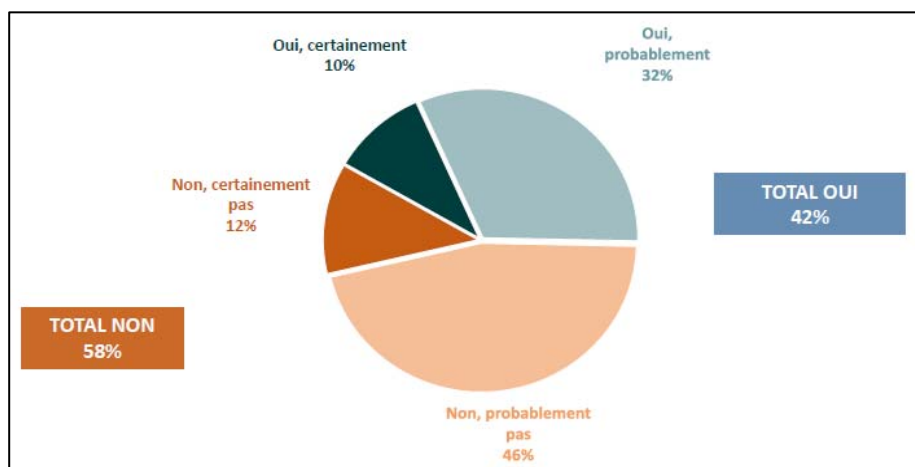
- Parmi les services suivants, quel est celui que vous attendez en priorité de votre banque principale ?



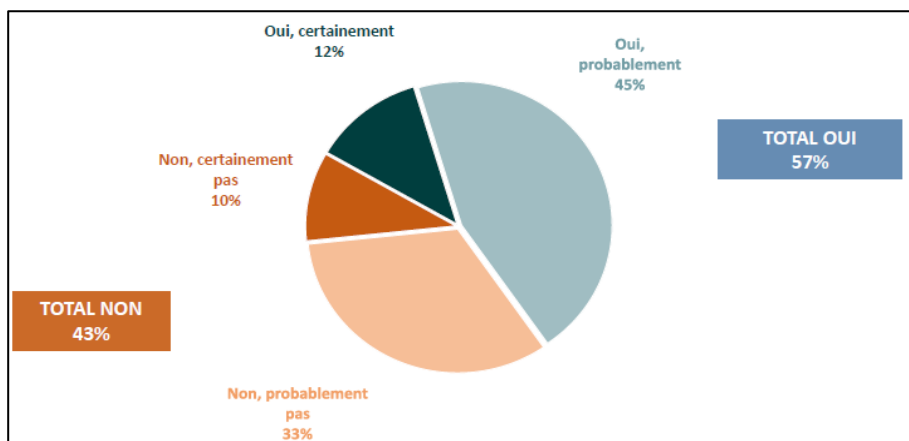
- Depuis février 2017, grâce au mandat de mobilité bancaire, un client qui souhaite changer de banque principale est désormais dispensé de prévenir les émetteurs de prélèvements et de virements de son changement de domiciliation bancaire. C'est la nouvelle banque qui se charge de ces démarches. Avez-vous entendu parler de cette nouvelle disposition ?



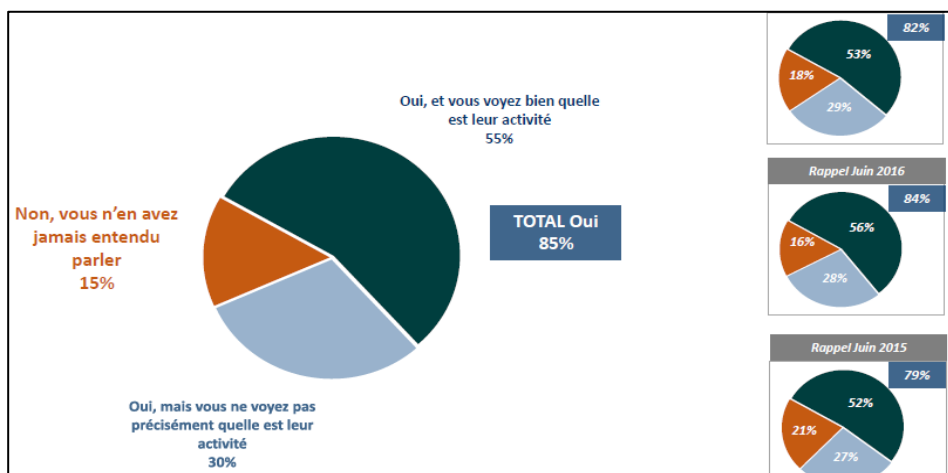
- Cette nouvelle disposition est-elle susceptible de vous inciter à changer de banque principale ?



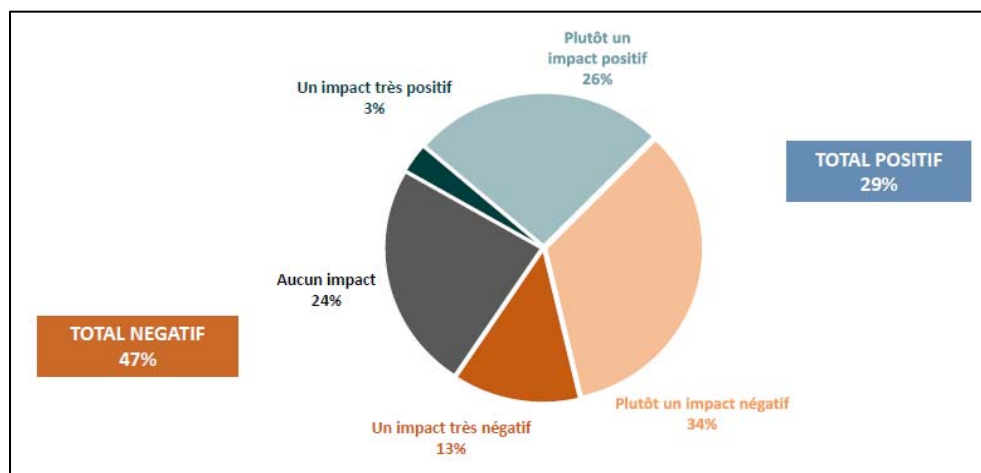
- L'éventualité d'avoir recours à un crédit sur une certaine période auprès de votre banque principale est-elle de nature à vous inciter à rester fidèle à votre banque principale malgré cette nouvelle disposition qui facilite le changement de banque ?



- Aviez-vous déjà entendu parler des courtiers en prêt immobiliers

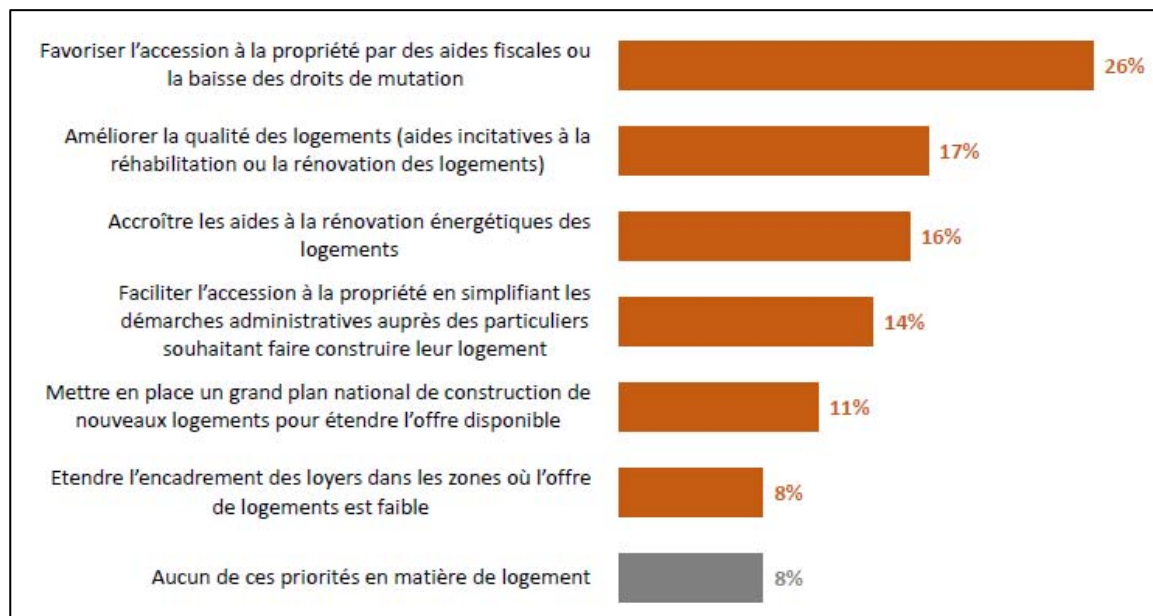


- Les différentes réformes économiques et fiscales par Emmanuel Macron et le gouvernement auront-elles selon vous un impact positif ou négatif sur l'incitation à acheter un bien immobilier ?

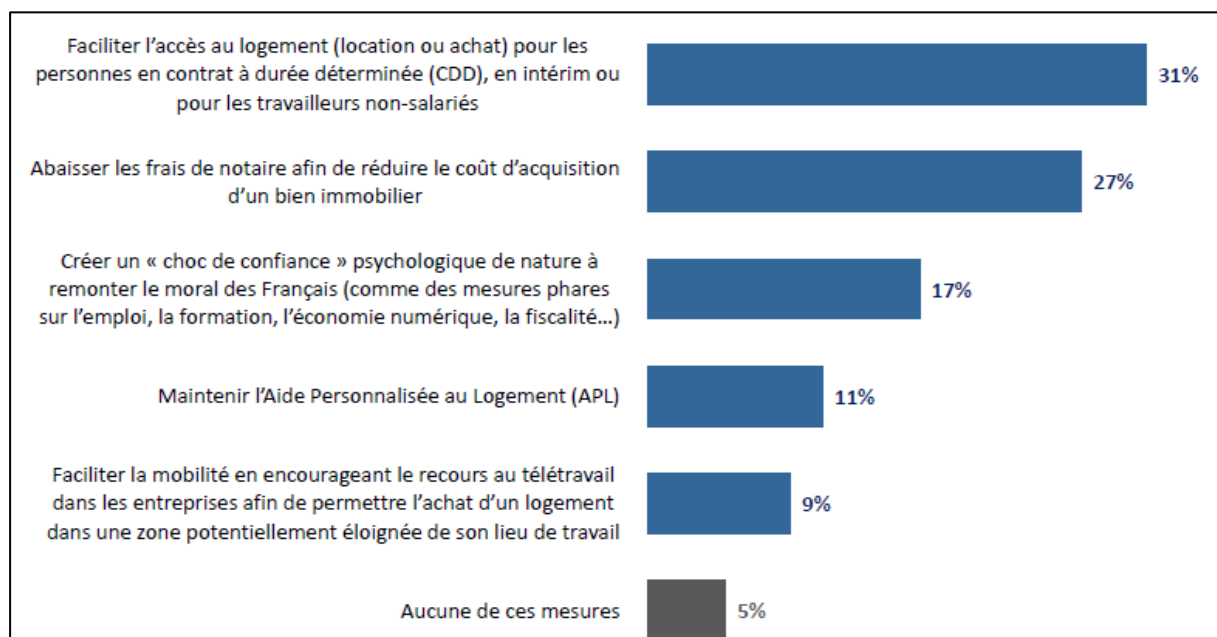


Politique gouvernementale et enjeux liés à l'immobilier (choc de l'offre, simplification, construction)

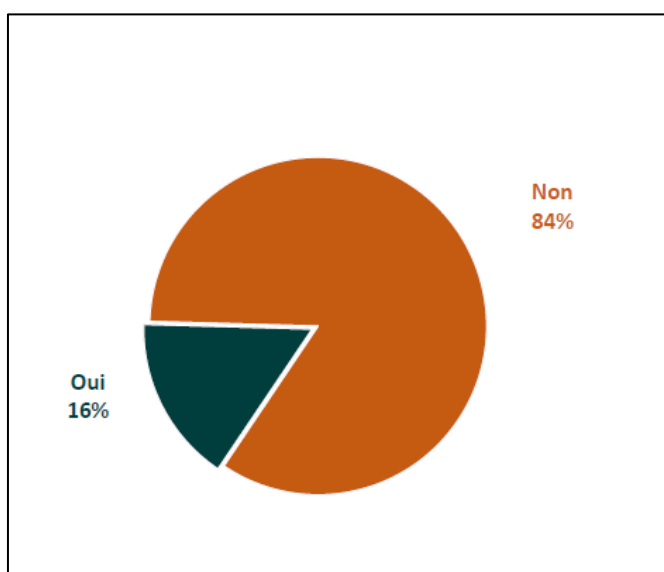
- Parmi les enjeux suivants, selon quelle devrait être la priorité du gouvernement en matière de logement ?



- Et parmi les mesures suivantes, quelle est selon vous celle la plus susceptible de favoriser l'accès à la propriété ?



- Saviez-vous que le Ministre actuellement en charge du logement en France est Jacques Mézard ?

**Fiche technique**

Echantillon de 1 001 personnes représentatif de la population française âgée de 25 à 65 ans. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 2 au 5 octobre 2017.

Les Français, la réforme des Apl et la mobilisation du monde Hlm

<https://fr.kantar.com/opinion-publique/politique/2017/les-francais-la-reforme-des-apl-et-la-mobilisation-du-monde-hlm/>

Sofres – novembre 2017

Union sociale pour l'Habitat

Des Français qui désapprouvent majoritairement la décision du Gouvernement de baisser les Apl pour les locataires Hlm et qui comprennent les inquiétudes des acteurs du logement social.

Si les Français ont très largement entendu parler de la baisse de cinq euros par mois de l'Apl (92 % dont 84 % qui disent bien voir de quoi il s'agit), les autres décisions du Gouvernement touchant l'aide au logement n'ont été mémorisées que par la moitié ou moins d'entre eux. 52 % ont ainsi entendu parler de la baisse de 60 euros par mois de l'Apl pour les bénéficiaires de logements sociaux (une notoriété similaire chez les locataires Hlm : 53 %) et 43 % de la suppression pour les ménages modestes qui accèdent à la propriété. Connue d'un Français sur deux, la décision du Gouvernement de baisser les Apl pour les locataires Hlm et d'imposer aux organismes Hlm de prendre en charge le coût de cette mesure suscite une opposition majoritaire. 57 % des personnes interrogées désapprouvent cette décision (dont 34 % «tout à fait»), contre 35 % qui l'approuvent.

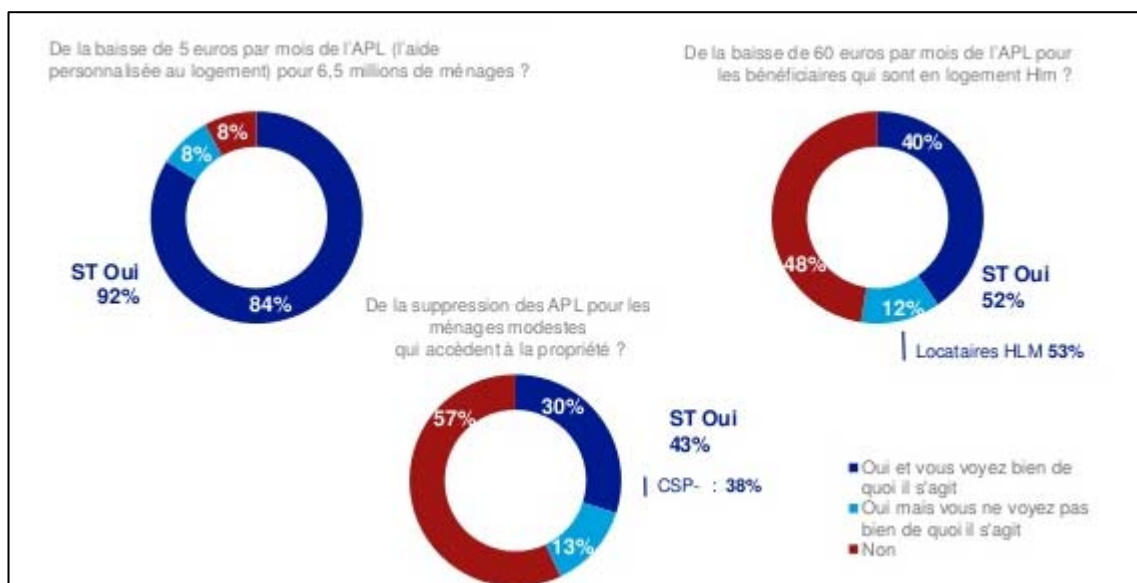
Les sympathisants de gauche et les locataires Hlm y sont les plus réfractaires, respectivement à 71 % et 72 % tandis que ceux de droite sont plus partagés (52 % l'approuvent contre 44 %, non). Et, si le soutien est majoritaire chez les sympathisants de la République En Marche (58 %), un tiers d'entre eux désapprouvent toutefois cette décision. Cette décision est même jugée dangereuse pour l'avenir du logement social par six Français sur dix : signe d'une crispation d'une partie des Français, les opposants sont plus nombreux à estimer cette décision tout à fait dangereuse (35 %) que plutôt dangereuse (25 %).

Dès lors, une part similaire des Français exprime le souhait que le Gouvernement revienne sur sa décision de baisser ou supprimer les Apl, que ce soit pour l'accès à la propriété (63 %), pour les locataires Hlm (62 %) ou pour ceux du privé (61 %). Si les sympathisants de gauche (et dans une moindre mesure ceux de droite) sont largement en faveur d'un retour en arrière du Gouvernement, une part non négligeable de ceux de la République En Marche (entre 44 % et 48 %) expriment le même souhait. Dans ce contexte, la mobilisation des acteurs du monde Hlm contre la décision de baisser les Apl pour les locataires sociaux est relativement bien connue des Français, puisque 42 % disent voir de quoi il s'agit, soit à peine moins que ceux qui avaient entendu parler de la décision de supprimer les Apl pour les locataires Hlm.

Les inquiétudes des acteurs du logement social sont à cet égard très largement comprises par les Français (76 %) dont la moitié dit même les comprendre tout à fait. Enfin, la mobilisation du monde Hlm est soutenue par 56 % des Français, et 71 % des locataires Hlm.

Notoriété des mesures sur le logement annoncées par le Gouvernement

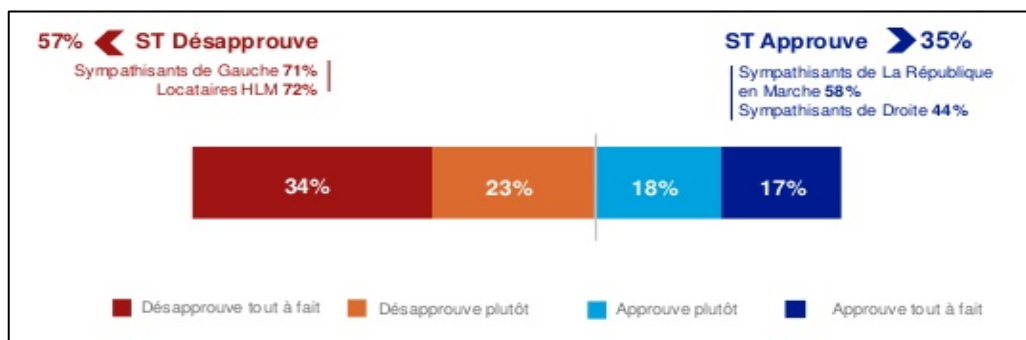
- Au cours des dernières semaines, avez-vous entendu parler...



Opinion à l'égard de la baisse de 60 euros des Apl

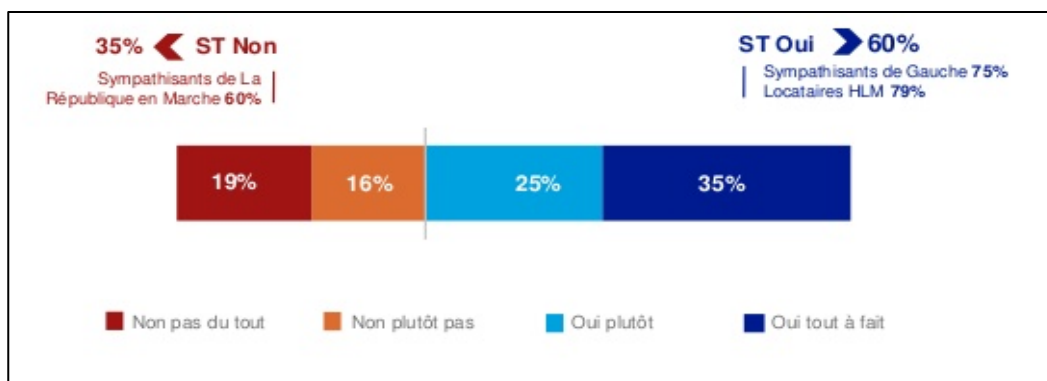
Le Gouvernement a décidé d'une baisse de l'Apl de 60 euros par mois pour les bénéficiaires qui sont locataires en Hlm. Le Gouvernement veut imposer aux organismes Hlm de prendre à leur charge la totalité du coût de cette baisse des Apl en baissant le loyer des locataires concernés. Pour les organismes Hlm cette baisse des Apl représente un coût de 1,5 milliard d'euros, soit la quasi-totalité de leurs capacités d'investissement.

- Vous-même, approuvez-vous la décision du Gouvernement de baisser l'Apl de 60 euros pour les locataires Hlm et d'imposer aux organismes Hlm de prendre à leur charge le coût de cette mesure, soit 1,5 milliard d'euros ?



L'impact de la baisse de l'Apl sur l'avenir du logement social

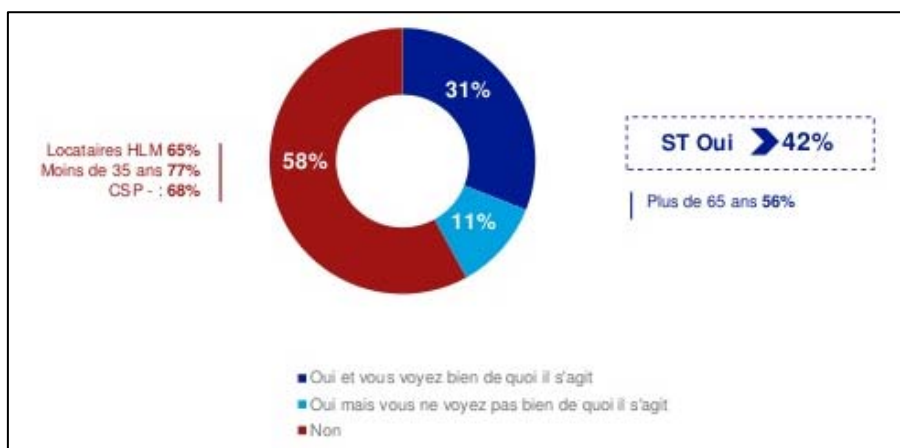
- Et cette décision du Gouvernement vous semble-t-elle dangereuse



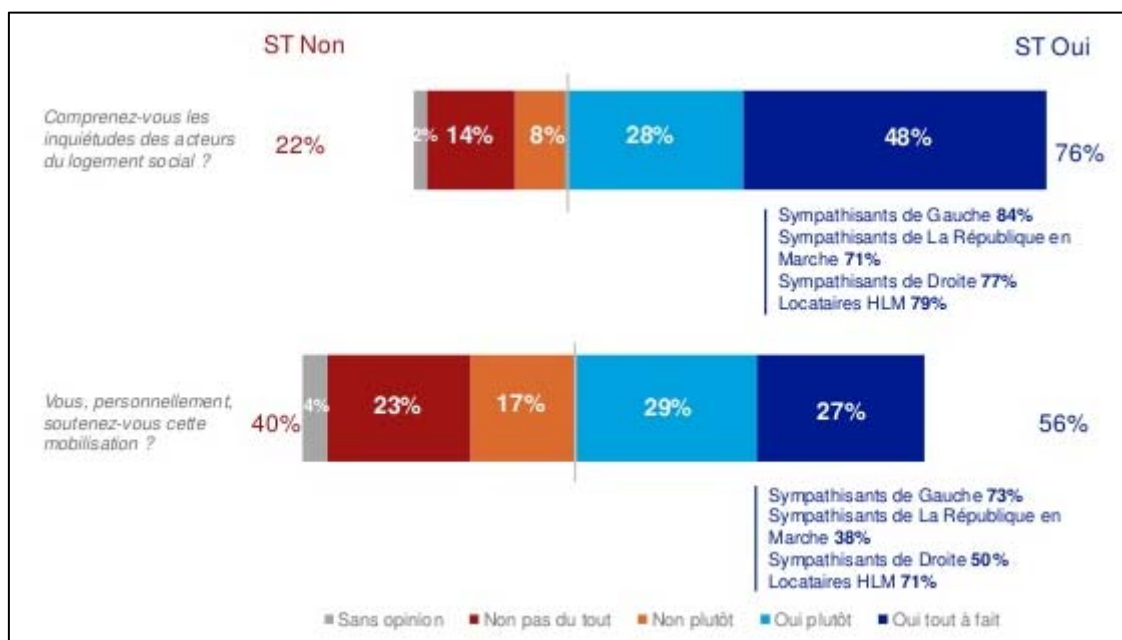
La notoriété de la mobilisation des acteurs du logement social

Différents acteurs du logement social et notamment les élus locaux, les organismes Hlm, les associations de locataires et les acteurs de la construction se sont mobilisés contre cette décision. Ils estiment que cette décision va mettre en difficulté les organismes Hlm et leur capacité à financer l'avenir du logement social en France

- Avez-vous entendu parler de cette mobilisation ?

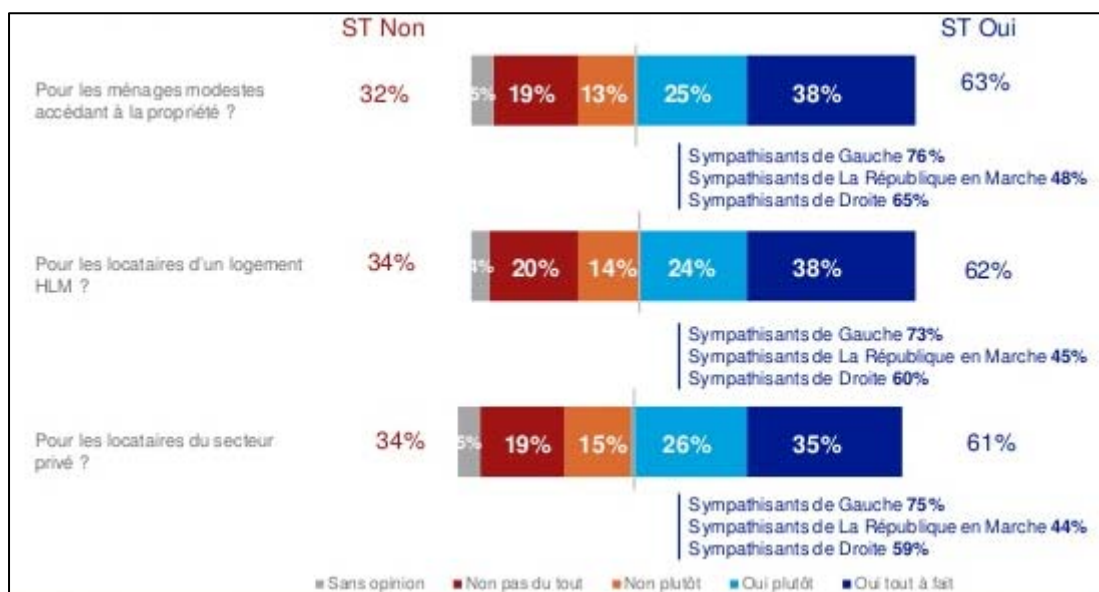


Le soutien à la mobilisation des acteurs du logement social



Le souhait d'un retour en arrière du Gouvernement sur la suppression des Apl

- Au global, souhaitez-vous que le Gouvernement revienne sur sa décision de baisser les Apl...



Fiche technique

Enquête Kantar Public, réalisée par téléphone du 9 au 11 novembre 2017, pour l'Union sociale pour l'habitat, auprès d'un échantillon de 981 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, Pcs de la personne de référence) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Le regard des Français sur leur maire à mi-mandat

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3909

Ifop – novembre 2017

Le courrier des Maires

À l'occasion du 100ème Congrès des maires qui aura lieu du 21 au 23 novembre, l'Ifop et le Courrier des Maires ont réalisé un sondage sur le regard des Français sur leur Maire dont les résultats montrent que si les taux de notoriété et de satisfaction restent élevés, une certaine érosion apparaît au regard des mandats précédents. Les Français évoquent aussi les critères déterminants, entre programme des candidats et bilan de l'équipe sortante, qui guideront leur vote aux municipales 2020. Et ils ne sont que 50% à souhaiter voir leur maire se succéder à lui-même.

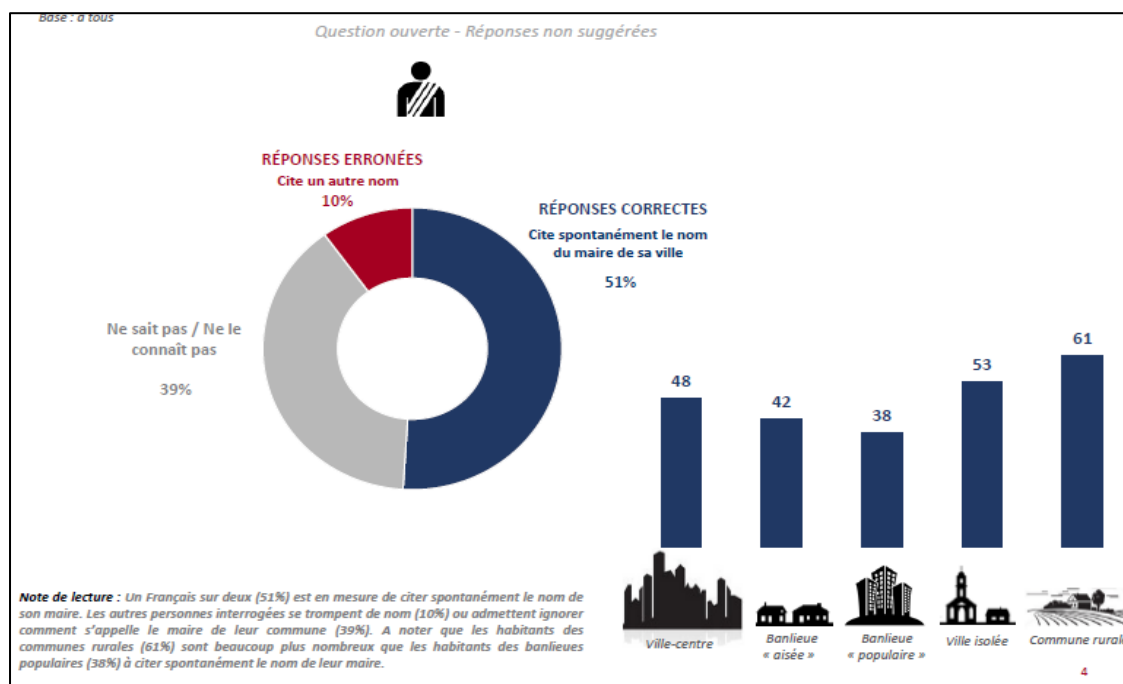
Les chiffres clés : seul un Français sur deux (51 %) est en mesure de citer spontanément le nom de son maire. Les autres personnes interrogées se trompent de nom (10 %) ou admettent ignorer comment s'appelle le maire de leur commune (39%). A noter que les habitants des communes rurales (61 %) sont beaucoup plus nombreux que les habitants des banlieues populaires (38 %) à citer spontanément le nom de leur maire.

Une cote de satisfaction en baisse : à mi-chemin du mandat actuel (2014-2020), seuls 61 % des Français expriment leur satisfaction à l'égard de leur maire, soit une proportion en baisse par rapport à ce que l'on pouvait observer à la fin du mandat 2001-2008 (72 % de satisfaits en 2017) et à la toute fin du mandat 2008-2014 (63 % en 2008).

Reste la question qui intéressera tous les élus réfléchissant au renouvellement de leur mandat : à quel point les électeurs veulent-ils le voir rempiler ? A ce jour, seulement 50 % des Français souhaitent la reconduction de leur édile, alors qu'ils étaient 58 % il y a dix ans, à la veille des élections 2008. Là encore, le signe d'une certaine impatience sur les premiers résultats de mandature, l'avancement des projets annoncés mais aussi une défiance plus large sur l'efficacité de l'action politique.

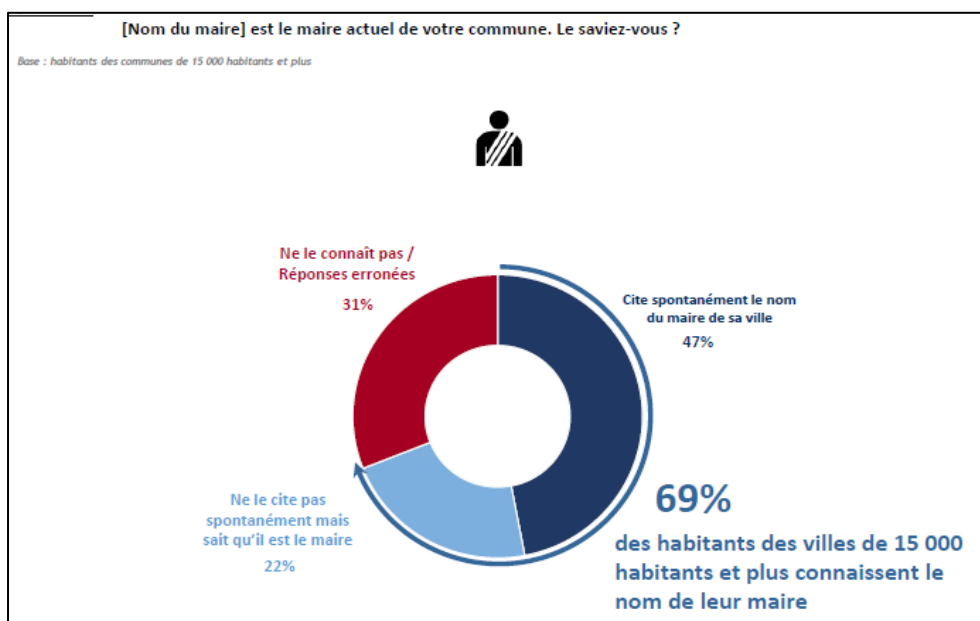
La notoriété et l'image du maire

- Pouvez-vous citer le nom du Maire de votre commune



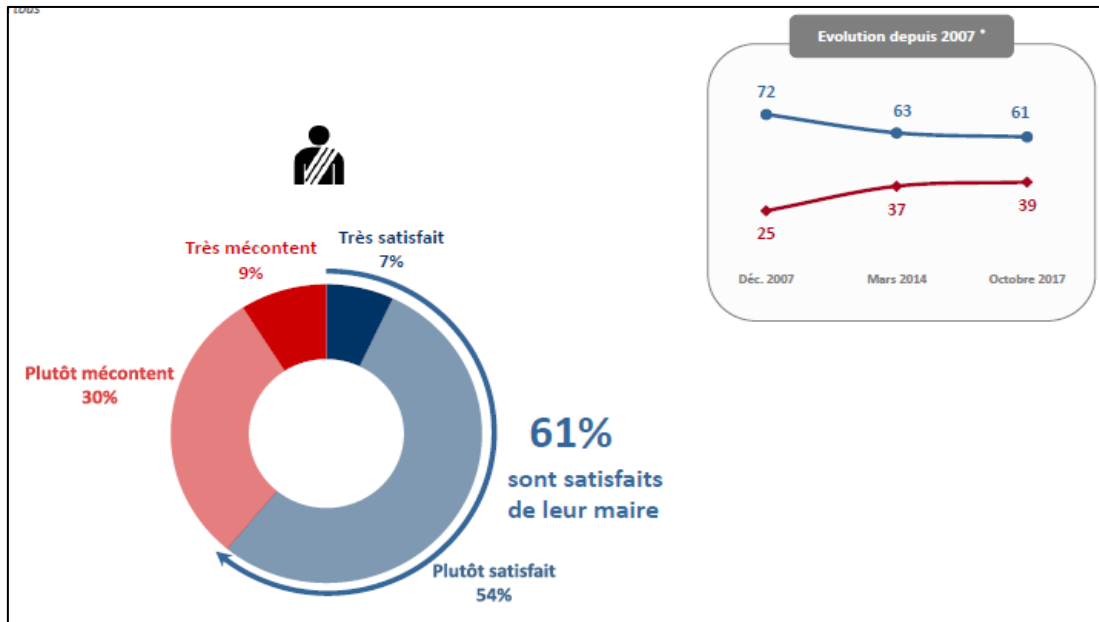
La notoriété globale du Maire de sa commune dans les villes de 15 000 habitants et plus

- Pouvez-vous citer le nom du Maire de votre commune ?



La cote de satisfaction du Maire de sa commune

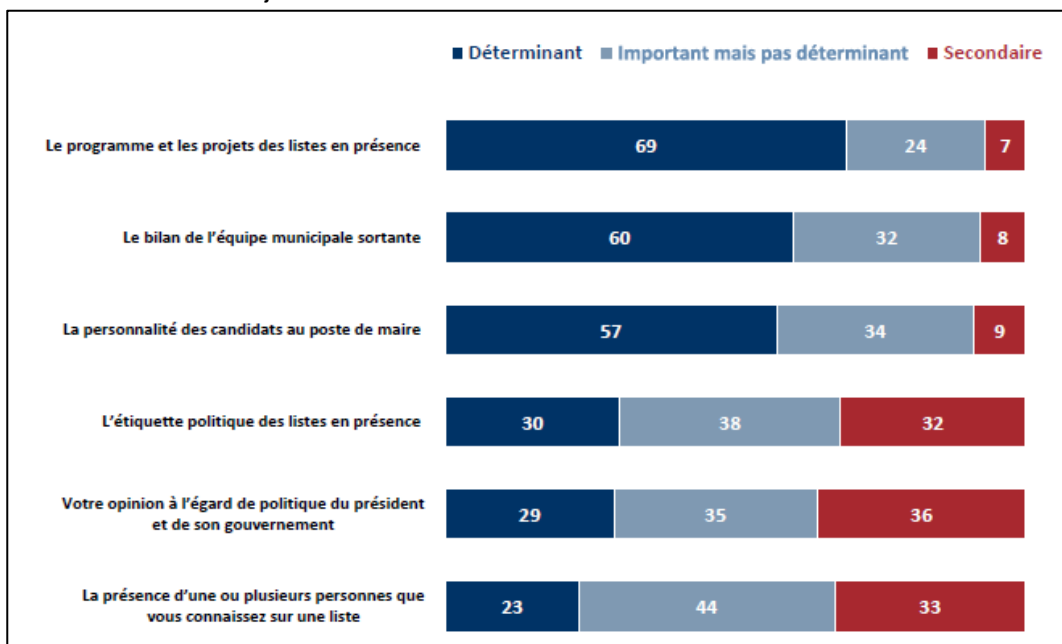
- Aujourd'hui, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt mécontent ou très mécontent de votre Maire ?



La perspective du renouvellement de l'équipe municipale

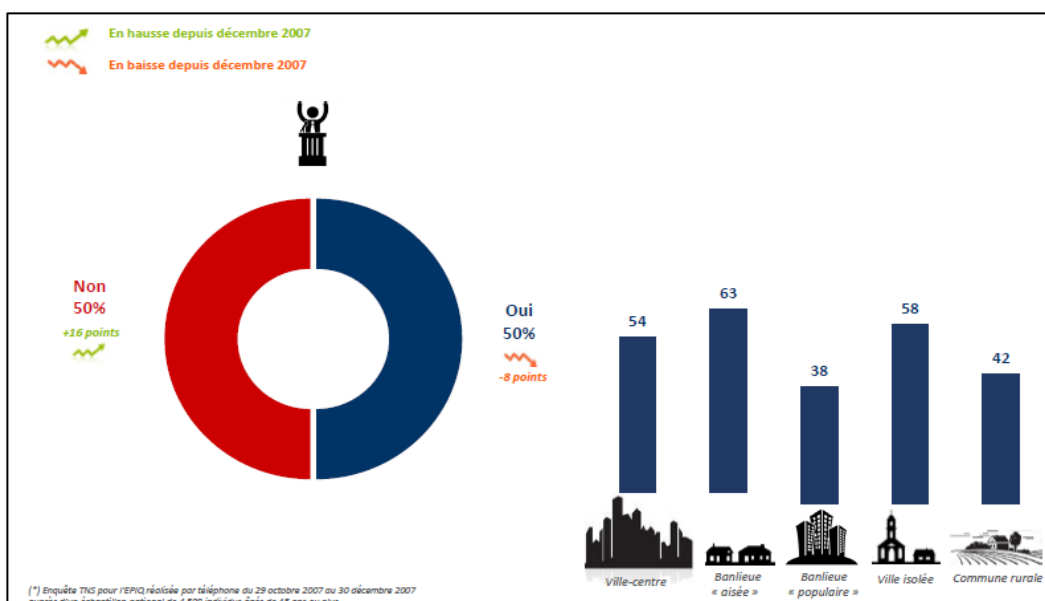
Les déterminants du choix lors des élections municipales de 2020

- Lors des prochaines élections municipales, au moment de votre choix de vote, chacun des éléments suivants va-t-il jouer un rôle... ?



Le souhait de réélection du Maire de sa commune

- Au fond de vous-même, souhaiteriez-vous qu'à l'issue de son mandat en 2020



Fiche technique

Echantillon de 1013 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) Du 6 au 8 novembre 2017.

Les Français et les enjeux liés aux communes dans le cadre du congrès des Maires

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3914

Ifop – novembre 2017

Cnew- Sud Radio

La nouvelle vague des « Balises d'opinion » Ifop-Fiducial pour CNews et Sud Radio s'intéresse aux perceptions des Français sur les enjeux liés aux communes. Au moment où s'ouvre le Congrès des maires, l'étude montre que près de sept Français sur dix soutiennent la protestation et la défiance d'une partie importante des maires face à la politique du gouvernement (69 %). Dans le même temps, un Français sur deux déclare faire confiance à Emmanuel Macron pour garantir le développement des grandes villes (51 %), un taux qui ne s'élève qu'à 33 % concernant le développement des communes rurales. A noter que près d'un Français sur deux estime qu'il y a trop de communes et qu'il faut encourager les fusions (48 %). Sur ces questions, les clivages politiques jouent à plein : les sympathisants de la République en Marche soutenant massivement l'exécutif et les proches de la France Insoumise et du Front National se montrant les plus sceptiques.

Le jugement sur différentes affirmations concernant le Congrès des maires et les enjeux liés aux communes

- Au sujet du Congrès des maires et plus largement des enjeux liés aux communes, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les phrases suivantes ?

	Ensemble des Français 21-22 Nov. 2017 (%)	Proximité politique				
		La France Insoumise (%)	Parti Socialiste (%)	La République en Marche (%)	Les Répu- blicains (%)	Front National (%)
• Vous soutenez la protestation et la défiance d'une partie importante des maires face à la politique du gouvernement.....	69	82	74	36	79	80
• Vous faites confiance à Emmanuel Macron et à son gouvernement pour garantir le développement des grandes villes et des métropoles.....	51	30	65	94	53	28
• La France compte trop de communes et il faut encourager les fusions à l'échelle des intercommunalités	48	42	56	73	59	27
• Vous faites confiance à Emmanuel Macron et à son gouvernement pour garantir le développement des communes rurales	33	11	36	83	32	15

Fiche technique

Echantillon de 1014 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (Cawi - Computer Assisted Web Interviewing) du 21 au 22 novembre 2017.

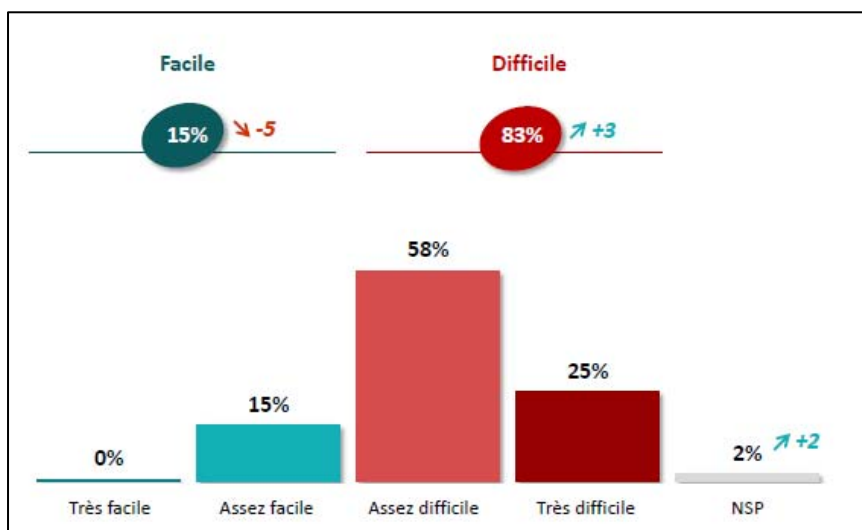
Les maires de France et la perception de l'exercice de leur mandat

<https://www.opinion-way.com/fr/sondage-d-opinion/sondages-publies.html>

Opinion way – novembre 2017

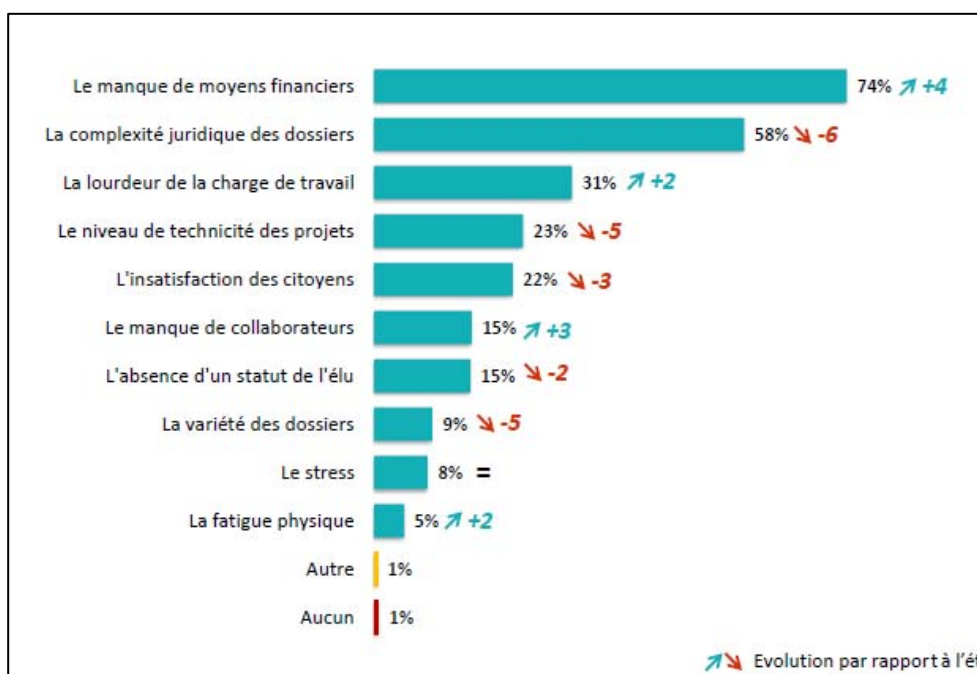
La difficulté de l'exercice du mandat de Maire

- Aujourd'hui, estimez-vous qu'il est facile ou difficile d'exercer votre mandat de Maire ?



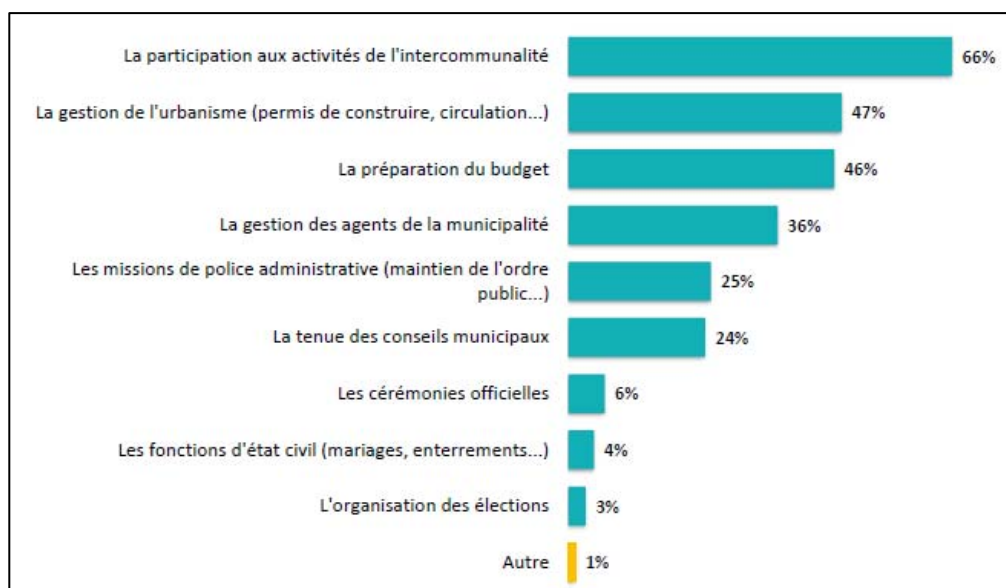
Les principales difficultés dans l'exercice du mandat

- Quelles sont les principales difficultés auxquelles vous êtes confronté dans l'exercice de votre mandat de Maire ?



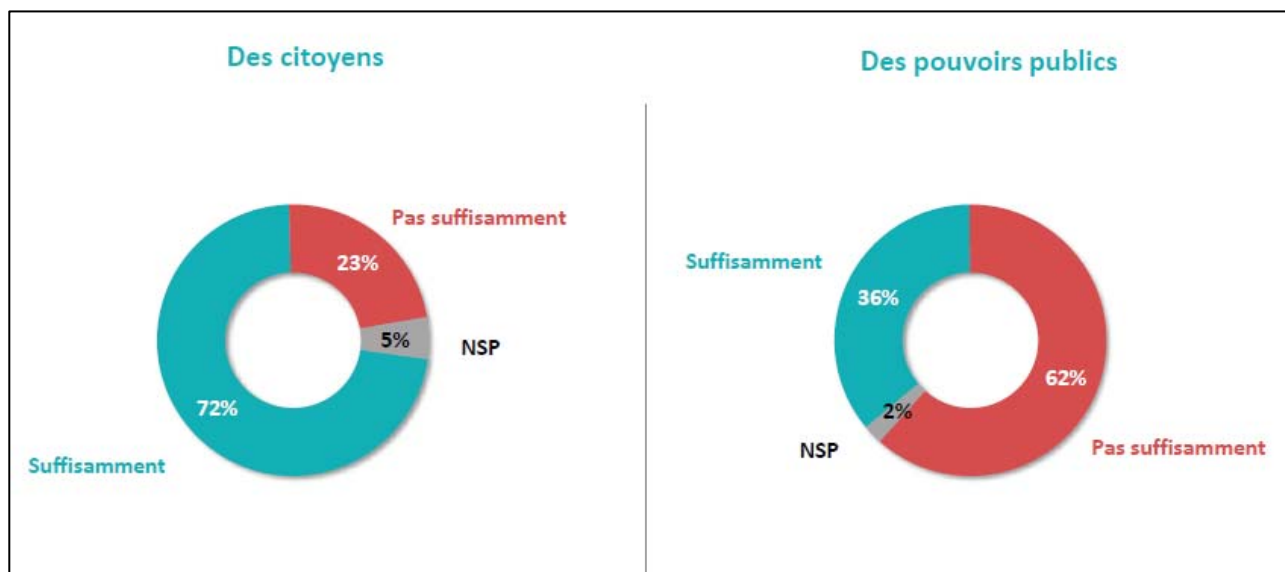
Les activités nécessitant le plus de temps

- Quelles sont les activités de Maire auxquelles vous consacrez le plus de temps ?



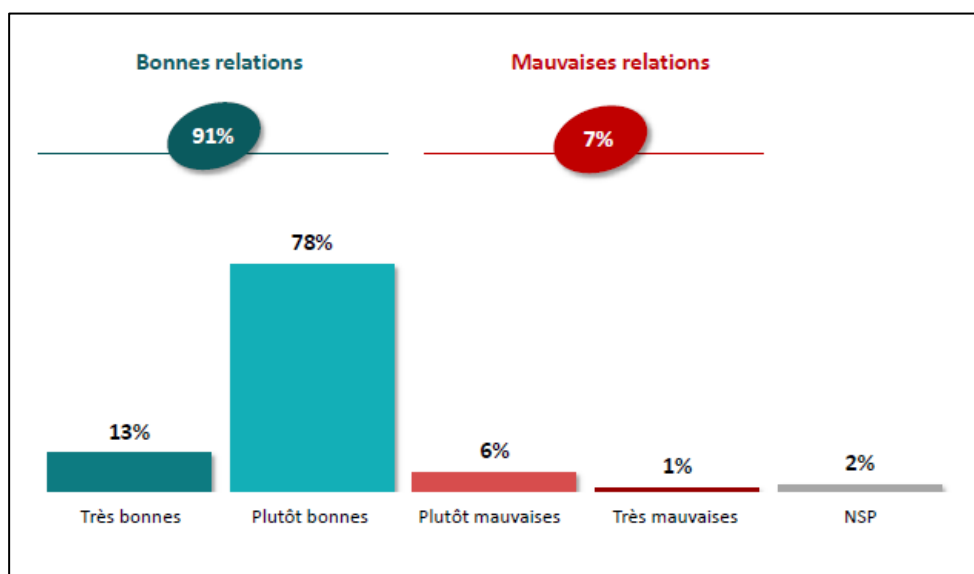
Le sentiment de reconnaissance

- Avez-vous le sentiment de bénéficier de suffisamment de reconnaissance de la part... ?



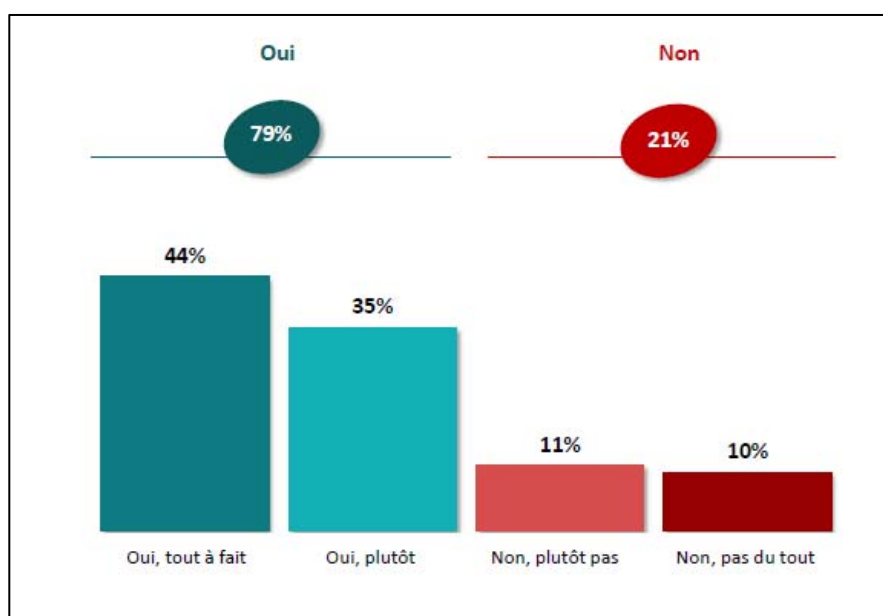
Les relations avec les services de l'Etat

- Diriez-vous que, dans l'exercice de votre mandat, vos relations avec les services de l'Etat sont très bonnes, plutôt bonnes, plutôt mauvaises ou très mauvaises ?



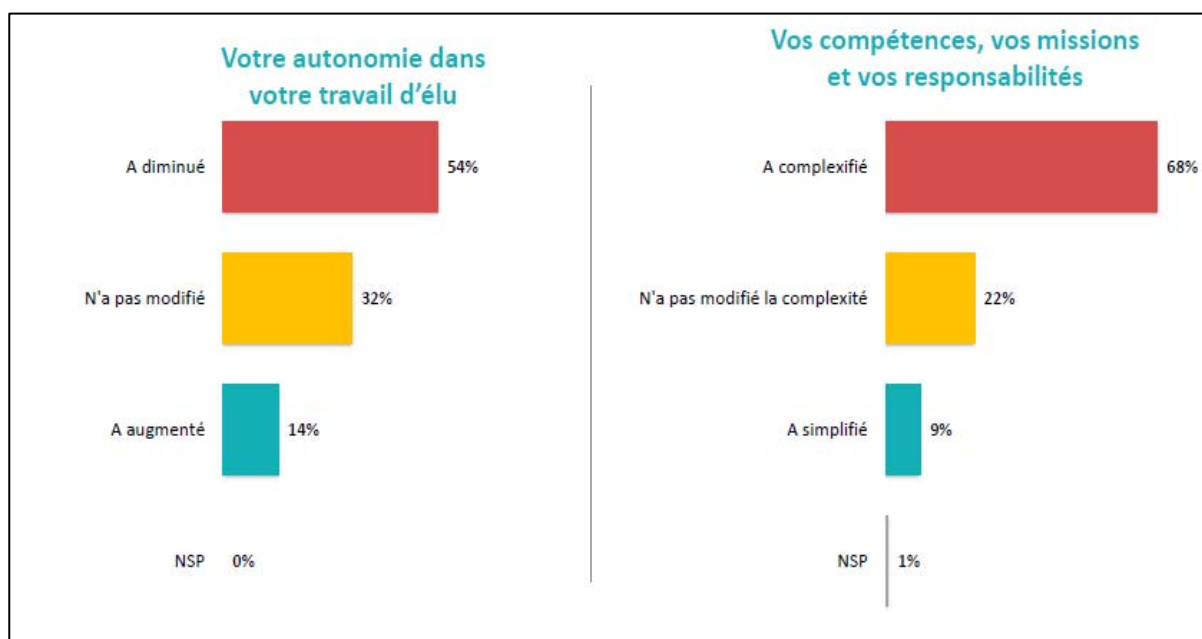
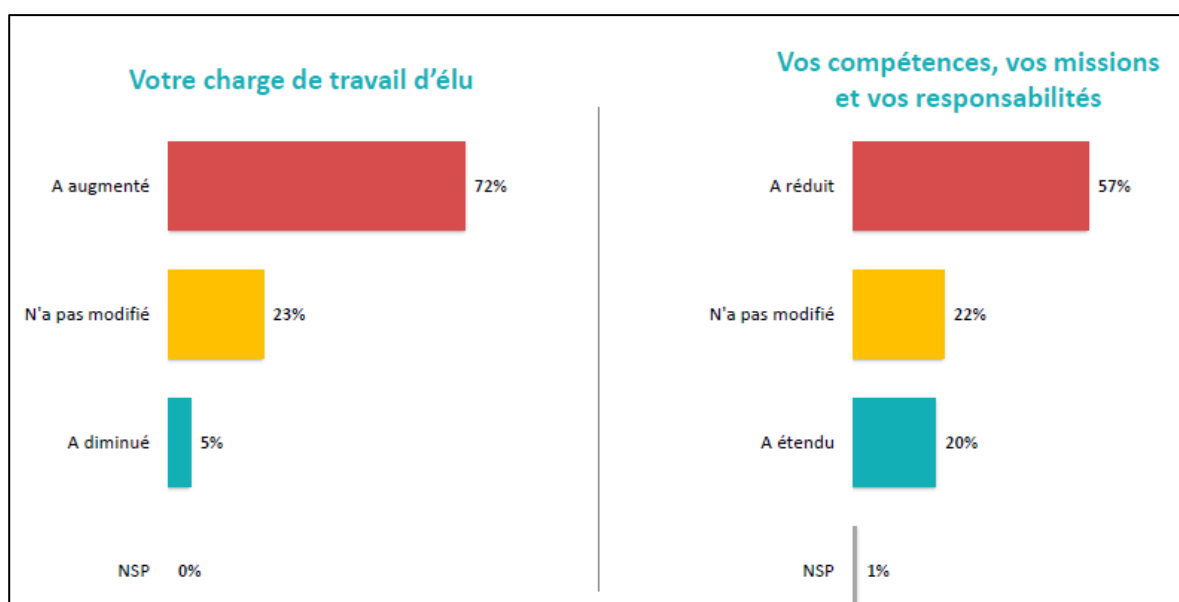
L'influence de l'intercommunalité sur l'exercice du mandat

- La généralisation des intercommunalités a-t-elle modifié ou non la manière dont vous exercez votre mandat ?



Les évolutions liées à la généralisation des intercommunalités

- Plus précisément, diriez-vous que la généralisation des intercommunalités ?



Fiche technique

Echantillon de 404 Maires représentatif de la population des Maires de France. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge et de catégorie d'agglomération. L'échantillon a été interrogé par téléphone sur système Cati (computer assisted téléphone interview). Les interviews ont été réalisés du 3 au 19 octobre 2017. Opinion way a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de l'norme Iso 20252.

Le regard des Val-de-Marnais sur leur département sur la Métropole du grand Paris

http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=3912

Ifop – novembre 2017

Val de Marne – Le département

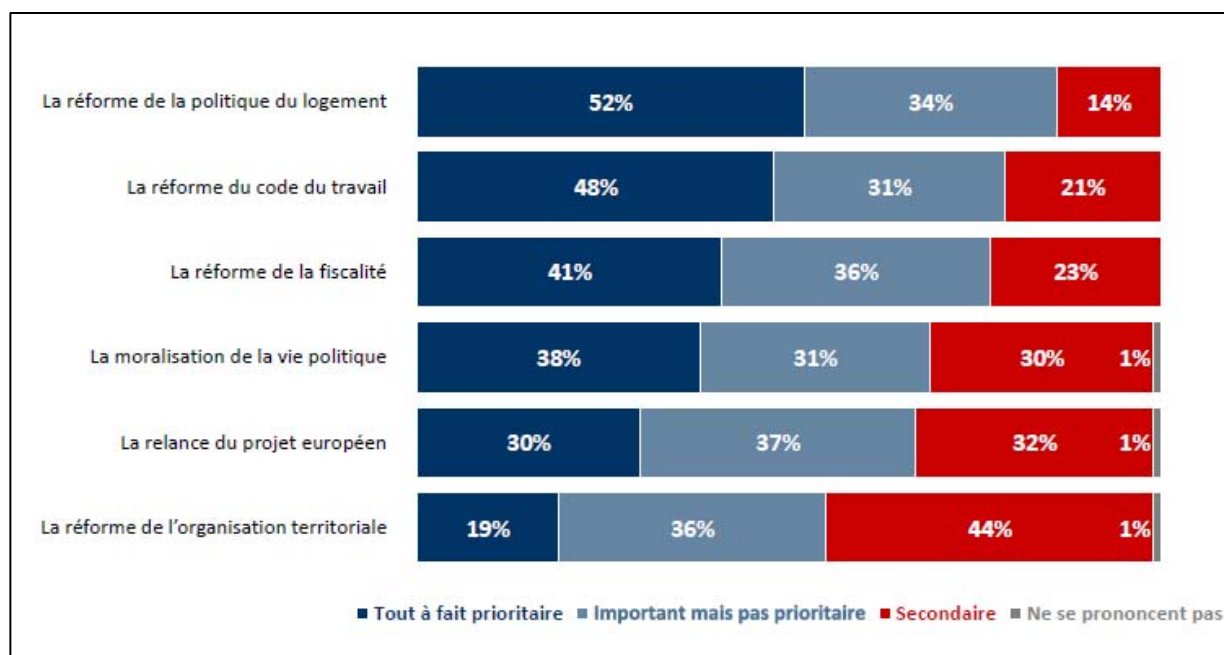
Dans le cadre du projet de développement de la Métropole du Grand Paris, la suppression des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne est l'une des pistes envisagées par le président de la République. Leurs compétences seraient alors transférées à la métropole du Grand Paris, qui regroupe la ville de Paris, l'ensemble des communes de la Petite Couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) et sept communes de la Grande Couronne.

Porté par l'ambition de faire face aux autres grandes métropoles à l'échelle internationale, le projet présidentiel fait l'objet d'oppositions dans les territoires concernés. Le 17 octobre 2017, un mouvement comprenant 700 élus et entrepreneurs se réunira notamment à Versailles pour manifester son attachement aux départements franciliens, tandis que les sept présidents de ces conseils départementaux s'entretiendront dans l'optique de répondre à Emmanuel Macron. En amont de ce mouvement, trois ans après avoir déjà conduit un dispositif de ce type, le Département du Val-de-Marne a souhaité réaliser un sondage afin de connaître l'opinion de sa population sur le projet de réforme. Le sondage Ifop réalisé dans cette perspective met alors en évidence le fort attachement des Val-de-Marnais à leur département et leur opposition massive à toute disparition de l'échelon départemental, dont ils redoutent les conséquences.

Le souhait de réorganisation territoriale dans le Val-de-Marne

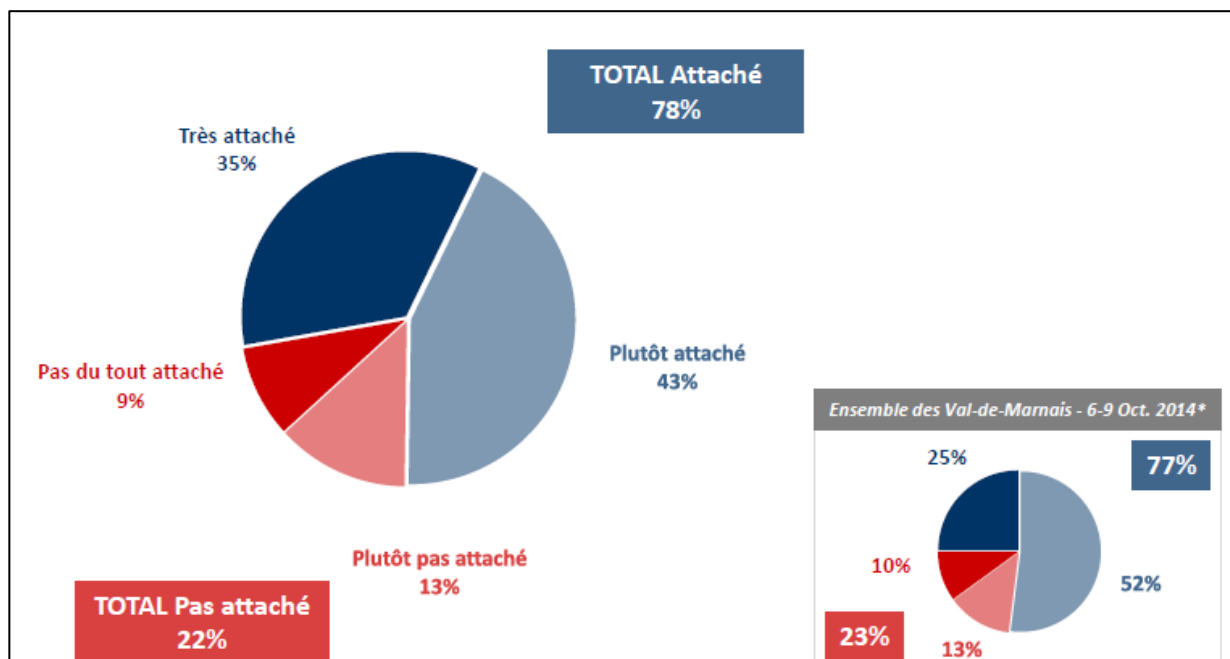
La hiérarchie des attentes à l'égard de différents thèmes

- Pour les mois qui viennent, pour chacun des thèmes suivants, diriez-vous qu'il est tout à fait prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire ?



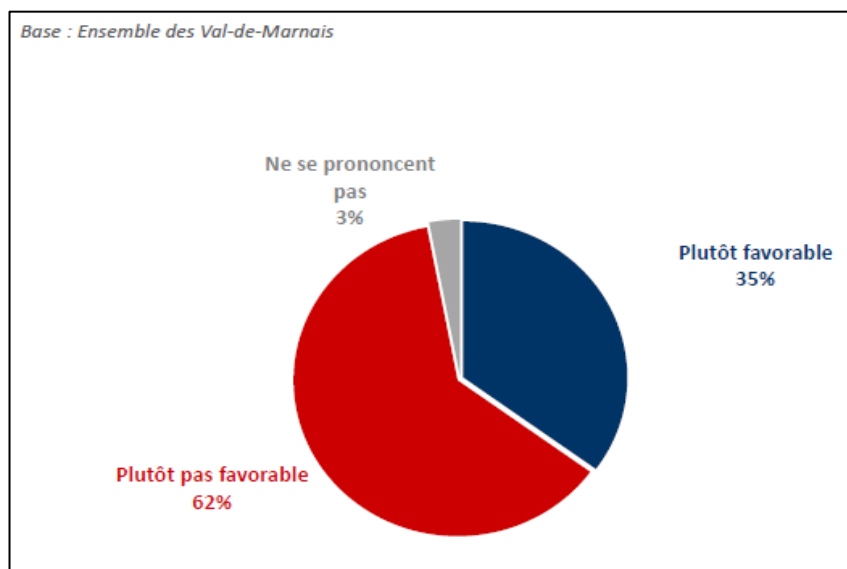
L'attachement au département du Val-de-Marne

- Diriez-vous que vous êtes très, plutôt, plutôt pas ou pas du tout attaché à votre département, le Val-de-Marne ?



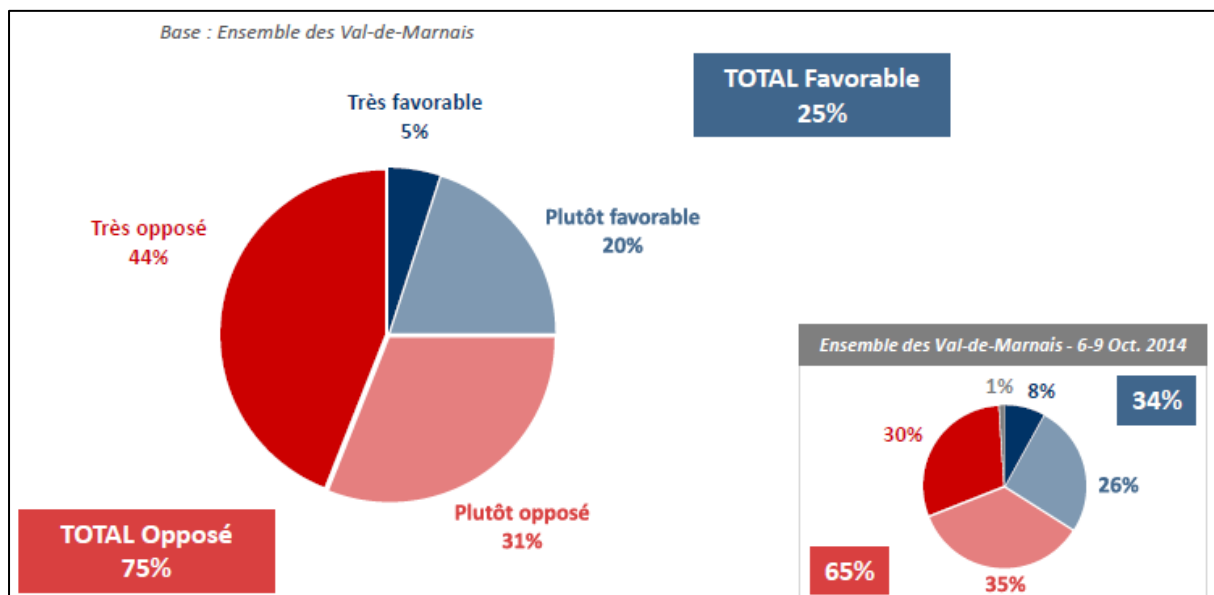
L'adhésion à la suppression d'un échelon territorial

- Vous personnellement, êtes-vous plutôt favorable ou plutôt pas favorable à la suppression d'une des collectivités territoriales existant en France ?



L'adhésion à la suppression du département du Val-de-Marne est au transfert de ses compétences à la métropole du Grand Paris

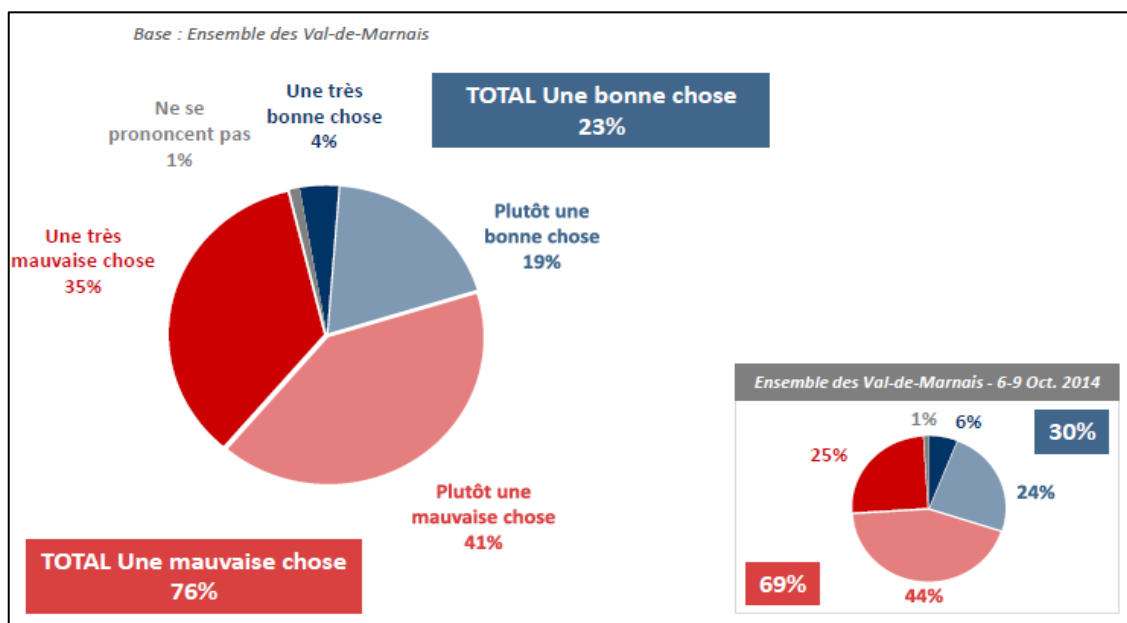
Le président de la République envisage la suppression des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. Leurs compétences seraient alors transférées à la Métropole du Grand Paris, qui regroupe la ville de Paris, l'ensemble des communes de la petite Couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) et sept communes de la grande Couronne et représente un territoire de plus de 7 millions d'habitants. Vous personnellement, seriez-vous très favorable plutôt favorable, plutôt opposé ou très opposé à ce que l'on supprime le département du Val-de-Marne ?



L'anticipation des conséquences en cas de suppression du Département du Val-de-Marne

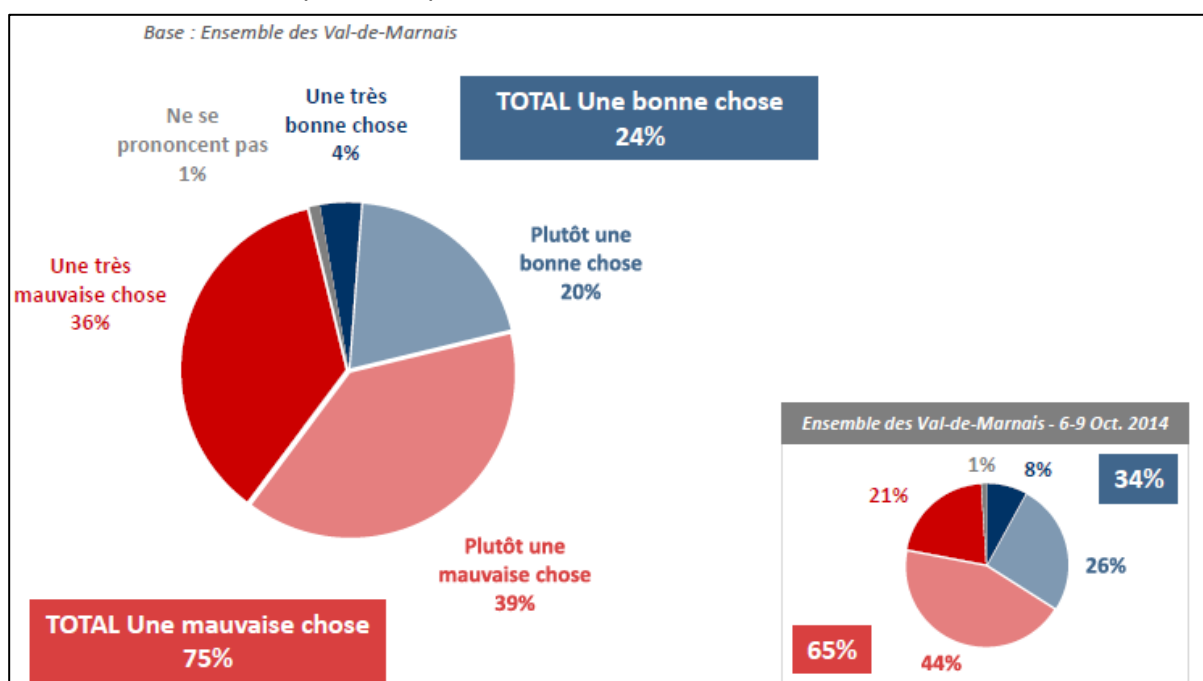
L'impact prêté à la suppression du département du Val-de-Marne pour les habitants du Val-de-Marne

- Diriez-vous que la suppression du département du Val-de-Marne serait une bonne chose ou une mauvaise chose pour les habitants du Val-de-Marne ?



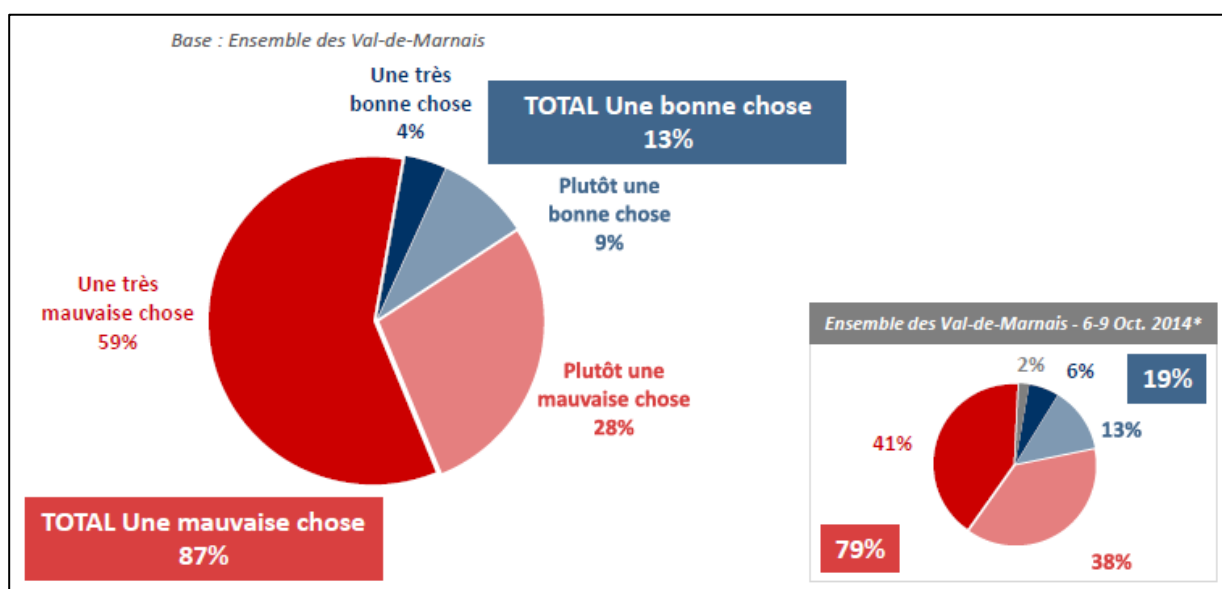
L'impact prêté à la suppression du département du Val-de-Marne dans son quotidien

- Diriez-vous que la suppression du département du Val-de-Marne serait une bonne chose ou une mauvaise chose pour vous personnellement ?



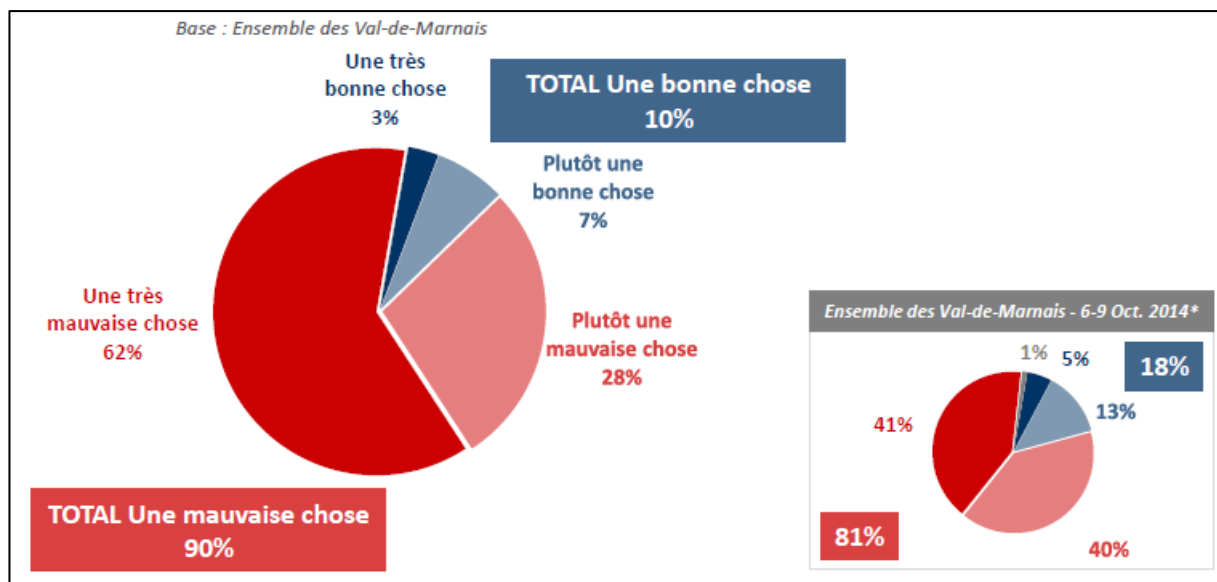
L'impact prêté à la suppression des initiatives du département du Val-de-Marne pour soi personnellement

- Aux côtés de ses compétences obligatoires, le département du Val-de-Marne a développé des politiques originales comme par exemple le remboursement à 50 % de la carte imagine R pour les jeunes sans conditions de ressources, la carte Améthyste pour les personnes âgées, les crèches, les parcs départementaux ou la mise à disposition d'un ordinateur pour tous les collégiens. Diriez-vous que la suppression de ces initiatives du département du Val-de-Marne serait une bonne chose ou une mauvaise chose pour vous personnellement ?



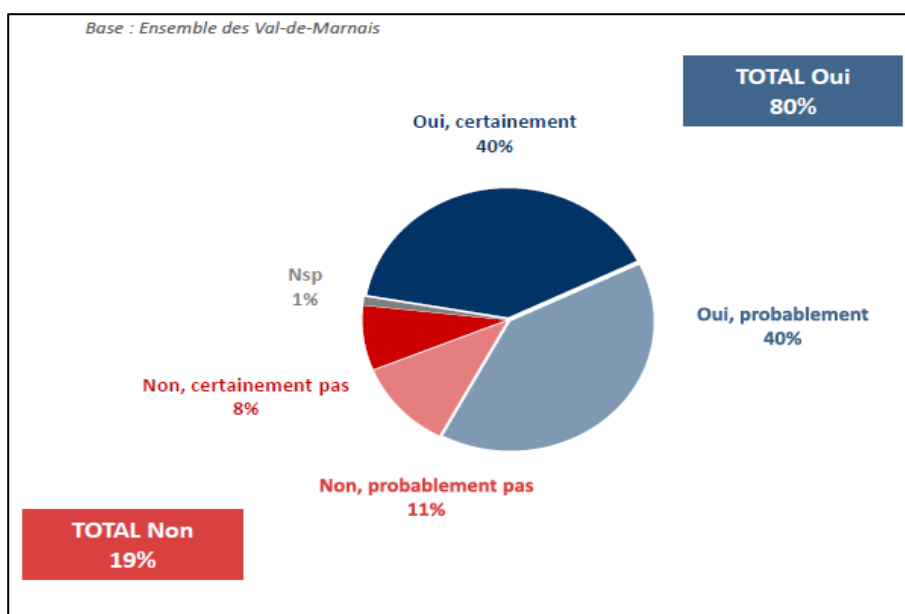
L'impact prêté à la suppression des initiatives du département du Val-de-Marne pour les habitants du Val-de-Marne

- Aux côtés de ses compétences obligatoires, le département du Val-de-Marne a développé des politiques originales comme par exemple le remboursement à 50 % de la carte imagine R pour les jeunes sans conditions de ressources, la carte Améthyste pour les personnes âgées, les crèches, les parcs départementaux ou la mise à disposition d'un ordinateur pour tous les collégiens. Diriez-vous que la suppression de ces initiatives du département du Val-de-Marne serait une bonne chose ou une mauvaise chose pour vous personnellement ?



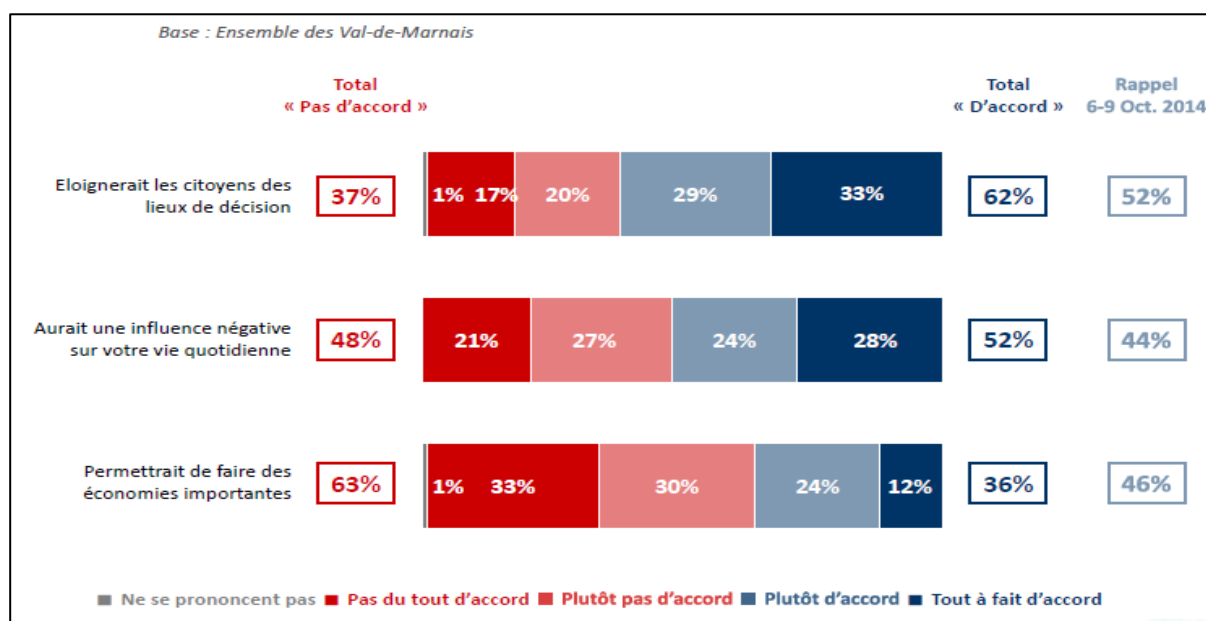
La menace constituée par la suppression du département du Val-de-Marne sur les politiques du conseil départemental

- Selon vous, la suppression du département du Val-de-Marne et le transfert de ses compétences à la Métropole du Grand Paris constituent-ils une menace pour ces politiques menées par le conseil départemental du Val-de-Marne ?



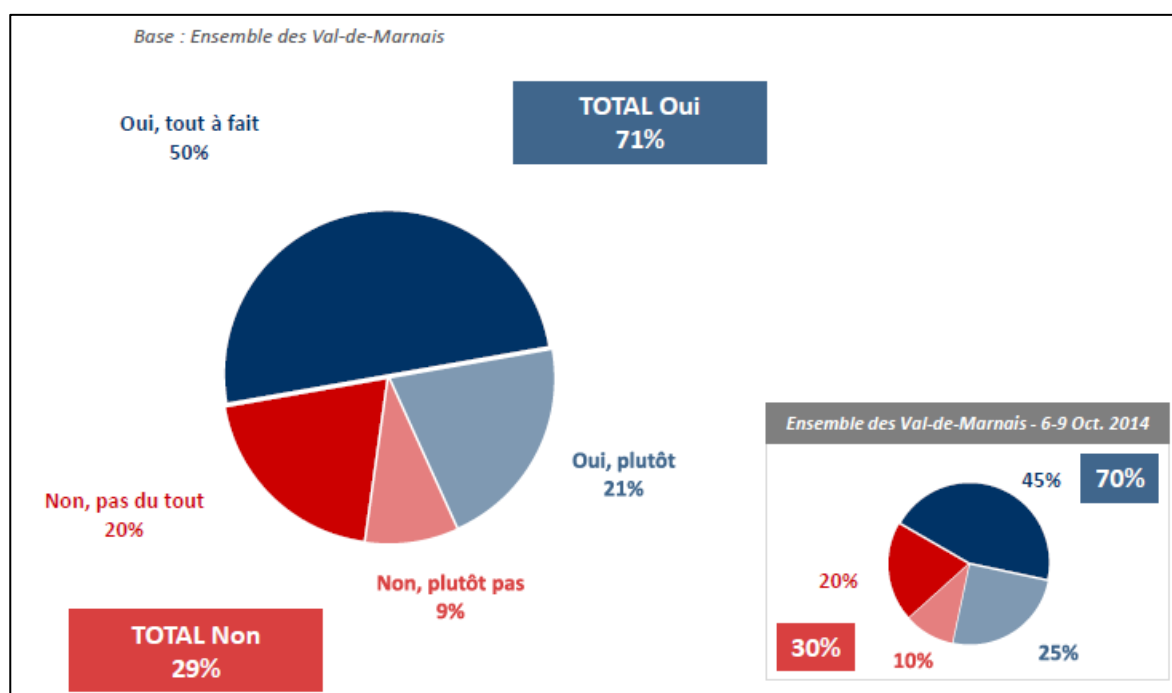
Les conséquences prêtées à la suppression du département du Val-de-Marne

- Personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ? La suppression du département du Val-de-Marne...



Le souhait de référendum sur la suppression du département du Val-de-Marne

- Vous personnellement, souhaiteriez-vous être consulté par référendum à propos de la question de la suppression du département du Val-de-Marne ?



Fiche technique

Echantillon de 804 personnes, représentatif de la population du Val de Marne, âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par arrondissement et par commune.. Les interviews ont eu lieu par téléphone Du 3 au 5 octobre 2017.